

THÈSE DE
PARIS.
1888
N^o. 131.

UNIVERSITÉ DE FRANCE

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

DROIT ROMAIN

LES RES DIVINI JURIS

ÉCONOMIE POLITIQUE

THÉORIE DU REVENU NET

DE LA

PROPRIÉTÉ FONCIÈRE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le jeudi 28 juin 1888, à 1 heure

PAR

JACQUES TRIGANT-GENESTE

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

M. CAUWÈS *Président*

Suffragants : { MM. BEAUREGARD, } *professeur.*
MICHEL, (LÉON), } *agrégés.*
CHAVEGRIN. }

Le Candidat répondra, en outre, aux questions qui lui seront faites sur les autres matières de l'enseignement

PARIS

LIBRAIRIE AMAND GIARD

16, Rue Soufflot

1888

THÈSE

1862

LE DOCTORAT

THÈSE

POUR

LE DOCTORAT



Digitized by the Internet Archive
in 2026

UNIVERSITÉ DE FRANCE

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

DROIT ROMAIN

DES RES DIVINI JURIS

ÉCONOMIE POLITIQUE

THÉORIE DU REVENU NET

DE LA

PROPRIÉTÉ FONCIÈRE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le jeudi 28 juin 1888, à 1 heure

PAR

JACQUES TRIGANT-GENESTE

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

M. CAUVÈS *Président*

ACAD.
GD. BAT

BIBL.

Suffragants : { MM. BEAUREGARD, *professeur.*
MICHEL, *agregés.*
CHAVEGRIN. }

Le Candidat répondra, en outre, aux questions qui lui seront faites sur les autres matières de l'enseignement

PARIS

LIBRAIRIE AMAND GIARD

16, Rue Soufflot

1888

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

DROIT ROMAIN

DES

RES DIVINI JURIS

AVANT-PROPOS

La première phrase que, dans son deuxième commentaire, Gaius consacre aux *res divini juris* est un hommage rendu à la religion officielle des Romains. Il s'exprime de la manière suivante dans ce passage, commencement d'un paragraphe auquel Justinien a fait de nombreux emprunts : « *summa rerum divisio in duo genera deducitur, aut divini juris sunt, aut humani juris.* »

Que l'empereur byzantin qui a donné son nom aux *Institutes*, ait cru devoir faire intervenir la religion dans une classification scientifique, cela ne doit guère nous surprendre. La société gréco-romaine avait embrassé le christianisme avec une ferveur qui devait bien vite dégénérer en intolérance. Du reste, et il est juste de le faire remarquer, Justinien ne parle des *res divini juris* qu'à propos des *res extra commercium*, à la suite d'une longue

énumération de choses qui ne sont pas susceptibles de propriété privée.

Mais la phrase de Gaius, placée comme en relief au début du deuxième commentaire, s'accorde peu avec ce que nous savons du siècle où parurent ses *Institutes* : au temps des Antonins, l'empire romain n'était rien moins qu'une théocratie. Le chef de la dynastie avait bien reçu le nom de Pieux ; mais c'était là une de ces épithètes banales que l'on ne marchandait jamais aux empereurs. Adrien est resté célèbre par son impiété mêlée de superstition. La doctrine philosophique qui dominait alors à Rome, était un scepticisme élégant et contradictoire, composé d'emprunts faits à la philosophie grecque et à la mythologie des peuples de l'Orient.

Il y avait, du reste, longtemps que le peuple romain avait désappris les leçons de Numa, son initiateur religieux. Quand Ennius parut, on admira ses *Annales*, mais beaucoup plus encore sa traduction du livre d'Evhémère où les dieux étaient bafoués. Carnéade, un des représentants de la nouvelle Académie, fit fortune à Rome pendant un séjour qu'abrégea la brutalité du vieux Caton. Dans les dernières années de la République, les temples des dieux étaient l'objet de la constante sollicitude des magistrats. Mais Apollon Soranus, Neptune et Vénus étaient bien près de la fin de leur règne. Et je ne parle pas de la religion vraiment italienne, de celle qui avait préexisté aux relations des habitants du Latium avec les Grecs et les Etrusques. A l'époque de Cicéron et de César, qui se souciait encore d'Acca Larentia, l'antique déesse de l'agriculture, ou de Mania, la déesse sabine de la mort ?

L'empereur Auguste fit des efforts louables pour remettre en honneur les coutumes et les croyances des premiers siècles. Mais il ne fut pas plus heureux dans sa lutte contre l'incrédulité que dans sa lutte contre le célibat (1). Sous Néron, soixante ans plus tard, Perse se plaint avec amertume de l'impiété de ses contemporains (2). La religion officielle était une ruine vénérable qu'un ensemble de traditions respectées protégeait contre l'injure des hommes sans la mettre à l'abri de l'action du temps; à l'époque des Antonins, il n'en restait plus grand'chose. La superstition orientale et une indifférence absolue s'étaient partagé son domaine. Il y avait foule au temple de Sérapis, et, pour célébrer le *navigium* d'Isis, il se formait des associations souvent secrètes et qui comptaient des millions d'adhérents. La cour impériale se passionnait pour le culte de Mithra. Mais c'étaient là des religions simplement tolérées qui ne reçurent que plus tard, sous les empereurs syriens, une consécration légale. Ce n'est pas à elles que songe Gaius quand il consacre aux *res divini juris* une ligne qui montre la grande place qu'elles occupaient dans la législation de son temps.

Et ce passage n'est pas un passage isolé. De nombreux fragments du digeste ont trait aux *res divini juris* autour desquelles les juriconsultes semblent avoir voulu multiplier les mesures de protection. L'antique législation religieuse subsiste dans ses grandes lignes. Avant d'aborder la partie purement juridique de notre étude, essayons

1. *Quid leges sine moribus vanæ proficiunt.*

2. *O curvæ in terras animæ et cælestium inanes.* Perse. Sat. I. v. 62.

d'exposer les causes historiques qui expliquent cette longévité du vieux droit pontifical.

Une de ces causes est certainement ce goût immodéré de l'archaïsme, qui est un des traits caractéristiques des époques de décadence. Nous trouvons, sous Commode, des consuls et des tribuns. Pourtant il n'y avait plus de République; il n'y avait plus de liberté, et Juvénal déclare ne pas oser prononcer son nom (1). De même pour les *res divini juris*, dont l'importance sous le règne d'Antonin Caracalla s'explique par celle qu'elles avaient aux premiers siècles de l'histoire de Rome.

Au temps de Brutus et de Valérius Publicola, la législation draconienne qui protégeait les objets consacrés au culte, trouvait une justification suffisante dans les idées qui étaient le fond de la religion romaine. Le caractère tout local de cette religion faisait de la piété une manifestation de patriotisme. Ce qu'adoraient les Romains, n'était pas le Dieu du spiritualisme « dont le centre est partout et la circonférence nulle part. » Leur Jupiter est un Jupiter bien latin, dont la demeure s'élève au sommet de la montagne d'Albe « *residens celsa latioris Jupiter Alba*. » Diane n'habite pas l'Olympe, mais l'Aventin. « Peu s'en faut, dit Bossuet, que Rome n'ait cru ces dieux plus présents sur le Capitole que dans le Ciel. »

C'était, pour une divinité, un pauvre royaume que celui que bornait au sud le lac Régille et qui, au nord, ne s'étendait pas bien au delà du Mont Sacré. Mais, dans cet espace de quelques lieues, les dieux furent

1. *Libertas.. cujus non audeo dicere nomen* Juvénal, sat. I. v. 155.

d'abord tout puissants. On avait tant de raisons de redouter leurs caprices et de craindre que, désertant la cause de Rome, ils ne se réunissent à ses ennemis pour l'accabler (1) !

Puis la politique s'en était mêlée. Les Tarquins, et le Sénat après eux, comprirent, le parti admirable qu'ils pouvaient tirer de la religion. A la fin de l'époque royale, on avait institué les fêtes latines, dont la présidence fut dévolue au peuple romain. C'est dans le temple de Jupiter Latiaris, situé sur le mont Albain, qu'était célébrée cette fête, à laquelle le consul Sp. Cassius (260 av. J.-C.) donna un nouvel éclat. On y renouvelait les alliances, on y concluait les traités sous la présidence des pontifes romains qui acquirent bien vite un grand ascendant sur les peuples de l'Italie centrale. Il était juste de protéger la propriété de ces dieux qui prenaient une si grande part au développement de l'influence romaine !

Quelques-unes des raisons politiques qui avaient assuré une si longue existence à la vieille religion nationale subsistaient encore au temps d'Antonin et de Marc-Aurèle. Il n'était plus alors question, ni de fêtes latines, ni de Jupiter Latiaris. Mais Rome victorieuse avait su faire adopter son culte par les provinces conquises. En tous

1. « La statue de Saturne, placée dans le temple, avait pendant toute l'année, sauf aux saturnales qui tombaient en décembre, les jambes liées et comme enchaînées par un bandage de laine. La plus simple explication de cet usage se tire de l'opinion qu'avaient les anciens qu'en liant la statue du dieu, ils retiendraient sa protection et s'assureraient sa présence. » Preller, les Dieux de l'ancienne Rome.

lieux s'élevaient des temples à Jupiter Capitolin, à César, à Auguste et surtout au génie de Rome, qu'avait divinisé la crainte, et aussi, il faut bien le dire, la reconnaissance des peuples vaincus. Le Capitole était devenu, pour tout l'empire, une sorte de métropole religieuse. Ces temples élevés en l'honneur de Rome étaient comme le signe tangible de la conquête, et il importait, à ce titre, d'en assurer la protection. Quand les peuples modernes prennent possession d'un territoire, ils y arborent leur drapeau national. Les Romains, eux, bâtissaient un temple dédié au génie de Rome, « *dea Roma* (1). »

Ajoutons que, chez les anciens, la religion se confondait avec le patriotisme ; c'est pour cela que, sous l'empire, elle a pu vivre si longtemps côte à côte avec la plus parfaite incrédulité. En 383, quand l'empereur Gracien fit enlever de la salle des séances du Sénat l'autel de la Victoire, beaucoup de chrétiens joignirent leurs protestations à celle de Symmaque et des païens. Dans les premières années du règne de Théodose, quelques fanatiques commirent des dégâts assez importants sur divers points des murailles de Rome, et mutilèrent les

1. Fondation du temple de Rome à Smyrne (195. a. J. C.) Alamba en fait autant en 170. Tarragone et la plupart des villes espagnoles et gauloises suivent cet exemple dans le premier siècle de l'empire.

Rappelons en outre les deux vers de Lucain, dans lesquels Rome est assimilée aux dieux :

.....*Summique ó numinis instar,*
Roma, fave cæptis!

statues qui ornaient certains tombeaux de l'ancienne voie flaminienne. Cette violation de *res divini juris* souleva des protestations indignées.... La réaction païenne, qui marque le court règne de Julien l'Apostat, fut la dernière lueur que jeta le patriotisme romain.

Cent cinquante ans avant que l'auteur du *Misopogon* montât sur le trône, le paganisme légal était encore loin de sa fin. Cela explique le grand nombre de textes réunis au digeste sous des rubriques indiquant qu'ils se rapportent aux *res divini juris*. A l'aide de ces matériaux, dont nous ne pouvons que regretter la trop grande abondance, nous allons essayer de mettre en lumière la condition juridique des « *res sacræ*, des *res religiosæ*, et, en dernier lieu, des *res sanctæ*. »

CHAPITRE PREMIER

DIVISION DES *RES DIVINI JURIS*

Les *res divini juris*, Gaius nous l'apprend se subdivisent en *res sacræ* et en *res religiosæ*. Voilà pour les *res divini juris* proprement dites. Mais sans se rattacher par un lien aussi étroit à la religion romaine, certaines choses sont néanmoins soumises à une législation spéciale qui les distingue des *res profanæ* : « *Sanctæ quoque res, veluti muri et portæ, quodammodo divini juris sunt.* » 2^e commentaire, § 8.

Nous savons maintenant ce que sont les *res sanctæ*. Le commencement du paragraphe de Gaius va nous donner une définition assez précise des *res sacræ* et des *res religiosæ*. « *Sacræ sunt, quæ diis superis consecratae sunt; religiosæ, quæ diis manibus relictæ sunt.* » Justinien, empereur chrétien, ne parle pas des dieux d'en haut et passe sous silence les dieux mânes. Sa définition des *res sacræ* et des *res religiosæ* est moins concise que la définition correspondante de Gaius. Mais il se borne à paraphraser le texte du jurisconsulte classique en l'accommodant aux nouvelles idées religieuses qu'en sa qualité de prince orthodoxe il avait charge de faire triompher. Laissant de côté la copie pour ne nous occuper que de l'original, nous allons analyser la triple définition que

contient le deuxième commentaire des *res sacræ*, des *res religiosæ* et des *res sanctæ*.

« *Sacræ sunt quæ diis superis consecratæ sunt.* » La définition correspondante de Justinien, où le mot *deus* est au singulier, ne peut donner lieu à aucune controverse. Il importe, au contraire, d'être fixé sur le sens exact de l'expression de *dii superi*, que Gaïus, et à sa suite les autres jurisconsultes romains, semblent avoir détournée de son acception primitive.

Les mythologues qui ont eu à s'occuper des dieux de l'ancienne Italie, les ont en général répartis en trois classes (1). La première, celle des dieux supérieurs, comprend toutes les divinités d'origine latine, grecque ou orientale qui appartenaient au monde céleste par leur essence et non par une sorte d'adoption qui aurait été la récompense de leurs vertus terrestres. La classe des *dii superi* ainsi délimitée, nous n'essayerons pas d'en faire le dénombrement. Varron l'avait tenté pour les divinités latines et sabines. Il cite, à propos du roi T. Tatius, les dieux qui dans ces temps reculés se partageaient l'adoration des premiers Romains : Ops, Flora, Vediovis, Saturne, Sol, Luna, Vulcain, Summano, Larunda, Terminus, les Lares et Djana. Le poète Ennius, qui avait, comme ses compatriotes, la manie des catalogues versifiés, nous donne, dans deux hexamètres,

1. Ajoutons que les écrivains latins s'inspirent souvent du système mythologique étrusque dont Sénèque nous parle (*question natu.* II. 41) à propos d'Aulus Cœcina.

une énumération fort incomplète, du reste, des principaux *dii superi* :

*Juno, Vesta, Minerva, Ceres, Diana, Venus, Mars,
Mercurius, Jovis, Neptunus, Vulcanus, Apollo.*

Il est probable que, trois cents ans plus tard, Ennius n'aurait pas entrepris un dénombrement auquel eût à peine suffi un livre entier de ses Annales. Aux divinités italiennes s'étaient ajoutées les divinités grecques et orientales. Rome, à chaque nouvelle conquête, doublait le nombre de ses dieux.

À côté des *dii superi*, les mythologues et les poètes mentionnent les *dii medioximi* et les *dii inferi*. À propos des premiers, on a souvent cité l'ancienne formule du fécial que rapporte Tite-Live : (1, 32.) « *audi Jupiter, et tu, Jane Quirine, diique omnes cœlestes, vos que terres-tres, vos que inferni audite.* » Plaute (*Cistellaria*, II, 1, 36) emploie, pour désigner les mêmes divinités, l'expression de *medioximi*, « *ita me dii deœque superi atque inferi atque medioximi* ». C'étaient des demi-dieux qui devaient, aux vertus dont ils avaient fait preuve pendant leur existence humaine, une sorte d'immortalité les rapprochant de la condition des dieux d'en haut (1).

1. *Romulus, et Liber pater, et cum Castore Pollux
Post ingentia facta deorum in templa recepti.*

HORACE, 1^e épître, livre II.

Fulgence et Martianus Capella rangent parmi les *dii medioximi* les *sem ones*, et font dériver ce mot de *semis*.

Paul, dans le digeste, cite, à propos des mêmes *dii medioximi*, une définition d'Anfustius que le caractère purement juridique de notre étude ne nous permet pas d'examiner : *genius deorum filius et parens hominum, ex quo homines gignuntur.* »

En ce qui concerne les *dii feri* ou *aquili*, nous devons, dans l'intérêt de notre étude, faire une distinction importante. Les Romains, comme les Grecs, avaient leurs divinités de l'enfer. C'étaient Orcus et Dis-pater, les dieux mâles et Mania, Larunda, Acca Larentia, les dieux femelles de la mort. A ces maîtres du monde souterrain, la superstition populaire avait ajouté les *furinæ*, dont le bois sacré où C. Gracchus trouva la mort, était situé à l'extrémité du pont Sublicius ; les Striges, qui, d'après la légende sabine, se nourrissaient du sang des vivants, et une infinité de génies, d'origine étrusque pour la plupart, que l'on représentait dans les jeux du cirque enlevant les cadavres, leur propriété, pour les transporter dans les Enfers.

Mais Orcus, Dis-pater, Mania, Acca Larentia n'étaient pour ainsi dire que les cadres d'une immense armée de *dii inferi*. La mort, d'après la mythologie antique, mettait les hommes au rang des dieux. Cicéron s'exprime ainsi dans son *de consolatione* : « *viros integros bonis studiis atque artibus expolitos, leni quodam et facili lapsu ad deos id est ad naturam sui similem pervolare.* » Et dans un autre passage, qui a été très souvent cité, il ne fait plus de l'immortalité le privilège de quelques-uns : « *majores nostri eos, qui ex vita migrassent, in deorum numero esse voluerunt.* »

La mort opérait une séparation entre des éléments divers que la vie avait réunis ; en récompense de leurs vertus, quelques hommes étaient élevés au rang de demi-dieux, de *dii medioximi*. Les autres menaient l'existence misérable de dieux mânes sans autre adoucissement à leur infortune que les sacrifices accomplis sur

leur tombe, et que la fête des *Compitalia* par laquelle la cité entretenait le souvenir de ses morts.

Nous avons cité le passage de Gaius qui se rapporte aux *res religiosæ* : *religiosæ sunt quæ diis manibus relictæ sunt.* » Dans ce membre de phrase il n'est pas question des *dii inferi* en général, mais seulement d'une de leurs catégories. Au point de vue qui nous occupe, tous les autres sont donc assimilés aux dieux supérieurs. Il n'y avait pas de différence légale entre un temple de Jupiter, un temple de Castor et un temple de Mania. Aux dieux mânes appartiennent les *res religiosæ* ; aux autres, quelle que fût l'origine que leur assignât la mythologie, les *res sacræ* et, jusqu'à un certain point, les *res sanctæ* (1).

Ce que nous venons de dire nous dispense de donner une définition des *res religiosæ*. Nous avons eu déjà l'occasion de citer les termes que Gaius leur consacre : « *religiosæ sunt quæ diis manibus relictæ sunt* ». C'est à peu près la définition de Justinien, qui, bien entendu, ne parle pas de dieux mânes. Et Doneau, qui dans son livre XV (ch. XXXVII § 9), a eu l'occasion de s'occuper des *res divini juris*, s'exprime ainsi dans une phrase directement inspirée des Institutes de l'empereur byzantin : « *rebus sacris ad usus sacros utimur, religiosis ad sepe-
liendos mortuos.* »

Le culte des dieux mânes, auquel fait allusion Gaius, tient une place considérable dans l'histoire de la religion

1. Cette distinction entre les dieux mânes et les autres dieux est nettement marquée par un vers d'Horace :

Carminè di superi placentur, Carminè Manes.

Liv. II, ép. ép. I, 137.

romaine. Servius Tullius, qui, d'après la légende, était le fils du *lar familiaris* de la maison des Tarquins, avait institué la fête des *Compitalia* en l'honneur des *dii lares* qui ne se distinguaient pas des *dii manes* (1). Les historiens nous apprennent même que dans les dernières années de la période royale on immolait des enfants sur l'autel de Mania; Junius Brutus mit fin à ces sacrifices sanglants.

La religion des dieux mânes s'épura au contact de la philosophie grecque. Mais à l'époque de Cicéron et de Jules César, les latins sont encore des latins, c'est-à-dire des demi-barbares :

..... *In longum tamen ævum,*

Manserunt manentque hodie vestigia ruris.

D. M. — *Dis manibus* — θεοῖς χθονίοις — telle est la suscription de nombre de tombeaux de l'Italie centrale et méridionale datant des dernières années de la République. On célébrait toujours avec pompe la fête des *lemuralia* ou *remuralia*, pour apaiser les mânes de Rémus, peu disposées à pardonner à Rome d'avoir eu Romulus pour fondateur. Les Romains redoutaient plus les fantômes que les Volsques, les Samnites ou les Parthes. Une âme qui n'avait pas eu les honneurs d'une sépulture régulière devenait pour les vivants un sujet de perpétuelle inquiétude. Elle errait dans la cité, répandant autour d'elle les maux de toute sorte. Plaute, dans sa *Mostellaria*, nous raconte l'histoire d'un revenant, qui se ven-

1. Pompeius Festus : « *lanæ effigies noctu dabantur in compita, quod lares, quorum is erat dies festus, animæ putabantur esse hominum redactæ in numerum deorum.* »

geait par mille persécutions de l'oubli de ses parents et de ses amis. Dans les dernières années de la République, Rome fut troublée par de fréquentes apparitions de Crassus et de ses soldats, tombés dans la plaine de Carthes sous les flèches des cavaliers de Suréna. Suétone, qui écrivit sous Domitien son histoire des Douze Césars, rapporte — sans en mettre en doute la véracité — la légende qui courait certains quartiers de la ville pendant les premiers mois qui suivirent la mort de Caligula. Après son assassinat par Chéréas, personne ne se présenta pour accomplir sur sa tombe les rites funéraires qui étaient encore dans les habitudes des Romains. Aussi l'âme de l'empereur, errant aux alentours du mont Palatin, se montra-t-elle à plusieurs reprises aux voisins de son ancienne demeure. Claude fit donner une sépulture convenable aux restes de son prédécesseur, et Caligula disparut à tout jamais du monde des vivants (1).

Nous n'entreprendrons pas de raconter comment ce culte des dieux mânes perdit sa simplicité primitive

1. « Rien ne montre mieux la terreur superstitieuse qu'inspiraient à Rome ses dieux lares que l'origine même de ce dernier mot: *Lars* est synonyme d'*λάρ*. Le *Lars Lartis* des Etrusques désignait une personne haut placée, par exemple, *Lars Porsenna*. Les dieux de l'ancienne mythologie romaine portent en général des noms qui n'en sont que les dérivés: *Larunda*, *Acca Larentia*, etc., etc. » (Preller : les dieux de l'ancienne Rome). — Dans un autre chapitre (page 69) le même auteur donne l'étymologie du mot « mânes » ; il signifiait à vrai dire les êtres « purs, sereins » ; de là vient que *mane* et *mater matutina* se disaient de l'éclat naissant du jour et de la déesse de la lumière, tandis que *immanis* équivalait à notre « monstrueux. »

sous l'influence d'idées démonologiques importées de l'Orient. Apulée dans son *De Deo socratico*, nous a donné une classification très ingénieuse des âmes en *mânes*, *lémures* et *larves*, et saint Augustin, dans sa « Cité de Dieu » a reproduit cette division tripartite. Les ouvrages des auteurs de la décadence renferment de nombreuses descriptions de ces génies bons ou mauvais qui habitent le cercle sublunaire, et sont tantôt les protecteurs, tantôt les persécuteurs des vivants. Mais l'important pour nous est de constater qu'à la fin de l'empire romain les *res religiosæ* étaient entourées du même respect qu'aux premiers temps de la République. Nous trouvons dans le digeste un véritable luxe de dispositions législatives concernant les sépultures, et les empereurs qui succédèrent à Constance donnèrent à cette législation funéraire un caractère encore plus draconien que celui qu'il avait eu jusqu'alors.

Les *res sanctæ* forment la troisième classe de *res divini juris*. Gaius ne leur donne qu'une seule ligne : « *sanctæ quoque res, velut muri et portæ quodammodo divini juris sunt* » (1) ; ce ne sont, pour ainsi dire, que des *res divini juris* de 2^e ordre, comme l'indique le mot *quodammodo* ; encore a-t-on agité la question de savoir si les portes ne sont pas de simples *res profanæ*.

La sanction draconienne qui s'attachait à la violation des *res sanctæ* s'explique en partie par des souvenirs historiques. La loi en vertu de laquelle tout individu qui

1. Justinien : *sanctæ quoque res veluti muri et portæ, quodammodo divini juris sunt et ideo, nullius in bonis sunt.* »

attentait aux murailles de Rome, encourait la peine capitale (1), était inspirée d'un ancien édit, beaucoup plus sévère encore, qui punissait de mort le simple fait d'avoir traversé l'enceinte autrement que par les portes réservées à cet usage. A en croire Tite-Live (1, 7), Romulus, après le meurtre de son frère, aurait promulgué cette loi dans les termes suivants : « *sic esto, si deinde quicumque alius transiliet mœnia mea.* »

Ajoutons qu'il existait un rapport étroit entre les *res sanctæ* et les autres *res divini juris*. Les portes étaient consacrées à Janus, le dieu qui, dans les énumérations des mythologues et des poètes, tient le premier rang parmi les divinités latines.

Les fossés et les murailles étaient consacrés aux dieux mânes. Quand on fondait une ville dans l'ancienne Italie centrale, on commençait par creuser un fossé, le *mundus*, dont le fond était recouvert d'une pierre (*lapis manalis*) dédiée aux lares et considérée comme la porte du monde souterrain.

Les jurisconsultes et les historiens nous citent un curieux exemple du respect dont les Romains des premiers siècles entouraient les *res sanctæ*. « *Tam sancta et inviolabilia ex eo tempore visa sunt mœnia ut herbæ in pomæriis frondescentes sanctitatis vel inviolabilitatis signum præcipuum haberentur, adeo ut si legati vel feciales ad hostes mitterentur, hujusmodi herbas vel sagmina præferrent.* » Ainsi s'exprime Tite-Live (1. 1. ch. 24) dans une phrase

1. *Ideo pœna capitis constituta est in eos qui aliquid in muros deliquerint.*

qui fait suite au passage dans lequel il raconte le meurtre de Rémus.

Nous ne nous occuperons pas ici des diverses questions qui se rattachent aux *res sanctæ*. Leur examen trouvera place dans la dernière partie de notre travail, consacrée à la troisième classe des *res divini juris*. Avant d'aborder l'étude détaillée des *res sacræ*, des *res religiosæ* et des *res sanctæ*, recherchons la signification exacte des termes qui les désignent, et demandons-nous si les jurisconsultes ne les ont pas détournés de leur acception primitive.

A vrai dire, la question se pose à peine pour les *res sanctæ*, malgré le doute qui pouvait naître d'une phrase de Forcellini (1). Que le mot de *sanctum* vienne du verbe *sancire*, comme cela est infiniment probable, ou de *sagmen*, comme a essayé de l'établir Pompéius Festus (2), toujours est-il que les textes littéraires l'emploient avec la même acception que les textes purement juridique. Mais la question est beaucoup plus confuse en ce qui concerne les mots de *sacrum* et de *religiosum*. Il semble que ces deux termes soient exactement synonymes, et que les auteurs latins ne les aient jamais bien nettement

1. « *Illa etiam quæ sacra sunt, ut ædes deorum, vel religiosa, ut sepulchra, sancta dicuntur: quia aut lege aut instituto majorum sancitum est, ut nequapiam re violentur. Virgilius sanctum pro sacro ponit.* » Forcellini.

2. « *Sancta res dicitur vel ob sanctionem, qua res ita munita est ut violari impune non possit. — Festus sub voce sanctum, ubi observat, dictum esse a sagminibus herbis, quas signum fuisse inviolabilitatis inter omnes constat.* Forcellini. » Heineccius.

distingués. « *Herculis templum apud Agrigentinos et sacrum et religiosum*, » — c'est ainsi que s'exprime Florus. Même confusion chez Pompéius Festus : « *religiosum ac sacrum est, ut templa omnia atque ædes*. » On connaît les deux vers de Lucrèce qui s'appliquent bien évidemment à la religion des dieux d'en haut :

..... oppressa gravi sub religione,
Quæ caput a cæli regionibus ostendebat.

On pourrait, il est vrai, citer un certain nombre de textes où le mot de *religiosus* s'applique exclusivement aux choses consacrées aux dieux mânes. C'est le sens, qu'en général, lui donne Gallus Ælius. Mais c'est là une exception, et beaucoup de jurisconsultes commettent eux-mêmes la confusion dont nous venons de parler, comme Estienne Pasquier en fait la remarque dans les *Institutes de Justinien* : « la différence qu'il y a entre « *religiosum* et *sacrum* est telle qu'*inter adoptionem* « et *adrogationem*, *nam quemadmodum adoptio dividitur in* « *adoptionem* et *adrogationem*, *sic religiosæ res dividi pos-* « *sunt in sacras et religiosas*. Hostiensus (Henri de Suze, « cardinal d'Ostie) *in summa de religiosis domibus*, extra « et le jurisconsulte *in l. Julia f. f. ad legem Juliam* « *peculatus confundit pecuniam sacram et religiosam*, « comme aussi, en plusieurs autres lois, *sacer et religiosus* « *locus confunduntur*. Le semblable verrez-vous dans Pline, lib. 4 *Epistolarum*, *in Epistola ad Fabiolum* (citation. inexacte. ép. 8. lib. VIII. »

Mais nous l'avons déjà dit en ce qui concerne les *res divini juris*, la plupart des jurisconsultes romains adoptent la terminologie que nous retrouvons dans le digeste et

dans les Institutes. Cette terminologie ne reposait sur rien, car il serait puéril de faire dériver *religio* de *reliquiæ*, terme qui chez les Latins, comme chez nous son équivalent français, est souvent employé pour désigner les cadavres. Comment peut s'expliquer la persistance des jurisconsultes à ne jamais s'en départir ? Une confusion s'est sans doute établie dans leur esprit entre le général et le particulier ; ils n'auront pas su distinguer le terme applicable à toutes les *res divini juris* de ce qui n'est que la dénomination spéciale de l'une d'elles.

Religiosus est un adjectif d'un caractère assez vague. On l'emploie pour désigner tout ce qui a été retiré du commerce en vertu d'un principe surnaturel. Aulu-Gelle (*Nuits attiques*, IV, 9) rapporte l'opinion de Massurius Sabinus, d'après laquelle *religiosus* viendrait de *relinquere*, verbe que l'on pourrait traduire par l'expression française de « mettre à part » : « *religiosum est quod propter sanctitatem aliquam remotum ac sepositum a nobis est, verbum a relinquendo dictum, tanquam cœrimonice a carendo.* » Je n'oserais pas prendre trop énergiquement la défense de cette étymologie. Peut-être serait-il plus raisonnable de faire dériver le mot de *religio* du verbe *ligare*, comme *lex* qui signifie la loi, ou du verbe *legere* ou *eligere* ; mais quelque parti que l'on adopte sur cette question de linguistique, la solution reste la même au point de vue qui nous occupe : *religiosus* est un terme général, aussi bien applicable aux *res sacræ* qu'aux choses consacrées aux morts : « *religiosum ac sacrum est ut templa omnia atque cedes* » Festus.

En revanche, le mot de *sacer* a un domaine parfaitement délimité. De bonne heure, les poètes l'avaient adopté dans leurs descriptions des temples, des autels et des bois sacrés, parcequ'il entrait plus facilement que *religiosus* dans la composition d'un vers. Il fallait des prodiges d'habileté pour accommoder ce dernier mot à la facture d'un hexamètre, et l'on ne pouvait, sans le briser, l'introduire dans le moule du vieux vers saturnin. Puis, ne fallait-il pas distinguer, des autres choses de droit divin, celles qui étaient de droit divin par excellence, puisqu'elles s'appliquaient aux dieux supérieurs, aux véritables dieux?

Tels sont les éléments que la langue littéraire semble avoir fournis à la langue des juriconsultes. Ceux-ci eurent le tort de ne pas saisir la hiérarchie existant entre les deux mots de *sacer* et de *religiosus*, et de ne pas voir que le second était le terme général, dont, pour la commodité du langage, l'application avait été restreinte à une partie seulement des choses qu'il avait pu désigner.

Nous avons donné une idée sommaire des *res divini juris*. Divisées par les juriconsultes, elles sont soumises à quelques règles communes.... *quod divini juris est, id nullius in bonis est* (Gaius)... Mais les différences qui séparent les *res sacræ* des *res religiosæ* et des *res sanctæ* sont assez considérables pour que nous consacrons une étude spéciale à chacune d'elles. Nous commencerons par les *res sacræ* qui occupent le premier rang dans l'énumération de Gaius et de Justinien ; elles ont pourtant moins d'importance que les *res religiosæ*, au point de vue du droit civil proprement dit.

CHAPITRE II

RES SACRÆ. COMMENT UNE CHOSE DEVIENT RES SACRÆ.

Nous avons essayé de donner une idée générale de ce qu'étaient les *res sacræ*. Il est impossible d'en faire une énumération limitative. Grâce au caractère vague et indéterminé de la religion romaine, la même chose est tantôt une simple *res sacræ*, tantôt un dieu possédant une personnalité propre. C'est le cas du figuier ruminal; c'est le cas du figuier du *Comitium* que l'augure *Attus Navius* fit descendre du Lupercal. Virgile (En. XII, 766), nous parle d'un olivier croissant sur la côte latine et que les marins adoraient tout autant que Jupiter.

Les bois sacrés étaient aussi, à certains points de vue, considérés comme des dieux (1). On connaît la phrase de

1. Ils se divisaient en deux catégories : ceux qu'on appelait *nemora* et ceux qui avaient reçu le nom de *luci*... *nemora*, ou à proprement parler, un lieu de pâturages, *lucus*, une clairière dans laquelle on a laissé debout quelques arbres consacrés aux dieux.

Le plus renommé des bois sacrés était celui de Nemi. Pline nous parle d'un *lucus* situé aux environs de Tusculum et où se trouvait un hêtre d'une telle beauté qu'un noble romain en tomba amoureux... Mentionnons en outre le *lucus Junonis Lucinæ*, près de l'emplacement actuel de *Santa Maria Maggiore*. Rien ne montre mieux le culte que professaient les

Quintilien sur Ennius : « *Ennium sicut sacros vetustate lucos adoremus.* » Après la défaite de l'Allia, les Romains se réfugièrent dans un bois sacré, se croyant, à l'ombre de ses arbres, sous la protection d'une divinité toute puissante.

Dans le quatrième paragraphe du 2^e commentaire, Gaius donne une définition générale des *res sacræ* mais n'en cite pas un seul exemple. « *Sacræ sunt quæ diis superis consecratæ sunt.* » Justinien nous parle des temples et des objets consacrés au culte, *ædes et donaria*. Pour les premiers, pas de doute possible. Remarquons même, qu'au temps du paganisme, les temples étaient presque toujours protégés au double titre d'édifices sacrés et d'édifices affectés à un service public. C'est dans le temple de Saturne qu'était renfermé le trésor de l'état. Plus haut, presque au sommet du Capitole, s'élevait l'hôtel des monnaies de l'empire romain, dans un des bâtiments qui composaient le temple de Junon Moneta (1). C'est auprès de l'autel de Cérès que les édiles plébéiens faisaient au peuple la distribution de l'*annona*. Les temples servaient encore de lieu de réunion au

anciens Romains pour les arbres et en particulier pour les chênes, que les vers suivants de Lucain :

« *Qualis frugifero quercus sublimis in agro.*

« *Exuvias veteris populi, sacralaque gestans,*

« *Dona ducum.* » v. 137 et suiv. liv. 1 de la Pharsale.

Disons en terminant que Paul (2. L. 1. XII, 1, 2) nous parle d'un chêne au pied duquel Romulus déposa ses trophées.

1. Bâti en 344 avant J.-C. par suite d'un vœu de Camille.

Sénat (1), et de lieu de dépôt pour les archives, les enseignes militaires et les trophées.

Il est assez difficile de donner une définition exacte de ce que Justinien désigne par le terme de *donaria*. Ce mot, dans Virgile qui l'emploie à plusieurs reprises, et notamment dans le vers 533 du 3^e livre des *Géorgiques*, est synonyme de celui de *sacrarium* qui peut s'appliquer à tout lieu où sont déposés des objets sacrés : Ulpien, (l. 9. § 2, de *divisione rerum*), fait remarquer que *sacrarium* est le terme courant, tandis que *donarium* ne se rencontre que dans un très petit nombre de textes. Mais nous avons peine à comprendre que l'endroit qui renferme des objets sacrés soit forcément sacré lui-même : vers la fin de la République, les temples n'étaient plus assez grands pour contenir les immenses richesses que chaque guerre heureuse y faisait affluer, et, pour ainsi dire, la part des dieux dans le butin. On construisit, dans leur voisinage, des hangars ou d'autres bâtiments peu coûteux, destinés à prévenir l'encombrement. Nul besoin, pour cela, d'obtenir l'autorisation des magistrats ; aucune consécration n'intervenait. Ce n'étaient donc pas des *res sacræ*, en vertu du double principe que nous développerons tout à l'heure, et Justinien, qui parle de *donaria*, a probablement en vue les choses consacrées au culte. Il est même infiniment probable que, dans le très ancien droit romain, certains objets appartenant à cette catégorie de

1. Pour décider les questions de paix ou de guerre, le Sénat se réunissait dans le temple de Mars Ultor.

divini juris étaient plus sacrés que les temples eux-mêmes. N'est-ce pas le cas de ce Palladium de Troie, pieusement conservé près de l'autel de Vesta et qu'il était défendu de toucher, même pour le préserver de l'incendie (1)?

Parmi ces objets mobiliers, réservés au culte, il faut certainement ranger les deniers sacrés. Marcien s'exprime ainsi (lib. 24. *Institutionum*) : « *lege Julia peculatus tenetur qui pecuniam sacram religiosamve abstulerit.* »

Mais toute somme d'argent déposée dans un temple ne participait pas à la protection spéciale dont bénéficiaient les *res sacræ*. Un texte d'Ulpien (lib. 23 *Regularum*) distingue entre les deniers appartenant aux particuliers et les deniers appartenant aux dieux. « *Divi Severus et Antoninus Cassio Festo rescripserunt, res privatorum si in ædem sacram depositæ, subreptæ fuerint : furti actionem, non sacrilegii esse.* »

Les temples, les bois sacrés, certains emplacements, comme le Volcanal du comitium, les objets « mis à part » pour les dieux, telles étaient les principales *res sacræ* (2),

1. On raconte que le grand pontife Metellus perdit la vue pour l'avoir déplacé pendant un incendie qui faillit consumer le temple de Vesta.

2. Ajoutons que certaines cités, grâce à l'institution du *néocorat*, devenaient en quelque sorte des *civitates sacræ*. Le cadre restreint de notre étude ne nous permet que d'indiquer cette question, à laquelle Preller, dans un ouvrage plusieurs fois cité, a donné d'assez longs développements. Disons seulement que le néocorat, conféré à la suite d'un décret du Sénat romain, donnait une certaine prépondérance politi-

Dans l'étude que nous leur consacrons, nous examinerons séparément les conditions légales à l'accomplissement desquelles était subordonnée leur création, les modifications dont elles étaient susceptibles, et les règles qui présidaient à leur extinction : « leur naissance, leur vie et leur mort. »

A. — *Création des res sacræ.*

Citons au hasard quelques-uns des textes qui la concernent : « *Sacræ res sunt quæ rite et per pontifices deo consecratæ sunt, veluti ædes sacræ et donaria quæ rite ad ministerium Dei dedicata sunt.... si quis vero auctoritate sua quasi sacrum sibi constituerit, sacrum non est sed profanum.* » Justinien, (liv. II, tit. 1. § 8). — « *Sacræ sunt quæ diis superis consecratæ sunt, sed sacrum quidem existimatur auctoritate populi romani fieri; consecratur enim lege de ea re lata aut senatus-consulto facto.* » Gaius, commentaire II, § 5 et 6. — « *Sacrum esse, quocumque modo atque instituto civitatis consecratum sit, sive ædis, sive ara, sive locum, sive pecunia, sive quid aliud quod diis consecratum atque dedicatum sit.* » Texte emprunté à Gallus Aelius. — « *Sacra ea loca sunt quæ publice dedicata sunt, sive in civitate sint, sive in agro; sciendum est locum publicum tum sacrum fieri, quum princeps eum dedicaverit, vel candidi dederit potestatem.* » Ulpien. l. 9. Dig. liv. 1. titre

que et religieuse à la ville qui avait été l'objet de cette distinction.

VIII, 18. — « *Si quis privatum sibi constituerit, non sacrum est sed profanum* » Marcien.

Il résulte de tous ces textes que la création des *res sacræ* est subordonnée à deux conditions cumulativement exigées, tout au moins pour les immeubles.

D'abord, il est nécessaire que l'autorité publique intervienne, et cette intervention se manifeste sous la forme d'une loi, d'un sénatus-consulte ou d'une constitution impériale. Les *res sacræ* bénéficiant de faveurs législatives toutes spéciales, il importe qu'on ne puisse en augmenter indéfiniment le nombre. Cette règle, qui fut abrogée par Justinien, paraît remonter au très ancien droit romain. Cicéron, dans son plaidoyer *pro domo sua* (49, 50) nous parle d'une loi Papiria, contemporaine de la deuxième ou de la troisième guerre punique, qui défendait de consacrer *injussu plebis* un autel ou un temple. Mais il est probable que cette loi ne créa pas un droit nouveau. En exigeant un plébiscite, elle renchérit sur l'ancienne législation qui se contentait d'une *lex curiata*.

Tout porte à croire que, sous l'empire, l'autorisation impériale remplaça presque toujours, en ce qui concerne l'établissement des *res sacræ*, la loi et le sénatus-consulte dont nous parle Gaïus et le plébiscite que mentionne Cicéron. Quoique les empereurs chrétiens aient toujours usé très libéralement de leur pouvoir discrétionnaire, l'église mit tout en œuvre pour faire abroger une règle qui la plaçait sous une sorte de tutelle administrative. Justinien fit droit à ses réclamations en supprimant l'autorisation préalable, et en permettant aux évêques de créer à leur gré des *loci sacri*. Ajoutons que cette auto-

risation préalable ne fut jamais exigée pour les meubles qu'une consécration, faite dans des formes très simples, transformait en *res sacræ*.

Il fallait en second lieu pour les immeubles, ces *res sacræ* par excellence, une dédication pontificale (1). Cicéron, dans son plaidoyer *pro domo*, (1, 46.), déclare n'en pas connaître les formes. Peut-être n'était-ce de sa part qu'une délicate flatterie à l'égard des pontifes qui se vantaient d'avoir protégé contre toutes les investigations indiscrètes le secret de leur antique rituel. Tacite (Histoires IV, 53) nous décrit ainsi la cérémonie de la consécration aux premiers siècles de Rome : « *sequebatur* « *lustratio areæ, quæ fiebat a militibus, felicibus ra-* « *mis, quibus succedebant virgines vestales cum pueris* « *puellis que patrimis et matrimis, quæ aqua vivis et fon-* « *tibus omnibus que hausta universam aream perlustra-* « *bant. Denique magistratus aderant, qui, præeunte Pon-* « *tifice suovetaurilibus lustrabant spatium, et super cæs-* « *pitern reddebant exta ac denique precati deos, uti suas* « *sedes divina ope attolerent, fundamenta solemniter* « *jaciebant, injecto ingenti saxo : lapis ejusmodi diceba-* « *tur auspicalis.* »

Heineccius nous rapporte les termes de la dédicace par Romulus du temple de Jupiter férétrien : « *Jupiter feretri,* « *hæc tibi victa Romulus regia arma fero, templum que iis* « *regionibus quas modo animo metatus sum, dedico, sedem*

1. Aulu-Gelle, XIV, 7 : « *quæcumque vero loco non erant inaugu-
rata, ea non templa dicebantur.* »

« *opimis spoliis, quæ regibus ducibusque hostium cæsis me
auctorem sequentes posteræ ferent* (1). »

Il est probable qu'avant de consacrer le temple, le pontife prenait des auspices, préliminaires ordinaires des actes publics et même des principaux actes privés. (Cicéron, *de divinatione*, 1, 16). En faveur de cette supposition, M. Accarias, fait valoir un argument d'analogie. L'inauguration des temples comportait cette formalité et il n'est guère à douter qu'il n'en fût de même dans le cas de consécration.

On dressait, en outre, au moment de la dédicace, un état du monument. Cet état, qui a reçu des historiens et des jurisconsultes le nom de *lex templi*, énonçait l'étendue du terrain, de son bois sacré et faisait mention de ses dépendances. C'est ce qui résulte d'une épître de

1. Heineccius, liv. II, tit. 1. 2. — Donnons quelques détails historiques sur ce temple célèbre dont le nom revient si souvent dans les écrits des auteurs latins: — « C'était », dit Preller page 144, *les dieux de l'ancienne Rome*, « le plus ancien temple du Capitole. La légende en attribue la fondation à Romulus lorsque, après l'enlèvement des Sabines, il avait vaincu le roi Acron, un fils d'Hercule, et enlevé Cenina, ville des environs de Rome. Après son retour, la tradition nous montre Romulus à la tête de son armée victorieuse, portant lui-même sur un brancard (*feretrum*) les dépouilles du roi ennemi, et les déposant au Capitole sous un chêne sacré. Seuls deux Romains y ajoutèrent de nouveaux trophées, A. Cornelius Crassus, vainqueur de Tolumnius, le roi des Véiens, et M. Marcellus qui, dans un combat singulier, défit Viridomar, roi des Insu-
« biens. »

Pline le Jeune (X, 61.) et de plusieurs passages de Tite-Live (1).

Il est assez difficile de dire en quoi consistait, à l'époque du droit classique, la cérémonie de la consécration. Rome était envahie par les dieux étrangers. Sans doute on observait, pour ces divinités d'adoption, les rites de leurs pays d'origine. Nous savons que le temple de Cérès, construit par le dictateur A. Postumius, fut inauguré par des femmes, et que la dédication des temples d'Isis et de Sérapis était précédée de cérémonies rappelant les fameuses fêtes du *navigium*.

Justinien, qui pour la création des *res sacræ*, supprima la nécessité d'une autorisation administrative, maintint la formalité de la consécration qui subsista dans le droit du Bas-Empire. C'est ce qu'exprime un passage des Basiliques :
« *Sancimus ut quocumque tempore et in quocumque imperii*
« *nostri loco, si quis venerabile monasterium ædificare*
« *voluerit, non prius ei hoc faciendi potestas sit, quam dei*
« *amantissimum loci episcopum advocaverit atque hic, ma-*
« *nibus ad cælum extensis, precibus locum Deo consecraverit,*
« *figens in eo salutis nostræ signum : atque ita fundamento*
« *jacto, ædificium inchoet. Hoc igitur sit initium venera-*
« *bilium monasteriorum ædificationibus* (2). »

1. Voir aussi Inscr. reg. neapolitarum, 6001, *lex dedicationis ædis Jovis liberi*. Ajoutons que Denys d'Halicarnasse prétend avoir vu la *lex dedicationis* du temple de Diane sur l'Aventin.

2. Basiliques. liv. V. tit. I.

CHAPITRE III

Voilà quel fut le mode d'établissement des *res sacræ*. Essayons maintenant d'en préciser la condition juridique dans leurs rapports avec l'état et avec les particuliers.

Notre avant-propos a montré le lien étroit qui existait chez les Romains entre la cité et la religion. Aussi les *res sacræ* furent-elles, de très bonne heure, placées sous la sauvegarde du Sénat qui leur consacrait la première séance de chaque mois. Dans les provinces, cette tutelle était déférée au gouverneur, comme l'indique Ulpien dans ses règles : (Ulp. lib. *singularis regularum* tit. XXII.) v. aussi *Aggenus Urbicus*.

L'administration directe des *res sacræ* appartenait au collège des pontifes qui l'exerçait sous le contrôle du Sénat (1). Ce collège fut primitivement composé de quatre

1. Rappelons que les pontifes n'étaient que les subordonnés du *rex sacrorum* et des trois *flamines maiores* adjoints à leur collège.

« La partie principale du culte, dit Preller, p. 95, embrasse les
« prêtres et le culte régulier des dieux supérieurs de l'état, de
« Janus, de Jupiter, de Junon, de Mars, de Quirinus et de Vesta.
« C'était le roi qui avait d'abord été à la tête de cette partie du
« culte ; mais la législation de Numa transféra au *pontifex ma-*
« *ximus* une partie de ces prérogatives de la royauté, et une

prêtres. La loi Ogulnia (454. av. J. C.) porta leur nombre à huit, et une seconde loi, qui remonte probablement à la dictature de Sylla, créa sept nouveaux pontifes. Dès l'époque la plus reculée, la dignité pontificale fut conférée par cooptation, et la place de *pontifex maximus* était assignée par le suffrage populaire à l'un des membres du collège. On adjoignait aux pontifes le « roi des sacrifices » et les trois *flamines majores*.

Dans les provinces et même à Rome, après l'envahissement de l'empire par les divinités orientales, de nouveaux collèges se fondèrent, dont le plus important fut celui des Pastophores de Sérapis qui remontait, dit-on, à Sylla.

Ces collègues possédaient certaines immunités fiscales. Ils jouissaient du droit de recevoir des legs pieux. Auguste le limita en ne permettant de libéralités qu'en

« réforme plus complète eut encore lieu le jour où la royauté
« fut abolie. Alors la royauté se démembra et un *rex sacrorum*
« ou *rex sacrificulus* hérita des fonctions religieuses que la
« royauté avait conservées jusqu'à sa chute. Après lui venaient
« immédiatement dans la hiérarchie officielle, les trois *flamines*
« *majores*, qui ne doivent cette épithète qu'à l'institution des
« *flamines minores*, réclamés par les plébéiens. Parmi les fla-
« mines supérieurs, le flamine *dialis* resta toujours le plus
« considéré, comme représentant du dieu serein de l'éther. —
« A ses côtés était sa femme, la *flaminica*, vouée au culte de
« Junon. — Venaient ensuite les deux autres flamines de Mars
« et de Quirinus. Enfin le dernier dans la hiérarchie était le
« *pontifex maximus*. Le *pontifex maximus* avait besoin d'auxi-
« liaires : c'étaient les *pontifes*. »

Ajoutons que ces *auxiliaires* étaient tout puissants pour toutes les questions concernant l'exercice du culte.

faveur de Jupiter Tarpéien, Apollon Didyméen, Mars gaulois, Minerve d'Ilion, Hercule de Gadès et Diane d'Ephèse. Mais ses successeurs restituèrent la faculté d'acquérir à toutes les corporations religieuses et, vers la fin de l'empire païen, les biens affectés au culte composaient une grande partie de la fortune publique.

Le Sénat et les gouverneurs avec leur mission de contrôle, les pontifes chargés de l'administration directe (1), tels furent les pouvoirs auxquels les *res sacræ* étaient soumises. Le grand principe qui présidait à leurs rapports avec les représentants de la puissance publique était celui de l'inaliénabilité la plus absolue. Mais il arriva souvent que, sous la pression de nécessités urgentes, on mit à la disposition de l'état certains biens consacrés aux dieux. Au commencement de la guerre contre Mithridate, Sylla se fit autoriser par le Sénat à vendre des immeubles appartenant aux temples pour une valeur qui, d'après Appien, (*de bello mithridatico*) aurait dépassé 900 livres d'or. César montra toujours un médiocre respect pour les biens du domaine pontifical. Il pilla le temple de Saturne et frappa les *bona sacræ* d'une lourde contribution (Dion Cassius, XLIII, 47), Néron n'eut pas plus de scrupules (Suéton. Nér. 32) et, sur ce point, beaucoup d'empereurs païens l'imitèrent.

J'en ignore pas qu'il n'y ait une distinction à faire entre les

(1) « *Omnia publica privataque sacra pontificas citis subjecit Numa ut esset quo consultum plebis veniret, nequid divini juris negligendo patrivos ritus perigrino que adscendo turbarum.* Tit. l. I 20.

temples, *res sacræ*, et les biens qui, leur appartenant, n'avaient pas le même caractère. Mais, par le fait, ces deux catégories de choses se trouvaient souvent confondues au point qu'il était impossible d'aliéner les unes sans aliéner en même temps les autres. En outre, les historiens nous citent plusieurs cas d'aliénation de *res sacræ* proprement dites. Orose parle d'immeubles affectés au culte de Jupiter: « *loca publica in circuitu Capitolii* » « *pontificibus, auguribus et flaminibus in possessionem tradita* », et il ajoute que, malgré la consécration dont ils avaient été l'objet, ils furent vendus sur l'ordre formel du Sénat. Quant à l'*ærarium Saturni*, que s'appropriait Jules César, il suffirait, pour établir son caractère de *res sacræ*, de renvoyer à plusieurs textes que nous avons déjà cités.

L'inaliénabilité des *res sacræ*, en ce qui concerne l'autorité publique, est donc une règle purement théorique qu'on ne se gêna jamais pour enfreindre. Voyons ce qu'elle devint dans le droit du Bas-Empire.

Nous dirons peu de chose des anciennes *res sacræ*, de celles qui avaient été affectées à l'exercice du culte païen. Constantin les confisqua en partie ; Valentinien et Gratien généralisèrent cette mesure et leur constitution figure dans le recueil auquel Théodose a donné son nom. (Code Théodosien, XVI, 10, 20).

Pour les *res sacræ* constituées postérieurement à l'avènement de la religion chrétienne, de nombreux textes les déclarent inaliénables. Voici ce qu'écrivaient au préfet du prétoire Amasius, les empereurs Léon et Anthémios :

« *jubemus nulli posthac Archiepiscopo in hac urbe regia*

« *sacrosanctæ orthodoxæ ecclesiæ præsidenti, nulli ecocomo*
 « *cui res ecclesiastica gubernanda mandatur, esse faculta-*
 « *tem fundos, vel prædia, sive rustica, sive suburbana, sive*
 « *postremo res immobiles, aut in his prædiis colonos, vel*
 « *mancipia constituta, aut annonas civiles, sub cuiuscum-*
 « *que alienatis specie ad quamcumque transferre perso-*
 « *nam* (1). » Ceux qui contreviennent à cette défense
 perdent, de par la loi dont nous venons de citer le pre-
 mier paragraphe, le fruit qu'ils ont pu retirer de l'acte
 illicite accompli : « *omnem huiusmodi fructum propriæ*
 « *temeritatis amittat.* » L'économe est puni de la perte de
 son emploi et les tabellions qui ont prêté leur ministère
 à la violation de la constitution impériale, encourent la
 peine de l'exil, à laquelle s'ajoute, pour les magistrats, la
 confiscation de tous leurs biens (Code 1, tit. II, 14, §.
 3 et 4).

Justinien proclame d'une façon très explicite le prin-
 cipe de l'inaliénabilité des *res sacræ*. Nous avons, au dé-
 but de cet étude, cité le passage des Institutes qui se
 rapporte à notre règle : « *ista bona per nostram constitu-*
 « *tionem alienari et obligari prohibuimus, excepta causa*
 « *redemptionis captivorum* ». Cette constitution à laquelle
 fait allusion Justinien, est la 21^e du II^e titre du 1^{er} livre du
 Code où elle figure sous la rubrique : *de sacrosanctis ecclesiis*
 elle est conçue dans des termes qui ne laissent de place à
 aucune équivoque : « *sancimus nemini licere sacratissima*
 « *vasa vel vestes, cæteraque donaria quæ ad divinam reli-*
 « *gionem necessaria sunt, vel ad venditionem vel hypothe-*

1. Code. liv. I. tit. II, *de sacrosanctis ecclesiis*, 14.

« *cam, vel pignus tradere, excepta videlicet causa captivi-
« tatis vel famis* » (1). Le principe posé par Justinien ne fléchit que dans deux cas exceptionnels et où un intérêt religieux est en jeu... Racheter les captifs, c'est les arracher au joug des hérétiques ou des païens. Nourrir les pauvres en temps de famine, c'est exécuter à la lettre un des préceptes de l'évangile; c'est la réponse faite par les ministres de Dieu à la demande de pain quotidien que renferme l'oraison dominicale.

Une troisième exception à la règle de l'inaliénabilité des *res sacræ* était tout indiquée, et cette exception est formulée dans le chapitre X de la Nouvelle 120 : « *Si contigerit hujusmodi venerabilem domum debitis aggravari, licentiam domus superflua vasa, aut vendere, aut conflare, et eorum pretium in debitum præbere.* » C'est l'application de la règle, *non sunt bona, nisi deducto ære alieno*. Ajoutons que Justinien, après avoir posé le principe, recule devant quelques-unes de ses conséquences. Il permet bien d'aliéner les vases sacrés, de faire mettre aux enchères les ornements sacerdotaux. Mais l'inaliénabilité des immeubles consacrés au culte est une inaliénabilité absolue à laquelle l'empereur ne permet aucune espèce de dérogation.

La Nouvelle 120, que nous avons déjà citée, édicte une sanction à notre règle, et voici en quels termes s'exprime son dernier paragraphe : « *Si vero præter hæc, quæ inserta sunt præsentî lege, contractus fiat super competen-*

1. Code, liv. 1. tit. 2, 21.

« *tibus rebus mobilibus et immobilibus uni memoratarum
« venerabilium domuum reddi quidem eidem sanctissime
« ecclesiæ sive venerabili domui rem super quam tale ali-
« quid subsecutum est, cum medii fructibus temporis
« tat, maneat autem apud eam et pretium aut antidorum
« aut quid pro permutatione aut alia qualibet occasione
« datum est (1).* » Comme on le voit, il ne s'agit pas ici
d'une résolution proprement dite, le contrat n'étant
anéanti que dans celles de ses clauses qui imposent des
obligations à l'église.

L'acquéreur de biens ecclésiastiques doit les restituer
avec les fruits qu'ils ont pu produire pendant le temps
de sa détention. Il perd en outre le prix et les sommes
diverses qu'il a pu déboursier à titre d'arrhes.

La donation de *res sacræ* est également interdite par
la Nouvelle 120 : « *Si vero donatur res ecclesiastica, aut ex
« aliis venerabilibus domibus, reddatur cum medii tempo-
« ris fructibus, et tantum aliud quantum valebit ipsa res.* »
Le donataire doit restituer la chose, et, avec la chose, ses
fruits. En outre, et à titre de peine, Justinien lui impose
d'en rendre la valeur. Mêmes dispositions pour l'hypo-
thèque : « *Si vero hypothecæ contra hæc dentur, creditor
« quod ei debetur perdat, et res venerabili loco red-da-
« tur (2).* »

Justinien ne se contente pas de destituer d'effets civils
les contrats qui ont pour objet les *res sacræ*. Il renou-
velle contre les tabellions et les magistrats complices

1. Auth. Collat., IX, tit. III. ch. XI. Novel. C. XX.

2. Nov. 120, ch. XI.

de ce quasi-sacrilège, la sévère sanction que nous avons trouvée dans la constitution de Léon et d'Anthémius : « *placet exilio perpetuo plectari.* »

Ces diverses dispositions étaient applicables, non seulement aux biens ecclésiastiques, qui pouvaient être des *res profanæ*, mais encore aux *res sacræ* proprement dites. Il existe en faveur de cette solution un argument *a fortiori*. Du reste, la constitution 21 du code nous parle des vases sacrés pour lesquels le doute n'est pas possible, « *sancimus nemini licere sanctissima atque arcana vasa vel vestes cæteraque donaria quæ ad divi-* »
« *nam religionem necessaria sunt vendere.* »

Demandons-nous maintenant quelle était la condition juridique des *res sacræ* vis-à-vis des particuliers. Gaïus et Justinien nous apprennent qu'elles étaient retirées du commerce, et que le contrat qui avait pour objet l'une de ces choses était entaché de nullité. Mais qu'arrivait-il quand cette règle était violée ? Le plus souvent, nous pourrions dire presque toujours, une pareille violation constituait une infraction à la loi pénale. Les temples, les autels, les *res sacræ* mobilières étaient facilement reconnaissables. Celui qui, au mépris de la loi, s'emparait de l'une d'elles ne pouvait arguer de son ignorance (1).

Les lois criminelles qui punissaient le sacrilège étaient d'une sévérité inexorable. Il suffit pour s'en convaincre

1. Ce que nous venons de dire n'est vrai que de l'ancien droit romain; la simplicité du culte de Numa était proverbiale, et, jusqu'à la construction du temple de Diane sur l'Aventin, entre l'an 176 et l'an 219, il n'existe pas à Rome de temple dans

de lire l'er ésumé que donne Ulpien de la *lex Julia peculatus*. « *Lex Julia peculatus cavetur, ne qui ex pecunia sacra, religiosa publicave auferat, neve intercipiat, neve in suam rem vertat, neve faciat quo quis auferat... peculatus pœna continet aquæ et ignis interdictionem. Porro quis in eum statum deducitur, sicut omnia pristina jura, ita et bona amittit.* »

Complétons ce texte par un texte de Marcien qui nous expose la législation en vigueur dans les provinces sur le sacrilège : « *mandatis cavetur de sacrilegiis ut præsides latronos conquirant et ut quisque deliqueret in eum animadvertant, et sic ex constitutionibus cavetur ut sacrilegi extra ordinem puniantur.* » Marcien ne nous dit pas quelles peines étaient appliquées. Mais Ulpien

le sens architectural de ce mot. Les objets consacrés au culte — ce qu'on appellera plus tard les *donaria*, — ne se composaient que de tables de bois très simples et de vases destinés à recevoir le sang des victimes.

Plus tard, les temples reçurent en présents de nombreux objets sans affectation religieuse directe. Il est naturel qu'en ce qui les concerne, des questions de pur droit civil aient pu s'élever.

Rappelons en outre, que pendant les deux derniers siècles de la République et pendant les premières années de l'empire, les Romains ont multiplié les temples. Mais la religion était devenue une simple affaire de mode et on laissait bientôt tomber en ruines les autels élevés à des dieux que d'autres avaient remplacés dans la faveur du public. Comme on ne recourait plus guère à la solennité de l'exauguration, de nombreux emplacements étaient sacrés sans que rien vint révéler ce caractère, et il eût été abusif de poursuivre comme sacrilège celui qui s'en emparait.

comble cette lacune dans le livre 7 de *officio proconsulis* : « *pœnam dabit proconsul pro qualitate personæ, proque rei conditione et temporis et ætatis et sexus, vel severius vel clementius statuere et scio multos, ad bestias damnasse sacrilegos : nonnullos etiam vivos exussisse, alios vero in furca suspendisse. Sed pœna moderanda eorum usque ad bestiarum damnationem qui manu facta templum effregerunt, et dona noctu tulerunt ; coerterum si quis in die aliquid de templo tulit pœna metalli coercendus est, aut si honestiore loco natus est in insulam deportandus.* » La peine de mort ou les travaux forcés dans les provinces, la *relegatio in insulam* et, plus tard, la déportation à Rome, tel était le châtement du sacrilège. Ajoutons que le mode de répression de ce crime dut varier avec les empereurs, et c'est ce qui explique la contradiction qui existe entre Paul et Ulpien sur le point qui nous occupe. Le second nous parle de déportation et de *relegatio in insulam*. Pour le premier, la peine dont est frappé le sacrilège est toujours la peine de mort : « *sacrilegi capite puniuntur ; sunt autem sacrilegi qui pecuniam sacram compilaverunt.* »

Les dispositions que nous venons de rappeler ne s'appliquent, bien entendu, qu'à la violation des *res sacræ* proprement dites. Celui qui pénétrait avec effraction dans une chapelle ou dans un temple privé encourait simplement une peine un peu plus élevée que celle qui frappait le voleur : *qui privata sacra vel ædículas incustoditas tentaverunt, amplius quam fures, minus quam sacrilegi merentur.* » Quant au détournement de deniers sacrés déposés par eux dans des temples, on lui faisait

application des lois ordinaires sur le vol: « *Divi Severus et Antoninus Cassio Festo rescripserunt, res privatorum, si in ædem sacram depositæ, subreptæ fuerint, furti actionem, non sacrilegii esse* (1). »

Telle était la sanction pénale qui protégeait les *res sacræ*. Ajoutons, qu'en cette matière, les magistrats ne s'en tenaient pas toujours à la stricte application de la loi. Quand un sacrilège avait été commis, ils se préoccupaient beaucoup plus de frapper fort que de frapper juste. Au iv^e siècle de Rome, un commencement d'incendie s'était déclaré dans le temple de Vesta, que le hasard seul avait préservé d'une destruction complète. Le Sénat prescrivit une enquête et les consuls se mirent à la recherche des coupables. Des ennemis de Rome avaient seuls pu former le coupable projet de détruire le sanctuaire de sa protectrice ! Les magistrats portèrent leurs soupçons sur des habitants de Capoue qui se trouvaient alors dans la ville. Leur innocence fut à peu près démontrée, mais cela n'arrêta nullement les consuls qui les firent précipiter du haut de la roche Tarpéienne. Les temples étaient donc inviolables. Mais cette inviolabilité n'avait pas, dans la législation romaine, le caractère qu'elle avait dans la plupart des législations grecques, qui met-

1. Nous ne pouvons dans cette étude que formuler le principe général de l'inviolabilité des *res sacræ*. Ajoutons que, dans certains cas, cette inviolabilité révélait un caractère spécial. C'est ainsi que, dans le *vicus patricius*, entre le Viminal et l'Esquilin, il y avait un sanctuaire dédié à Lucina, et dont l'entrée était interdite aux hommes sous les peines les plus sévères.

taient le malfaiteur réfugié auprès des autels sous la protection des dieux. Labéon (Digeste XXI, 14), nous parle bien d'un esclave qui a cherché un refuge auprès de la statue de César et qui échappe ainsi au châtement. Mais les empereurs, à ce point de vue, étaient privilégiés parmi les divinités. Dans les temps anciens de la royauté et de la République, l'asile de Romulus était inviolable. En l'an XII avant J.-C. on conféra à l'Héroon ou chapelle de César le privilège de soustraire au châtement quiconque franchirait son seuil. Mais Dion Cassius (XLVII, 19) refuse le privilège en question aux *res sacræ* ordinaires, et les jurisconsultes sont d'accord avec lui sur ce point.

Nous avons expliqué pourquoi la protection dont bénéficiaient les *res sacræ* était surtout une protection pénale. Plusieurs questions, dont la solution appartenait au droit civil, pouvaient cependant s'élever à leur occasion : un particulier soutenait-il que la consécration n'avait pas été régulière et que la chose avait conservé son ancien caractère de chose profane ? Il portait le litige devant le collège des Pontifes, comme le fit Cicéron (plaider *pro domo sua*). Dans les cas extrêmement rares où un particulier, sans avoir l'*animus nocendi*, s'emparait d'une *res sacra*, les pontifes étaient également compétents et pouvaient ordonner la restitution de la chose à la corporation religieuse qui en avait été indûment privée.

Il arrivait souvent que, sans contester le caractère de *locus sacer* d'un immeuble, un particulier y exécutait certains travaux pour son compte. C'est alors qu'intervenait

la procédure des interdits. Le texte de l'interdit *ne quid in sacro loco fiat* est reproduit par Ulpien (lib XLIII, titre VI l. 2) : « *prætor ait ; in loco sacro facere, inve*
« *eum immittere quid veto. Hoc edictum de sacro loco,*
« *non de sacrario competit; quod ait prætor ne quid in*
« *sacro loco fiat, non ad hoc pertinet quod ornamenti*
« *causa fit, sed quod deformitatis vel incommodi. Sed et*
« *cura cedium, locorumque mandata est his qui cedes*
« *sacros curant.* »

L'interdit *de rebus divinis*, dont nous venons de reproduire le texte, est prohibitif, et, dans la procédure à laquelle il donne lieu, les parties plaident toujours *cum periculo* ou *cum pœna*. Pas plus que les autres interdits, il n'entraîne l'infamie (D. XLIII, XVI, p. 13) et la condamnation qui en résulte n'est jamais portée au double, au triple ou au quadruple du dommage causé. Il est vrai qu'on ignore le montant de la *sponsio*, mais rien ne prouve qu'elle fût dans une proportion semblable avec l'objet en litige.

Nous savons que la procédure des interdits avait pour dénouement une condamnation *ad ipsam rem*. Ulpien le dit expressément pour le cas qui nous occupe : « *In loco*
« *sacro, non solum facere vetamur, sed et factum restituere*

1. Une règle différente était suivie en ce qui concerne les lieux publics. (Ulpien. D. XLIII, VIII, l. 2, p. 17) nous apprend que, moyennant une redevance annuelle, on laissait subsister les constructions quand personne n'opposait l'interdit : *ne quid in loco publico, vel itinere fiat.* »

« *jubemur; hoc præter religionem.* (Digeste, XLIII, VIII, l. 2, § 19). Le constructeur, de bonne ou de mauvaise foi, qui eût offert de payer la valeur du terrain, aurait vu sa demande repoussée en vertu de la règle « *res sacra* »
« *non recipit æstimationem.* »

CHAPITRE IV.

Nous avons examiné le mode d'établissement des *res sacræ*. Nous savons quelle était leur situation juridique vis-à-vis de l'État et vis-à-vis des particuliers. Demandons-nous maintenant comment une chose devenue sacrée par la consécration pouvait retourner à son ancienne condition de chose profane.

Sur ce point, le principe est on ne peut plus net. Une *res sacra* conserve ce caractère à perpétuité. Ce qu'a fait la consécration, seule la cérémonie inverse, l'*exauguration* peut le défaire.

La destruction matérielle ne rendait pas à la *res sacra* son ancien caractère. C'est ce qui résulte d'une lettre de Trajan, adressée à Pline le Jeune (Pline, *Epist.* X, 24). L'empereur est d'avis qu'il est illicite de construire un établissement de bains sur les ruines d'un temple, et Justinien énonce le même principe dans ses *Institutes*: « *locus etiam in quo ædes sacræ sunt ædificatæ, etiam diruto ædificio sacer adhuc manet, ut et Papinianus scripsit.* »

Il fallait donc, pour que la *res sacra* redevînt *res profana*, une exauguration accomplie selon des formes qui ne nous sont pas exactement connues. Rien ne pouvait, en cette matière, remplacer l'intervention des pontifes, pas même l'intervention des plus hauts magistrats de Rome.

Il paraît qu'en l'an 577, un censeur causa un grand scandale en faisant démolir un bâtiment dédié à Jupiter Anxur. Son intention était de construire, avec les matériaux provenant de la démolition, un autre temple consacré au même dieu. Mais le peuple cria à la profanation, des consuls intervinrent, et le Sénat consulté donna raison aux consuls. On rétablit le temple dans son état primitif, et désormais les pontifes seuls eurent le droit de détruire l'affectation religieuse d'une chose.

L'exauguration n'était pas seulement exigée quand, de la *res sacra*, on voulait faire une *res profana*. Elle devait également intervenir quand on voulait en faire une *res sacra* consacrée à un autre dieu. Tite-Live nous apprend que cette solennité fut accomplie avant la fondation du Capitole, (L. 1, 55.) qui s'élevait sur un emplacement où avaient été construits précédemment de nombreux autels. Le terrain consacré à Jupiter Capitolin ne devait être consacré qu'à lui seul.

Quand la *res sacra* tombait au pouvoir de l'ennemi, elle perdait provisoirement son caractère. Les dieux de Rome étaient des dieux essentiellement nationaux. S'imaginerait-on Janus sanctifiant de sa présence un temple occupé par les Gaulois ou par les Numides ? Mais, que le temple en question retombe entre les mains des Romains, aussitôt il reprend son caractère de *locus sacer*. Il sera même, en vertu du *postliminium*, considéré comme ne l'ayant jamais perdu.

Grâce à la législation que nous venons d'exposer, les *res sacræ* se multiplièrent; celles qui disparaissaient ne

pouvaient pas entrer en ligne de compte avec celles que, vers la fin de la République et sous l'empire, créait à chaque instant l'engouement des Romains pour tous les cultes venus de l'étranger. De là cette quantité de terrains soustraits à la culture et retirés du commerce qui, dans les premiers siècles de l'ère chrétienne, semblaient voués à la stérilité, simplement parce qu'à une époque reculée ils avaient servi d'emplacement à un temple, dont les ruines elles-mêmes avaient disparu depuis longtemps (1).

1. L'avènement du christianisme officiel fut, pour les *res sacræ* consacrées au culte païen l'équivalent d'une exauguration générale. Reconnaissons cependant que les successeurs de Constantin témoignèrent un certain respect au Capitole et surtout au *templum magnum* que Domitien avait conservé. Stilicon fut le premier à s'affranchir de ce culte superstitieux pour les grandes traditions passées. Il fit enlever les portes d'or du temple de Jupiter dont il ne restait plus rien à l'époque du pape Honorius.

CHAPITRE V

RES RELIGIOSÆ

Dans la partie générale de notre travail, nous avons essayé de donner une définition des *res religiosæ* et d'expliquer la place importante qu'elles occupent dans la législation romaine. De nombreux passages du Digeste leur sont consacrés, et, bien longtemps avant l'époque du droit classique, les écrivains latins les avaient mises au rang des choses les plus saintes. Caton, dans son *de re rustica*, déclare que le respect des *res religiosæ* est une des vertus essentielles à l'honnête homme, et Cicéron s'exprime ainsi dans le *de legibus* (II, 11) : « *neque ea quæ majoribus prodita est, quum dominis tum famulis, religio Larum repudianda est* (1). » Assurer le respect des tombeaux, donner à chacun les moyens de se procurer à l'avance une sépulture décente, fut toujours une des plus grandes préoccupations des magistrats romains.

Certaines catégories d'esclaves, certaines catégories d'individus condamnés au dernier supplice ne trouvaient

1. Rappelons que l'invocation aux dieux *Lares* figurait dans la première partie du chant des frères Arvales : *E nos Lases juvates.*

après leur mort qu'un asile provisoire dans les *puticuli*, qui étaient comme le charnier du cimetière de l'Esquilin. Mais les pouvoirs publics avaient fait tous leurs efforts pour donner aux mânes des indigents une demeure à peu près convenable. Dans le cimetière de la banlieue romaine, on construisit, à peu de frais, des tombeaux composés d'une pierre tirée des carrières de Samothrace, et où, en quelques mois, les morts étaient réduits à l'état de squelettes (Cujas. 2 observ., lib., chap. 13, cite à ce propos Pline et Sénèque). Ces tombeaux, qui avaient reçu le nom d'*arculæ* (1), ne ressemblaient guère aux chefs-d'œuvre de l'architecture antique qui bordaient la voie flaminienne. Mais la loi les protégeait contre le sacrilège, et l'on ne pouvait manquer de respect aux restes qu'elles recouvraient, sans encourir une peine criminelle, la rélegation ou la mort.

Quelques patriciens, pour se concilier les faveurs du bas peuple, lui concédèrent des terrains destinés à recevoir des sépultures d'indigents. Un certain Boëbius Gemellius Sassines acquit ainsi, au temps de Néron, une certaine popularité. Mais ni l'état, ni les patriciens ne pouvaient, en cette matière, se substituer d'une façon absolue aux particuliers sans fortune... On permit aux plébéiens de former des collèges funéraires, *collegia tenuiorum*, et la

1. *Hoc miseræ plebi stabat commune sepulchrum*. Horace, lib. I. Sat. VIII. M. Dezobry, dans son livre sur le siècle d'Auguste liv. 3, p. 34, nous décrit en termes saisissants ce cimetière de l'Esquilin, dont les fosses communes ou *puticuli* rappellent ce fameux charnier des Innocents qui a inspiré à Michelet une de ses plus belles pages.

formation de ces collèges ne fut subordonnée à aucune autorisation préalable. C'était là une dérogation grave aux règles du droit public romain, si peu libéral en matière d'association. Les associés pouvaient se réunir une fois par mois (Digeste, 37, XLVII, 1, 1 p.), à condition de ne rien dire et de ne rien faire qui fût contraire à l'ordre public.

La législation romaine entourait donc d'une faveur toute particulière les *res religiosæ*. Mais que comprenait au juste ce terme? Les *res religiosæ*, nous l'avons dit, étaient les choses consacrées aux dieux mânes, c'est-à-dire les tombeaux. Pourtant on faisait exception pour certains tombeaux : « *in provinciali solo placet plerisque solum religiosum non fieri*. Voilà la restriction qu'indique Gaius et il l'a justifiée en ajoutant : « *quia in eo solo dominium populi romani est vel Cæsaris*. » Supposons une ville faisant partie de ce que, depuis Auguste, on appelait les provinces du Sénat ou les provinces de César : le *dominium ex jure quiritorium* n'y existait pas; et nous montrerons plus loin que, pour rendre un terrain religieux, il faut en avoir la propriété de droit et non pas seulement la propriété de fait.

La distinction entre le domaine quiritaire et le domaine bonitaire n'était, il est vrai, qu'une subtilité juridique que nous ne retrouvons plus sous Justinien. Bien longtemps avant cet empereur, il n'existait en fait qu'une propriété que les magistrats protégeaient sans s'embarasser outre mesure des arguties de la doctrine : « *Utique tamen ejus modi locus, licet non sit religiosus, tamen pro religioso habetur, quia quod in provincia non ex aucto-*

« *ritate populi romani consecratum est, quamquam proprie sacrum non est, tamen pro sacro habetur.* » Gaius est donc le premier à nous avertir que nous ne devons pas nous abuser sur la portée de la restriction qu'il formule. Mêmes règles présidant à la création des *res religiosæ* et des *res quasi religiosæ* ! Mêmes restrictions à la faculté de les aliéner ! Même répression, presque toujours barbare, frappant l'auteur de la violation, que son crime ait été commis en Italie ou en Afrique !

Il fallait, en outre, pour que le tombeau fût une *res religiosa*, qu'il ne donnât pas asile aux restes de certaines personnes que la loi romaine poursuivait en quelque sorte après leur mort. Je ne parle pas des criminels qu'en raison de la gravité des crimes dont ils s'étaient rendus coupables, on privait de toute sépulture. C'était le cas des parricides dont Cicéron nous décrit le supplice, d'après la loi des XII tables... On leur couvrait la tête d'un voile, on les enfermait dans un sac et on les jetait dans le Tibre. Ceci avant la loi *Pompeia*, de *parri-cidiis*, qui dota la législation romaine d'un des plus bizarres supplices de l'antiquité. En vertu de l'une de ses dispositions, le coupable était enfermé dans un sac de cuir avec un singe, un coq, un chien et une vipère, et le tout était précipité dans la mer. Si les flots rejetaient le cadavre sur le rivage, il était défendu de le toucher pour lui donner une sépulture.

D'autres criminels, et c'était le plus grand nombre, pouvaient bien être enterrés, mais sans l'accomplissement des rites qui seuls faisaient du tombeau une *res religiosa*. Cette règle, il est vrai, admettait un tempéra-

ment. Les empereurs avaient le droit de l'écarter en faveur de certains condamnés qui leur paraissaient dignes d'une indulgence spéciale. Auguste se montra très libéral sur ce point. Il semble, à la lecture du Digeste (l. 2, *de cadaveribus punitorum*), que ses successeurs aient permis assez souvent le retour à Rome des cendres de condamnés à la déportation ou à la rélégalion *in insulam*. Ce que la famille d'Ovide n'avait pu obtenir, fut, dans la plupart des cas, accordé par des princes moins ombrageux que Tibère.

La superstition avait accru le nombre des personnes qui n'étaient pas jugées dignes d'une *justa sepultura* : c'était le cas des individus frappés de la foudre. On faisait disparaître leurs restes comme les restes des assassins.

En ce qui concerne les suicidés, la jurisprudence des pontifes fut toujours assez indécise. Nératius (liv. 2, § 3, liv. III, tome 2 du Digeste) nous expose la règle qui, de son temps, avait fini par prévaloir. S'agissait-il d'un individu qui s'était donné la mort — *tedio vitæ*, comme le poète Lucrèce, et comme beaucoup de Romains appartenant à la classe éclairée et sceptique? On leur accordait une sépulture régulière, le suicide ne répugnant à aucune des idées dont l'ensemble composait la religion romaine. Au contraire, en précipitant sa fin, avait-on voulu échapper au châtement d'une faute? les pontifes se montraient inexorables : les suicidés étaient enterrés avec les restes d'animaux dans les terrains vagues qui bordaient la rive droite du Tibre.

Nous avons vu que la clémence impériale intervenait

souvent en faveur de certains criminels, pour leur donner une sépulture. Il en était de même pour les suicidés. Ceux qui échappaient de cette façon à ce châtement supplémentaire de leur crime ou de leur lâcheté, avaient bien le droit d'être enterrés dans leur tombeau de famille ; mais il était défendu d'honorer leur mémoire par la moindre épitaphe. Leur pierre tumulaire ne pouvait recevoir d'autre inscription que la consécration aux dieux mânes, suivie des mots : « *tacito nomine.* »

Le caractère de *res religiosa* n'était pas reconnu au sépulcre de l'ennemi. Virgile (En. III, v. 42 et 43), nous montre Enée violant le tombeau de son concitoyen Polydore, et ne s'arrêtant que lorsqu'il entend les paroles suivantes monter à lui du fond de la terre : « *non me tibi Troja externum tulit.* » C'était là une vieille règle de droit romain que le poète avait transportée dans les temps héroïques.

Nous avons dit que le tombeau de l'ennemi n'était pas religieux. Cela résulte d'un passage de Paul que nous transcrivons intégralement : « *sepulchra hostium religiosa nobis non sunt, ideoque lapides inde sublato in quemlibet usum convertere possumus, non sepulchri violati actio competit.* » (l. 4, Dig. XLVII, 12.) Ce passage semble ne pouvoir donner lieu à aucun équivoque et Godefroyd (*ad Pandectas*) qui n'en fait l'application qu'aux sépultures ennemies situées hors du territoire romain, ne peut justifier la restriction qu'il formule.

Ajoutons que, sur ce point, les mœurs des anciens valaient beaucoup mieux que leurs lois. Annibal fit donner une sépulture convenable aux Romains tués dans le com-

bat du lac Pérouse, et Tite-Live nous raconte que, pendant la première guerre punique, le consul Cornélius ordonna que les derniers honneurs fussent rendus au chef carthaginois Hannion, mort en défendant la ville d'Olbia.

En ce qui concerne les esclaves, le droit romain s'était montré beaucoup plus libéral. Leur tombeau était une *res religiosa* au même titre (1) que le tombeau d'un homme libre : « *locum in quo servus sepultus est religiosum esse, Aristo ait Ulpium liv. 25 ad edictum.* » Et cette disposition s'explique suffisamment par le caractère que présentait à Rome l'institution de l'esclavage.

On a, en, effet beaucoup abusé de l'histoire de ce Vedius Pollio qui offrait ses esclaves en pâture aux murènes de ses viviers. On s'est plu à répéter le mot du vieux Caton : « *vendat servum senem et bovem.* » Mais Vedius Pollio n'a pas fait école, et la phrase de Caton n'est qu'une des innombrables bizarreries dont il a, comme à plaisir, émaillé son *de re rustica*. Les esclaves, dans la société antique, furent toujours considérés comme des hommes, « *quod ad jus civile attinet, servi pro nullis habentur, non tamen et jure naturali : quia quod ad jus naturale attinet, omnes homines aequales sunt.* » Tels sont les termes dans lesquels Ulpien proclame le grand principe de l'égalité humaine.

Nous avons exposé les conditions exigées, en ce qui concerne les personnes inhumées, pour qu'un tombeau devînt une *res religiosa*. Dans le chapitre suivant, nous

1. « *Sive id liberi hominis esset cadaver sive servi.* » L. 2. D. de relig. et sumpt. funerum.

nous demanderons quelles étaient les conditions imposées par le droit administratif, le droit pontifical et le droit civil romain pour qu'une sépulture fût classée parmi les *res divini juris*.

CHAPITRE VI

Autres conditions :

α. — relatives au tombeau lui-même ;

β. — exigées par le droit public ;

γ. — — — pontifical ;

δ. — — — civil.

La première de ces conditions est certainement la présence du cadavre dans le monument funéraire : « *locus « sepulture destinatus religiosus fit quatenus corpus « humatum est* » Celsus, Digeste liv. XI, tit. VII (1).

Il en résulte que le simple cénotaphe n'est pas un *locus religiosus*. Le cénotaphe, c'est l'*inane sepulchrum*, le *nudus tumulus honorarius*, le *ψευδοτάριον* des Grecs. Il aurait semblé exagéré de soustraire à la juridiction de droit commun ces monuments qui n'avaient des tombeaux que l'aspect extérieur, et que la vanité de certaines familles avait multipliés autour de Rome.

Mais supposons une personne décédée en dehors du territoire romain, et dont il est impossible de retrouver

1. Dans tel ou tel cas spécial, la présence d'un cadavre n'était pas nécessaire pour que le tombeau devint *res divini juris*. C'est ce qui se passait dans la *devotio*, quand la victime dévouée avait échappé à la mort. On enterrait une de ses effigies haute de sept pieds, et le sépulcre qui la renfermait était, au point de vue de l'inviolabilité, assimilé aux tombeaux ordinaires.

le cadavre. Les parents ne peuvent accomplir les rites funéraires prescrits par le vieux droit pontifical, et qui furent obligatoires jusqu'à la fin du paganisme pour les raisons exposées dans notre avant-propos. Ils éprouvent cependant le désir d'apaiser les mânes du défunt, et dans ce but, lui font élever un cénotaphe. Quel en sera le caractère ? Pour résoudre cette question, examinons dans le Digeste, les textes de Marcien et d'Ulpien qui s'y rapportent.

Le premier de ces deux jurisconsultes est très explicite. Pour lui, le monument élevé dans les conditions que nous venons de mentionner devient un *locus religiosus*. Ce n'est pas que Marcien justifie son opinion par des arguments bien précis. Il se retranche derrière l'autorité de Virgile : « *cenotaphium quoque magis placet esse locum religiosum sicut testis in ea re* » (*Virgilius*. l. 6, §. 5, de *divisi one rerum*.) Les vers auxquels le jurisconsulte fait allusion sont les suivants qui appartiennent au troisième livre de l'Enéide (604-610) :

....manesque vocabat,
Hectoreum ad tumulum viridi quem cespitem inamen,
Et geminas causam lacrymis, sacraverat aras.

Ulpien soutenait l'opinion contraire, et il a sur Marcien l'avantage de ne pas aller chercher ses arguments dans l'Enéide. Dans deux passages de son livre XXV *ad Edictum*, il cite un rescrit de Marc-Aurèle et de Vérus qui semble trancher la question. C'est, d'ailleurs, la solution d'Ulpien qui a fini par prévaloir.

Reste à expliquer l'erreur grossière, en apparence, dans

laquelle est tombé son contradicteur. Marcien fut contemporain d'Alexandre Sévère. Il mourut cent vingt ans après la fin du règne de Marc-Aurèle. Aucun acte législatif n'avait abrogé le rescrit de cet empereur, et il appartenait par conséquent au droit positif. Comment laver du reproche de légèreté un jurisconsulte qui donne son opinion dans une controverse, sans se préoccuper d'un texte qui rend cette controverse sans objet ?

Il est vrai que, grâce aux continuelles innovations des empereurs, le droit romain était devenu d'une étude assez périlleuse. On a cité bien souvent la phrase suivante de Tertullien : « *Totam illam veterem et squalentem sylvam legum novis principalium rescriptorum et edictorum securibus truncabant et cædebant.* » Mais il paraît inadmissible que Marcien ait ignoré le rescrit qui sert de fondement à la théorie qu'a fait triompher Ulpien.

Plusieurs systèmes ont été proposés pour la conciliation des deux textes. Consacrons quelques lignes à l'examen des deux principaux.

On a d'abord fait une distinction : le cénotaphe est-il debout ? — L'opinion d'Ulpien serait fondée. Est-il détruit ? — C'est Marcien qui se trouverait avoir raison. Mais Godefroyd remarque que le fait matériel de la destruction ne peut pas effacer le caractère religieux d'une chose. L'*exauguratio*, ou plutôt ce qui correspondait à l'exauguration pour les *res religiosas*, peut seule détruire l'effet de la consécration aux divinités infernales.

Un des jurisconsultes du Moyen-Age, Alciat, s'est occupé du Cénotaphe dans le livre qui, au dire de l'auteur du *Lutrin*, renfermait tant de visions. L'explication qu'il

propose est d'une extrême subtilité. Marcien, selon lui, aurait eu particulièrement en vue le cas d'un cénotaphe placé *ad geminas aras*, dans un terrain que la présence d'un autel aurait rendu religieux. Tel le cénotaphe élevé par Andromaque à la mémoire d'Hector. Le rescrit de Marc-Aurèle ne s'occuperait que du *nudus tumulus* vulgaire, élevé dans un lieu quelconque. Mais le système d'Alciat repose sur une erreur juridique : la proximité d'un *locus sacer* (*geminæ aræ*) ne suffit pas pour conférer à un monument la qualité de *res divini juris*. Une consécration spéciale est nécessaire.

Nous renonçons pour notre part à expliquer le texte de Marcien, et nous constatons que la solution proposée par Ulpien appartient au droit positif.

Il fallait donc l'inhumation réelle pour qu'un tombeau devînt une *res religiosa*. L'inhumation d'une partie des restes n'aurait pas suffi. Supposons un cadavre coupé en morceaux qu'on n'a pu réunir dans un seul et même sépulcre. Considérer comme religieux les tombeaux particuliers qui recouvrent un bras, une jambe, une partie quelconque du corps, parut exagéré aux jurisconsultes romains : « *una sepultura plura sepulchra efficere non potest.* » Tel est le principe qui est posé au Digeste (l. 44, § 1, *de religiosis*). Paul, dans un fragment du même titre, ne reconnaît le caractère de *locus religiosus* qu'à celui des lieux de sépulture où est renfermée la tête. (l. 44, *de religiosis*.)

β. — Cette question résolue, passons en revue les conditions diverses sans l'accomplissement desquelles aucun tombeau ne devenait *res religiosa*. Occupons-nous, en pre-

mier lieu, de celles qui sont imposées par le droit public et administratif romain.

L'inhumation, pour être régulière, doit être faite dans un lieu pouvant légalement recevoir une sépulture. La loi des XII Tables, et, après elle, de nombreuses décisions du Sénat et des empereurs avaient interdit d'enterrer les morts dans l'enceinte des sept collines. Aux premiers temps de Rome, cette prohibition n'existait pas encore. La ville reçut de très nombreuses sépultures, et l'usage s'était même introduit de transformer en cimetière domestique une partie de l'*atrium*. Mais sous le règne de Numa Pompilius, les morts commencèrent à être éloignés de Rome : « *ne funestarentur sacra civitatis*, » et Tullius Hostilius fit construire au sommet du Janicule le tombeau de son prédécesseur. La loi des XII Tables consacre la même prohibition : « *hominem mortuum in Urbe Roma, neve sepelito neve urito*. » Cette défense fut souvent renouvelée. L'empereur Adrien (1), dans un de ses rescrits, la sanctionne par une amende de 40 *aurei*, et par la confiscation du lieu de la sépulture. Les *res religiosæ* étant inaliénables, la confiscation ne pouvait les atteindre, et la décision d'Adrien prouve surabondamment qu'un sépulcre situé dans l'intérieur de Rome était une simple *res profana*. Les morts, chassés de la ville, émigrèrent dans la banlieue et prirent possession de la *via Appia*, de

1. « *Non licebat enim per leges XII tabularum mortuum intra urbem sepelire : Cicero, de legib II, 23, quam legem firmarunt Hadrianus, l. 3, § 5, D. de sepulchro violato et Diocletianus et Maximianus, l. 12, Code de Religios. Heineccius, lib. II, tit. 1, « § 3. »*

la *via latina*, de la *via flaminia*, où déjà, vers la fin de la République, chaque borne était un tombeau. A cette condition qu'ils ne compromettaient pas la salubrité de Rome, et que sous forme de « lémures » ou de « larves » ils ne viendraient pas troubler le repos des vivants, la loi déclara leur sépulture inviolable et conféra à cette sépulture tous les privilèges qui composaient la législation particulière des *res religiosæ*.

Cette règle fléchissait dans des cas exceptionnels. La permission d'être inhumé dans l'enceinte des Sept collines devint un honneur posthume dont les pontifes se montrèrent toujours peu prodigues. Les cendres de Valérius Publicola purent reposer à Rome. Pareil honneur fut décerné à Turbertus qui avait remporté, avec l'aide de Castor et de Pollux, la victoire du lac Régille ; quelques centaines d'années plus tard on fit encore exception à la règle commune pour C. Fabricius. Le mausolée d'Auguste s'élevait dans le Champ de Mars ; il avait été construit par lui pour servir de lieu de sépulture à la famille impériale. Le tombeau d'Adrien occupait l'emplacement des anciens jardins de Domitia, sur la rive droite du Tibre, et, quoique situé hors de Rome, il faisait partie du territoire où toute inhumation était interdite. C'est là que furent enterrés Adrien, Antonin le Pieux, L. Vérus, Commode et probablement aussi Septime-Sévère, Géta et Caracalla. Trajan fut inhumé au pied de la colonne trajane et, deux siècles plus tard, Constantin faisait construire, au sommet du Mont-Esquilin, un mausolée à la mémoire de sa mère Hélène.

Cette faculté de recevoir une sépulture dans l'enceinte

de Rome était transmissible aux descendants des grands hommes qui en avaient été honorés. Mais, sauf pour les empereurs, l'exercice du droit était remplacé par une simple formalité que M. Dezobry nous décrit dans son livre sur le siècle d'Auguste. On portait le mort au *forum* et l'on passait sous lui une torche pour simuler l'incinération. Ce cérémonial accompli, le cadavre était transporté dans les tombeaux de famille qui s'élevaient hors des portes de Rome à la partie initiale de la *via latina* et de la *via flaminia*.

Nous avons dit qu'Adrien avait renouvelé l'ancienne prohibition, sans enlever aux pontifes le droit d'y apporter des exceptions justifiées par les circonstances. Il est probable, toutefois, qu'à partir de son rescrit, ces exceptions devinrent plus rares. Le rescrit était applicable aux provinces. Adrien abrogeait toutes les lois municipales contraires, et sanctionnait par des peines sévères la prohibition qu'il édictait (Digeste, L. 3, § 5. XLVII, XII).

Deux cents ans plus tard, l'empereur Théodose renouvelle dans un édit l'ancienne défense de la X^e Table. Mais quelque sévère que fût la prohibition, elle n'empêcha pas les chrétiens d'enterrer leurs morts dans les basiliques, près des restes des martyrs. La constitution de Théodose tomba vite en désuétude, et Justinien n'en laissa subsister que la deuxième partie dans la loi 2 *de sacro sanctis ecclesiis*. Il fut permis d'inhumer les morts dans l'intérieur de Rome, mais en dehors des lieux de sépulture spécialement affectés aux martyrs : « *nemo* » « *apostolorum vel martyrum sedem humandis corporibus* » « *existimet esse concessam.* » — Telle fut la condition

fondamentale imposée de tous temps par la législation administrative romaine pour qu'un tombeau devînt *res religiosa*. De nombreuses dispositions avaient été édictées concernant les sépultures, mais leur violation n'enlevait pas aux sépultures en question leur caractère de *res divini juris*. Ainsi de la disposition qui figurait dans la loi des XII Tables et qui interdisait d'enterrer des métaux précieux avec les morts, à l'exception de l'or qui retenait les dents (Cicéron, *de legibus*, II, 24, Martial, ép. 1, 7, 3). Mais la prescription de la loi des XII Tables fut violée et violée ouvertement. Les empereurs durent intervenir. Ils prohibèrent le dépôt, dans les sépultures, de vêtements et d'autres ornements inutiles, et interdirent en même temps d'y recéler de l'argent.

Supposons qu'il ait été contrevenu à cette défense : les fouilles pratiquées *animo lucrandi* constituaient un sacrilège passible d'une peine qui était quelquefois la peine de mort. Si elles avaient été faites de bonne foi, « *sub publica testificatione vel auctoritate* », dans le but exclusif d'assurer le respect de la loi, leur auteur n'encourait aucun châtement, et le trésor renfermé dans le lieu de sépulture ne bénéficiait pas de la protection qui s'attachait aux *res religiosæ*.

Une autre disposition somptuaire concernait les tombeaux eux-mêmes. Elle a pour auteur Jules César qui fixa un maximum aux sommes que l'on pouvait employer à l'édification des sépulcres. La *via latina*, la *via flaminia*, la *via Appia*, devenues les nécropoles de l'aristocratie romaine, étaient, à la fin de la République, bordées de véritables palais ; chaque famille, en honorant ses morts,

n'ayant d'autre souci que celui d'éclipser les familles rivales.

César n'aimait pas l'aristocratie qui avait pris parti pour Pompée. En édictant sa loi somptuaire, il obéit au même mobile que le jour où il força Décimus Laberius, un des représentants de la noblesse, à jouer sur un théâtre de Rome les mimes qu'il avait composés. Il y ajouta une sanction assez sévère en ordonnant que le délinquant serait frappé au profit du peuple d'une amende égale à l'excédent de la somme dépensée sur le maximum permis.

Plutarque, qui nous parle de cette loi, nous apprend que César fut le premier à la violer. Il fit élever à la mémoire de sa femme Métella un monument qui compta parmi les plus somptueux de Rome. Ses successeurs ne prirent même pas la peine de renouveler les dispositions somptuaires qui auraient déjà paru un anachronisme au temps de Caton l'ancien.

γ. — Voilà pour le droit administratif. — Le droit pontifical qui fut en vigueur pendant les neuf cents ans qui séparent le règne de Numa du règne de Constance, subordonnait aussi à certaines conditions la faculté de créer des *res religiosæ*.

Un tombeau qui n'avait pas été consacré selon des formes qui ne nous sont guère connues ne se distinguait pas des autres immeubles (1). Le cadre restreint de notre travail ne nous permet pas d'examiner en détail les solennités qui accompagnaient l'inhumation. Insistons seulement sur un point : quand le roi Numa Pompilius créa

1. *Commentaire de Balduinus sur la loi des XII tables.*

le droit pontifical, l'enterrement était le mode général de sépulture, et le vieux rituel qui survécut aux rois et à la République en rappelait les divers incidents. Deux siècles plus tard, la loi des XII Tables mentionne déjà la crémation (1). Il est vrai que, jusqu'au temps de Sylla, peu de cadavres furent détruits par le bûcher. Mais pendant les guerres civiles, il se commit bien des violations de sépulture. Les restes de Marius furent expulsés du tombeau que leur avait élevé sur les bords de l'Anio la piété de quelques fidèles (Cicéron, *de legibus*, 22). Sylla, redoutant un pareil sort, ordonna que l'on brûlât son cadavre, et peu à peu la crémation prit place dans les habitudes des Romains. Mais comment concilier la nouvelle coutume avec le cérémonial funéraire usité depuis tant d'années ? Les pontifes, nous l'avons dit maintes fois, n'aimaient pas à rompre avec les traditions du passé, et ils eurent recours à un expédient qui nous paraît légèrement puéril : il fut licite de brûler les morts, et le caractère de

1. Il importe, du reste, de prévenir une confusion. L'accomplissement de certaines solennités était nécessaire pour que le sépulcre devînt religieux; mais il n'intervenait pas de consécration proprement dite. Heineccius en fait la remarque dans le paragraphe 5, tit. 1, liv. II, de ses Antiquités romaines : « *cave* « *putes, consecrationis ritu opus fuisse, ut loca fierent religiosa.* » « *Nam religiosum locum unusquisque sua voluntate facit, dum mor-* » « *tuum infert in locum suum,* » (l. 6, § 4, d. h. t. Gaj. II, 6. — Hein. liv. II, tit. 1, 5).

Rappelons que les pontifes avaient la haute surveillance de toutes les *res religiosas*; « *Numa non cælestes modo cærimonias sed* » « *justa quoque funebria placandos que manes pontificibus tradidit* » T. Liv. I, 20.

locus religiosus fut conféré au tombeau qui servait d'abri à leurs cendres... mais on devait avoir bien soin de ne pas les brûler tout entiers. Les personnes chargées de l'incinération enlevaient du bûcher un doigt ou plutôt un os, avant qu'il fût atteint par les flammes. On l'enterrait à part, en accomplissant les cérémonies prescrites par l'ancien rituel pontifical qui n'avait prévu que l'inhumation. C'est cet os que les écrivains romains désignent sous le nom d'os *exceptum*.

§ — Demandons-nous maintenant quelles étaient, en ce qui concerne la création des *res religiosæ*, les conditions exigées par le droit civil.

Le lieu affecté à la sépulture devient religieux par l'inhumation; encore faut-il que cette inhumation ne lèse aucun droit. Propriétaire d'un terrain, je puis, à loisir, modifier sa condition juridique en y faisant élever un tombeau; mais la même faculté n'appartient pas à mon voisin, tant que mon consentement n'a pas été obtenu : « *invito vel ignorante te ab alio corpus illatum in publicam possessionem tuam vel lapidem locum religiosum facere non potest.* » Ce n'est là qu'une application toute simple du principe de droit, en vertu duquel personne ne peut disposer de la chose d'autrui.

Ce principe avait-il été violé, le propriétaire du sol avait le choix entre deux partis. Il pouvait, même au temps où les condamnations étaient toutes pécuniaires, obtenir la réparation directe du dommage causé en s'adressant aux pontifes ou à l'empereur, qui, après enquête, lui accordaient la permission de faire enlever le cadavre. Sans cette au-

torisation, le propriétaire n'aurait pu rentrer en possession de la partie de son terrain affectée à la sépulture qu'en s'exposant à l'action *injuriarum* (l. 14, Code III, 44. et 8. D. liv. XI, tit. VII).

Mais c'était là une procédure extraordinaire, rendue particulièrement coûteuse par l'éloignement des magistrats qu'elle faisait intervenir. Le propriétaire lésé préférerait, en général, recourir à une action *in factum* prétorienne. Le défendeur qui n'exécutait pas la sentence encourait une condamnation pécuniaire. Cette action était perpétuelle et transmissible, pour et contre les héritiers des deux parties.

Nous connaissons le principe. Nous savons que la qualité de propriétaire est exigée de celui qui, en élevant un tombeau, veut le soumettre au droit particulier que les jurisconsultes ont appelé le *jus sepulchri*. Mais la propriété est susceptible de plus ou de moins. Elle est comme le faisceau formé par la réunion des divers droits réels, et ne s'évanouit pas toujours quand un de ces droits vient à changer de titulaire. Je concède à un tiers l'usufruit de mon fonds, je le donne en gage ou je le grève d'une hypothèque. La faculté d'en faire un *locus religiosus* m'appartiendra-t-elle toujours et n'appartiendra-t-elle qu'à moi ?

Avant de résoudre ces diverses questions, essayons de résoudre une question analogue et qui a exercé la subtilité de plusieurs commentateurs. — Le droit de propriété peut subir deux sortes de diminutions. On peut le décomposer, lui enlever un des éléments dont la synthèse lui donne naissance, le réduire, par exemple, à l'état d'usu-

fruit ou à l'état de nue-propriété. On peut, au contraire, le subdiviser en fractions matériellement identiques, ne différenciant les unes des autres que quantitativement et non pas qualitativement. C'est le cas de copropriété, dont nous allons essayer de combiner les règles avec les règles du *jus sepulchri*.

Cette matière avait donné lieu à de longues controverses entre les jurisconsultes romains. Il était un cas où le doute n'existait pas. C'était le cas où l'un des copropriétaires était inhumé dans le lieu qui était l'objet de l'indivision. Le consentement des copropriétaires n'était pas nécessaire. Cette inhumation ne diminuait pas sensiblement la valeur vénale de l'immeuble ; d'un autre côté et jusqu'à un certain point, on peut dire du quasi-contrat d'indivision ce que disent les jurisconsultes du contrat de société : « *aliquam fraternitatem in se continet.* » Mais la difficulté restait entière quand le fonds commun avait reçu la sépulture d'un étranger. Trois actions étaient possibles au profit des copropriétaires dont le droit avait été sacrifié. En premier lieu, l'action *in factum*. C'est ce qui résulte d'un texte inséré au Digeste (L. 6, § 6, Digeste X, III). Il était aussi tout naturel d'accorder à la partie lésée l'action *communi dividundo* et *familiæ erciscundæ* (L. 2, D. XI, VII), ou l'action *pro socio* (L. 39, D. XVII, II). Mais une question se présentait, la question du concours de ces actions, et les jurisconsultes l'ont résolue différemment selon les points de vue d'école. Voet admet leur concours et il se fonde sur un argument d'analogie. Il est parlé dans le Digeste d'un copropriétaire qui a confondu l'esclave commun, et Ulpien donne au maître les trois actions

que nous venons de citer. M. Accarias, qui, dans son cours de droit romain, a eu l'occasion de s'occuper de ce point spécial, nous indique deux solutions et donne les arguments qui militent en faveur de l'une et de l'autre. Veut-on sortir de l'indivision et non pas seulement obtenir une indemnité? au lieu d'intenter l'action *in factum*, on se fait accorder une réparation pécuniaire par le juge chargé de statuer sur l'action en partage. A cette solution, M. Accarias préfère la suivante : d'après lui, nous sommes en présence de deux textes, dont l'un parle de l'action *in factum* et l'autre de l'action *familiæ eriscundæ*, et qui sont tirés l'un et l'autre du commentaire d'Ulpien sur l'édit. Dans le premier de ces deux textes, Ulpien rapporterait sans l'approuver l'opinion de Trébatius et de Labéon, qui accordait l'action *in factum*. Dans le second, il émettrait son opinion personnelle, et la préférence qu'il accorde à l'action en partage, proviendrait de ce que le texte de l'édit qui consacre l'*actio in factum*, suppose l'inhumation faite *in loco alterius*. Il s'agissait d'un *non dominus* et non pas d'un *socius*.

Tels sont les principaux systèmes qui ont été proposés pour le cas d'une inhumation faite par l'un des propriétaires. Que se passera-t-il, s'il s'agit, non plus d'une division, mais d'un démembrement de la propriété? Sur ce point, aucune controverse ne s'était élevée parmi les jurisconsultes, la solution découlant tout naturellement des principes généraux du droit. S'agissait-il d'un usufruitier? Il ne pouvait, sans le consentement du nu-propriétaire, transformer en un *locus religiosus* une portion, si petite fut-elle, du terrain sujet à l'usufruit. Une pareille trans-

formation exige de la part de celui qui l'opère un droit plus étendu que le simple *jus fruendi*. D'abord, le terrain qu'occupait le tombeau ne pouvait plus servir à la culture, et puis, les Romains, peuple superstitieux par excellence, redoutaient le voisinage des dieux mânes dont l'unique préoccupation était de venir, sous forme de *lémures* ou de *larves*, troubler le repos des vivants. S'agissait-il du nu-propriétaire? La solution était la même. On exigeait le consentement de l'usufruitier à un acte qui était de nature à modifier assez gravement son mode de jouissance. Une seule exception était admise, quand il s'agissait d'enterrer dans le fonds sujet au droit d'usufruit, la personne qui, par une donation ou un legs, avait donné naissance à ce droit (L. 2. Tit 7. Dig. XI).

Le fonds est-il grevé d'une servitude prédiale? Son propriétaire ne pourra pas le rendre religieux. Ce serait la violation du principe que nous avons posé au commencement de notre chapitre, et en vertu duquel l'inhumation ne doit blesser aucun droit. Mais si le titulaire de la servitude pouvait l'exercer aussi commodément sur une autre partie du fonds, la sépulture était régulière: « *cessante rationis causa cessat et ipse effectus.* »

La loi se montrait moins rigoureuse pour le propriétaire qui avait donné son immeuble en gage. Il lui était loisible d'y enterrer un membre de sa famille, et il pouvait lui-même y recevoir une sépulture (l. pag. 9. Dig. XI, 7.) : « *is qui pignori dedit agrum, si in eum suorum mortuum intulerit, religiosum eum facit. Sed et si ipse inferatur, idem est; cæterum alii concedere non potest.* » On considérait avec raison le gage comme modifiant

moins le droit de propriété que l'usufruit.

Telle est la théorie générale qui ressort de l'examen des textes du Digeste relatifs aux *res religiosæ*. Il importe, du reste, de limiter la portée des principes que nous avons formulés. Pour enterrer un mort de façon à donner au lieu de sa sépulture le caractère de *res religiosa*, il fallait avoir sur le fonds la plénitude du *jus utendi fruendi*. Mais, dans l'application de cette règle, on doit tenir compte de certaines subtilités du droit romain concernant l'adition d'hérédité. Supposons un héritier qui use du bénéfice d'abstention, introduit par le préteur. Il conserve son titre d'héritier *jure civili*. Son abstention n'est du reste pas définitive, et une fois les dettes payées, les charges diverses acquittées, nul ne peut lui contester son droit sur ce qui peut encore subsister des biens héréditaires: Dans ces conditions, il eût paru trop rigoureux de lui refuser le *jus sepulchri*. Son inhumation dans le fonds héréditaire en faisait un *locus religiosus*, et il pouvait, en y procédant à un ensevelissement quelconque, le soumettre au *jus sepulchri*.

La même solution était adoptée pour les enfants exhérédés, sauf le cas où, par une disposition expresse, le testateur les avait privés du droit d'être inhumés dans le fonds héréditaire. De même pour l'héritier écarté de la succession comme indigne. L'ordre public exigeait que le *jus sepulchri* fût plutôt étendu que restreint.

Nous savons maintenant à quelles conditions un sépulcre devenait une *res religiosa*. Mais quel était le moment précis où s'opérait cette transformation? La question fut

assez longuement débattue. Il fallut une décision de Marc-Aurèle et de Lucius Verus pour mettre fin à une controverse qu'avaient passablement embrouillée d'interminables discussions. Ces empereurs posèrent en principe que le tombeau ne deviendrait religieux qu'à partir du moment de l'inhumation. Le sépulcre sans cadavre ne fut plus qu'un amas de pierres que rien ne distinguait de telle ou telle construction élevée dans un intérêt privé.

Certains incidents auraient pu retarder la transformation juridique du terrain affecté à la sépulture. Le droit du propriétaire était souvent contesté. Dans ces cas, le préteur lui accordait les interdits de *mortuo inferendo* et de *sepulchro ædificando*, pour que le mort ne restât pas, même provisoirement, sans sépulture. Les funérailles étaient célébrées et la question de droit restait entière jusqu'au jour où une décision du juge, à la suite d'une instance régulière, venait trancher la difficulté que l'interdit n'avait fait qu'écarter temporairement.

Mais le propriétaire lésé recourait souvent à une autre procédure. Lui contestait-on le droit d'enterrer un mort dans son fonds? Il faisait choix d'un autre lieu de sépulture, procédait à l'ensevelissement, et intentait à son adversaire une action *in factum*. Cette action aboutissait à une condamnation pécuniaire qui, d'après le Digeste, s'élevait au-delà du *quod interest* : « *per quam consequitur*
« *actor, quanti ejus interfuerit, prohibitum non esse, in*
« *quam computationem cadit loci empti pretium aut*
« *conducti merces ; nisi coactus est, religiosum facturum*
« *non esse. Unde miror, quare constare videatur : neque*

« heredi, neque in heredem dandam hanc actionem. Nam
« ut apparet pecuniariae quantitatis ratio in eam deduci-
« tur : certo perpetuo ea inter ipsos competit. » (L. 9, Di-
geste, XI, 7).

Telles étaient les conditions exigées pour que le tombeau et le terrain qui en dépendait (1) devinssent des *res divini juris*. Ce caractère appartenait alors, non seulement au sépulcre, mais encore aux matériaux dont il était formé. Le tombeau venait-il à être détruit ? Le propriétaire des matériaux était sans aucun droit sur eux et l'action en revendication lui était refusée. On tempérait, il est vrai, la rigueur de cette règle en donnant à la partie lésée une action *in factum* (D. l. 43, lib. VI, tit. 1). Mais ce n'était là qu'un expédient, inspiré par une pensée d'équité et qui laissait intact le grand principe de l'inaliénabilité absolue des *res religiosæ*.

Mais les jurisconsultes se refusèrent à reconnaître le caractère de *res divini juris* aux trésors renfermés dans les tombeaux. Une solution contraire eût paru un encouragement à la violation de la loi qui défendait d'enterrer, avec les cadavres, de l'or, de l'argent ou d'autres matières précieuses.

Le trésor étant une *res profana*, restait à régler la ques-

1. L'étendue du terrain consacré était en général mentionnée sur le frontispice du tombeau : « *nec ipsum tantum spatium, quo cadaver concluderetur, occupare videbatur religio, sed et aliquam vicinæ areæ partem, cujus ambitum non solum in monumentis designabant, hoc modo IN FR. P. X. IN AGR. P. XX, id est, in frontem pedes X, in agrum pedes XX.* » Heineccius. *Antiquitates romanæ*, liv. II, tit. 1. § 5.

tion du droit de l'inventeur. D'après les Institutes de Justinien, ce droit s'étendait à la valeur intégrale de la chose trouvée. Mais les Institutes consacrent sur ce point une innovation : Callistrate nous apprend, en effet, que, suivant une constitution de Marc-Aurèle et de Vérus, le fisc pouvait réclamer la moitié du trésor. (*Cassiodore variarum epistolarum* lib. VI, ep. 34. idem l. 3 § 10. Digeste de *jure fisci*). Rien ne prouve, du reste, que cette constitution ait reçu son application en dehors des provinces, et qu'elle ait consacré autre chose qu'une conséquence du principe qui donnait à l'Etat une sorte de domaine éminent sur les fonds provinciaux.

CHAPITRE VII

CONDITION JURIDIQUE DES RES RELIGIOSÆ

Supposons que toutes les conditions énumérées dans le chapitre précédent aient été remplies, le tombeau devenait alors une *res divini juris* et son inaliénabilité était absolue. C'est la règle proclamée par la X^e Table : « *Quod autem forum, id est vestibulum sepulchri bustum ve usucapi vetat, tuetur jus sepulchri.* »

La *res religiosa* était une *res extra commercium* qui ne pouvait être ni vendue, ni hypothéquée, ni partagée, ni usucapée, et qui ne pouvait même pas faire l'objet d'une stipulation conditionnelle pour le cas où elle serait redevenue profane. Par une application du même principe, il était défendu d'imposer à un tombeau une servitude, de quelque nature qu'elle fût.

Le sépulcre était donc inaliénable, mais le fonds dont il faisait partie n'avait pas le même caractère. Il arrivait souvent que le propriétaire d'un tombeau ne pouvait y accéder qu'en traversant un héritage appartenant à un autre propriétaire. Ulpien (liv. 23 *ad edictum*) nous donne, pour ce cas, la solution qui avait prévalu : « *Si quis sepulchrum habet, viam autem ad sepulchrum non habeat et a vicino ire prohibeatur : imperator Antoninus cum patre rescripsit, iter ad sepulchrum peti precario et*

« *concedi solere non tamen hoc rescriptum, quod impen-*
« *trandi dat facultatem, etiam actionem civilem inducit :*
« *sed extra ordinem interpelletur.* » Une concession de
précaire et, en cas de refus du propriétaire, la permission
accordée par le magistrat statuant *extraordinem*, d'ac-
céder au tombeau enclavé moyennant une indemnité,
voilà la mesure édictée, pour le cas qui nous occupe,
en faveur du titulaire du *jus sepulchri*.

Telles sont les principales règles de droit civil concer-
nant la condition juridique des *res religiosæ*. Ajoutons
que ces règles sont toujours restées les mêmes, et qu'on
les retrouve en vigueur sous les empereurs chré-
tiens. Occupons-nous maintenant des règles de droit cri-
minel applicables aux *res religiosæ*.

Protégées contre l'aliénation sous toutes ses formes par
un ensemble de dispositions législatives, les *res religiosæ*
étaient mises par le droit pénal à l'abri du sacrilège. Quel-
que fût le respect dont les anciens entouraient les morts,
et peut-être même à cause de ce respect qui poussait les
parents des personnes décédées à enterrer avec elles ce
qu'elles avaient possédé de plus précieux, les violations
de sépultures étaient fréquentes dans les diverses nécro-
poles qui couvraient la banlieue romaine. On prenait bien
le soin de vouer aux dieux infernaux les profanateurs de
sépulcres, et nous trouvons l'inscription suivante sur un
grand nombre de tombeaux italiens :

« *Sit tibi terra levis, ut te hic, nihil læserit, aut si quis*
læserit, nec superis comprobetur, nec inferi recipiant et sit
ei terra gravis. »

Mais la rapacité triomphait presque toujours de la su-

perstitution et le législateur dut rechercher les moyens de protéger d'une façon plus efficace les morts contre les vivants.

Traçons tout d'abord un résumé de la législation qui a régi cette matière jusqu'à Justinien. Nous reviendrons ensuite — pour essayer d'en donner une analyse complète — sur l'action de *sepulchro violato*, qui fut, à l'époque du droit classique, le mode régulier de répression du crime de violation de sépulture.

Cette dernière action ne pouvait entraîner qu'une condamnation pécuniaire, suffisante au temps de l'ancien droit, alors que l'argent était rare, et qu'une amende de quelques centaines d'as plongeait dans la misère un Romain de la classe moyenne. Mais dans le troisième siècle de l'ère chrétienne, cette sanction était devenue bien illusoire. Les traditions religieuses qui avaient assuré jusque-là le respect des *res religiosæ*, allaient, du reste, s'affaiblissant de jour en jour, et les empereurs substituèrent à l'action *sepulchri violati* une action criminelle qui, dans certains cas, pouvait aboutir à une condamnation capitale.

Un passage des sentences de Paul semblerait indiquer que telle était déjà la législation de son temps. « *Qui sepulchrum violaverint, aut de sepulchro aliquid sustulerint, pro personarum qualitate aut in metallum dantur, aut in insulam deportantur.* » (5, liv. 1, tit. XXI de *lucendis et sepulchris*.) Mais il y a ici une confusion certaine entre la violation de cadavre, qui fut toujours punie de peines criminelles, et la violation de sépulture, la seule dont nous devons nous occuper dans une étude sur les *res religiosæ*.

Remarquons, du reste, que rien n'est moins certain que l'authenticité de ce paragraphe 5. Cujas, dans son livre des *Observations*, (XXI, 13), lui a donné la forme sous laquelle nous l'avons reproduit. Il l'avait découvert dans le code Vesontin, ainsi que les paragraphes 3, 4, 6, 7, 8, 9, 10 et 11. Mais les uns et les autres manquent dans les diverses éditions des Sentences de Paul, et peut-être est-il permis de supposer que notre paragraphe 5 a été l'objet d'altérations qui en ont dénaturé l'esprit.

Ce n'est que cent ans plus tard que les documents juridiques font allusion à une nouvelle législation beaucoup plus rigoureuse que l'ancienne... Constance voulut renchérir sur les sévérités de l'ancien droit et ses successeurs se montrèrent toujours inexorables pour le crime de violation de sépulture. Il n'était pas dans l'esprit du christianisme primitif d'accorder une grande importance à la dépouille mortelle. On n'enterrait plus avec les morts les objets qu'ils avaient le plus aimés ; la nouvelle religion n'enfermant plus l'âme dans un tombeau. Quelle est donc la cause de cette recrudescence de sévérité qui se traduit par l'édit de Constance (1), et plus tard par la constitution de Valentinien ?

Nous avons dit que le droit ancien et le droit classique s'étaient montrés très rigoureux pour le crime de viola-

1. Sans doute, la peine de mort était prononcée avant Constance ; mais c'est la constitution de cet empereur, promulguée en 356, qui a donné un caractère nettement juridique à cette partie de la législation du sacrilège. La peine appliquée n'est plus que la *rélegation* ; mais cette peine a pris place dans la loi. Avant Constance, les magistrats condamnaient

tion de cadavres. Ulpien s'exprime en ces termes dans un texte qui est inséré dans le Digeste au titre de *sepulchro violato* (Ulpianus, lib. 25 *ad Edictum*, 7) : « *Ad-*
« *versus eos qui cadavera spoliant præsidēs severius inter-*
« *venire solent; maxime si manu armata aggrediantur :*
« *ut si armati more latronum id faciunt, etiam capite*
« *plectantur ut divus Severus rescripsit. Si sine armis usque*
« *ad pœnam metalli procedant.* »

Ce texte est corroboré par un passage du 5^e livre des Sentences de Paul : « *rei sepulchrorum violatorum, si cor-*
« *pore ipsa extraxerint, vel ossa eruerint, humiliores qui-*
« *dem fortunæ summo supplicio adficiuntur, honestiores in*
« *insulam deportantur : alii autem relegantur aut in me-*
« *tallum dantur.* » Ceci étant donné, n'est-il pas infiniment probable que le législateur fut amené par une transition toute naturelle à étendre à la violation de sépultures la peine qui n'avait été édictée primitivement que pour la violation de cadavres ? Il était dans beaucoup de cas bien difficile de distinguer les deux infractions. J'abats la statue qui surmonte un tombeau : ici, pas de doute : c'est l'action *sepulchri violati* qui recevra son application d'après les principes du droit ancien et du droit classique. Je dérobe certains objets placés à côté du cadavre. Ici nous hésiterons entre l'action *sepulchri violati* et l'action criminelle qui aboutissait, dans certains cas, à une condamnation capitale.

quelquefois à mort le violeur de sépultures, mais sans qu'aucun texte les y autorisât.

Ajoutons qu'avant Constantin et jusqu'à l'édit de Milan, on appliqua surtout l'action *sepulchri violati*.

Il n'est donc pas étonnant qu'à une époque impossible à préciser, une certaine confusion se soit établie entre les deux infractions, que l'on réunit sous la dénomination commune de *crimen sepulchri violati*.

Il est certain qu'en 350, la peine de mort était prononcée pour l'un et l'autre cas. L'empereur Constance la remplaça par une amende qui fut provisoirement fixée à une livre d'or (constitution 2, Code Théodosien). Ce minimum, quelques années plus tard, fut porté à vingt livres, et l'empereur décida que tout juge qui ne ferait pas l'application stricte de la loi serait considéré comme complice.

En l'an 356, le même Constance rétablit les anciennes pénalités. Il se retranche derrière un certain nombre de textes de Paul qui se trouvent remis en vigueur (1). La violation de sépulture est punie de la rélévation pour les *honestiores*, et des mines pour les *humiliores*. L'année suivante l'empereur ajoute aux pénalités qu'il rétablit une peine pécuniaire de dix livres d'or.

Six ans plus tard, Julien l'Apostat fit, pour la protection des sépultures païennes, ce que son prédécesseur avait fait pour la protection des sépultures chrétiennes. Il frappa d'une forte amende, dont nous ne connaissons pas le montant, les profanateurs des statues des dieux qui, suivant l'habitude de l'époque ornaient, la plupart des tombeaux.

Toute cette matière fut réglementée avec beaucoup de

1. Paragraphes 4 et 5 du titre XXI, liv. 1 des *Sentences*.

soin dans la Novelle 5 qui a pour auteur l'empereur Valentinien. Le coupable est-il un esclave, la peine capitale sera prononcée contre lui. S'agit-il d'un ingénu ? on distingue suivant sa condition sociale : les plébéiens sont punis de mort ; les personnes d'un rang plus élevé, encourent, avec l'infamie, la confiscation de la moitié de leurs biens.

Les clercs sont l'objet d'une disposition spéciale : ils perdent le caractère ecclésiastique et sont condamnés à la détention perpétuelle.

Justinien n'accepta qu'en les modifiant les décisions de ses prédécesseurs. Il revint à la distinction traditionnelle entre la violation de sépulture et la violation des cadavres. Pour le premier crime, il remet en vigueur les pénalités dont il est parlé dans le 4^e § du titre XXI des Sentences de Paul. Les *honestiores* qui s'en sont rendus coupables sont condamnés à la rélévation, les *humiliores* encourent comme par le passé la condamnation aux mines. La peine de mort, ou la déportation, selon les cas, est prononcée contre la profanation de cadavres.

A ces peines corporelles, vient s'ajouter une amende dont le taux varie avec la nature du crime. Elle demeure fixée à dix livres pour le *crimen violati sepulchri* et à vingt livres pour le *crimen violati cadaveris*.

Telle est la législation que l'empereur Léon trouva en vigueur, quand il monta sur le trône de Constantinople. Il y apporta quelques adoucissements, ne maintenant les anciennes pénalités que pour le cas de récidive. Pour la première profanation, le coupable était frappé de verges et encourait l'infamie.

Ce qui rendait encore plus rigoureuse cette législation du Bas-Empire, c'est la facilité avec laquelle pouvait être portée l'accusation. L'action était ouverte à trois catégories de personnes (constitution 4, Code Théodosien, et loi 4 Code de Justinien) : en tête de cette énumération viennent les parties intéressées, et ce n'est là qu'une réminiscence de l'ancien droit. En second lieu, les autres personnes qui, en exerçant l'action, ne poursuivent que l'exécution de la loi. En troisième lieu, les agents de la police secrète ou *officiales* sur lesquels reposait tout le système d'administration du Bas-Empire.

Il nous est difficile d'indiquer pour cette matière des règles de compétence absolument certaines. Vers la fin de la République, les Pontifes avaient dans leurs attributions tous les procès où une question de sépulture était en jeu. Cela résulte, entre autres textes, d'un passage de Cicéron qui fait partie du *de legibus* (II, 8. 7). Pendant les deux premiers siècles de l'empire, les Pontifes conservèrent leur ancienne juridiction, dont ils furent dépouillés en partie, vers le règne de l'empereur Philippe, au profit du préfet de la ville et des présidents de province.

Ce résumé historique terminé, revenons à l'action *sepulchri violati* qui fut, à l'époque du droit ancien et du droit classique, le mode normal de répression du crime de violation de sépultures.

Cette action était donnée dans des cas trop nombreux pour que l'énumération en soit possible. C'est violer une sépulture que d'enterrer un mort dans un tombeau qui ne lui appartient pas. Que, dans le sépulcre héréditaire, un héritier fasse inhumer une personne malgré la défense

du testateur, l'action *sepulchri violati* sera donnée contre lui (4. l. 3, §. 5, de *violato sepulchro*). Est encore exposé à la même action, celui qui dépose un mort dans un sarcophage déjà souillé par la présence d'un autre cadavre.

Le cas le plus ordinaire de violation de sépulture était la démolition du tombeau, l'effacement des inscriptions, et la mutilation de ces statues qui, malgré les lois somptuaires, ornaient jusqu'aux pierres tumulaires des indigents. Il est vrai que dans cette dernière hypothèse une distinction était admise. La statue avait-elle été renversée ? l'action *sepulchri violati* était ouverte. Avait-elle été simplement l'objet d'une légère mutilation résultant, par exemple, du jet de pierres ? le coupable n'encourait que l'*actio injuriarum* (l. 27, D. de *injuriis*).

Il était contraire à l'esprit de la législation romaine que l'on pût habiter les tombeaux. Mais une difficulté s'était présentée. Par un acte de dernière volonté, le testateur ordonnait souvent à ses affranchis de ne pas s'éloigner de son sépulcre : « *quos libertos meos, ubi corpus meum positum fuerit, ibi eos morari jubeo, ut per absentiam filiarum mearum meam memoriam quotannis celebrent* ». On permettait alors à ces affranchis de se construire un lieu de retraite dans l'espace de terrain compris dans la *lex tumuli* (1).

1. Nous avons dit dans le chapitre précédent que le *locus religiosus* contenait, outre le tombeau, un espace réservé qui bénéficiait de la même protection que le tombeau lui-même. Ajoutons que de véritables loges étaient souvent ménagées dans les *columbaria*, au-dessous des deux ou trois rangées de petites niches destinées à recevoir les cendres des esclaves.

Nous avons vu que la destruction d'un monument funéraire exposait le coupable à l'action *sepulchri violati*. Les jurisconsultes et les empereurs allèrent plus loin. Il fut défendu d'employer à une nouvelle construction les matériaux provenant de la démolition, et un acte de ce genre fut assimilé en tous points à la violation de sépulture (code Théodosien, constitution IV). Si c'était troubler les morts que de porter la main sur leur dernière demeure, c'était souiller les vivants que de les mettre en contact avec un objet, quel qu'il fût, primitivement consacré aux dieux mânes.

Dans tous ces cas et dans beaucoup d'autres analogues, la loi romaine mettait l'action *sepulchri violati* à la disposition de la partie lésée. C'était une action pénale d'origine prétorienne (1), quoique le contraire ait été soutenu par M. Maynz (p. 286) qui en fait une action civile, malgré le texte formel de la loi 3, *de sepulchro violato*.

L'exercice de l'action *s. viol.* appartenait tout d'abord aux personnes qui avaient été lésées dans un sentiment de famille : « *prætor ait, cujus dolo malo sepulchrum violatum fuerit, in eum in factum judicium dabo; ut ad quem pertineat, quanti ob eam rem, æquum videbitur, condemnetur.* » — Ulpien, lib. *vicesimo quinto ad edictum Prætoris*. La partie lésée ne profitait-elle pas de l'action que la loi mettait à sa disposition, cette action devenait populaire, comme l'indique Ulpien dans la suite de notre paragraphe : « *si nemo erit ad quem pertineat, sive agere nolet: quicumque agere volet, ei centum aureorum actio-*

1. L. 3 *de sepulchro violati*.

« *nem dabo ; si plures agere volent, cujus justissima causa esse videbitur, ei agendi potestatem faciam.* » L'action *sepulchri violati* transformée en action populaire par l'abstention des personnes auxquelles elle appartient naturellement, entraîne l'infamie, outre l'amende de cent sous d'or que mentionne le texte d'Ulpien.

L'*animus nocendi* était un des éléments constitutifs du délit de violation de sépultures. Étaient hors de cause tous ceux auxquels avait manqué l'intention délictueuse ; et, dans cette catégorie de personnes qui échappaient ainsi à la répression, il faut, en premier lieu, ranger les impubères.

L'action *sepulchri violati* était soumise aux règles communes à toutes les actions pénales. Le délit avait-il été commis par plusieurs auteurs, chacun d'eux encourait une condamnation *in solidum*. Mais nous devons cependant mentionner une exception aux principes généraux du droit romain. Les actions pénales étaient presque toujours données *noxaliter* contre le maître. Dans le cas qui nous occupe, une dérogation était admise, et cela résulte de la loi 3, §. 11 de notre titre. Dans cette loi, il est parlé d'un esclave qui aurait habité le sépulcre. Si nous nous en référons aux principes généraux, nous devrions dire que le maître sera exposé à une action noxale. Mais dans notre hypothèse spéciale, on distingue suivant la gravité du délit.

Supposons que l'esclave ait établi sa demeure dans le sépulcre proprement dit, il sera permis de le poursuivre directement. Qu'il se soit simplement borné à construire dans le périmètre du tombeau, sur le terrain considéré

comme religieux, une *domuncula* ou habitation provisoire, l'action sera donnée *noxaliter* contre le maître.

A l'époque de Justinien, l'esclave coupable d'avoir démoli un sépulcre ou manqué d'une façon quelconque au respect dû aux *res religiosæ*, était condamné aux mines s'il avait agi à l'insu du *dominus*. Dans le cas contraire, il n'encourait que la déportation. Au code de *sepulchro violato*, une disposition spéciale de la loi 2 prononçait la confiscation du lieu où se trouvaient déposés les débris provenant de la démolition.

Nous aurons à peu près tout dit sur l'action *sepulchri violati*, quand nous aurons ajouté qu'elle était intransmissible activement et passivement. Les règles générales des instances lui étaient applicables et la *litis contestatio* y produisait ses effets ordinaires. Si, pendant le procès, le défendeur se rendait coupable d'une nouvelle violation de sépulture, le second délit n'était pas pris en considération quand il s'agissait de fixer le montant de la condamnation.

CHAPITRE VIII

PERTE DU CARACTÈRE RELIGIEUX.

Pour terminer cette étude sur les *res religiosæ*, demandons-nous comment une *res religiosa* redevenait une simple chose profane.

Le jurisconsulte Paul, dans plusieurs passages de ses Sentences, nous fournit la réponse à cette question. Le tombeau conservait son caractère d'inaliénabilité et d'inviolabilité absolues tant que le cadavre qu'il abritait ne l'avait pas déserté pour un autre lieu de sépulture. Il fallait donc une exhumation pour qu'il cessât d'être une *res divini juris* et cette exhumation de par le vieux droit de Numa que nous retrouvons encore sous Dioclétien, devait être précédée de l'accomplissement de certaines solennités : « *solemnibus redditis sacrificiis per noctem in alium transferri locum potest.* » Paul : *Sententiæ*. 1, XXI § 1.

On ne pouvait toucher au cadavre pour le transporter dans une autre sépulture qu'avec l'autorisation des magistrats, et cette autorisation n'était accordée que dans des circonstances exceptionnelles : « *ob incursum fluminis vel metum ruinæ,* » Paul : *Sententiæ*. § 1. XXI, 1. Nous trouvons dans un texte inséré au code le développement de la même idée : « *Imp. Antoninus A Doritæ : si vi fluminis reliquæ filii tui continguntur, vel alia justa et necessaria*

causa intervenit, æstimatione rectoris provinciæ tranferre eas in aliū locum poteris. »

Il suffisait, du reste, pour que l'on accordât l'exhumation, que le sépulcre fût exposé à une destruction prochaine. La loi romaine n'exigeait pas que le danger qui seul pouvait la justifier fût un danger présent (Cujas *observ.* lib. XXI, ch. 13). Il semble même résulter de certains vers de la Pharsale, (lib. VIII, v. 835 et sv.) qu'on pouvait, en changeant de patrie, emporter avec soi les cendres de ses ancêtres qui reposaient dans le tombeau de famille.

Nous avons dit que toute exhumation devait être autorisée par les magistrats. Remarquons qu'au temps de la République et pendant le premier siècle de l'ère chrétienne, le collège des pontifes prononçait en premier et en dernier ressort sur toutes les questions relatives aux *res religiosæ*. Tacite (*Annales* IV, 31) nous parle de la translation des restes de L. Antonius qui avait eu lieu sur l'ordre du Sénat. Mais il est probable que le consentement préalable du collège des pontifes avait été obtenu, et que l'intervention du Sénat n'avait eu d'autre objet que le règlement des nouvelles funérailles. Cujas cite une inscription conçue dans les termes suivants : « *eisdem corporibus translatis permissu tribuni plebis.* » Mais il s'agit là d'un fait isolé, que ne vient corroborer aucun fait analogue, et, par lui-même, insuffisant pour infirmer une règle de droit.

C'était donc le collège des pontifes qui avait le pouvoir

1. « *Ceterum ob hanc religionem corpora semel illata sepulchro tolli non poterant, nisi impetrata a Pontificibus vel principe venia :* »

d'accorder ou de refuser la faculté d'exhumation. Il paraît même qu'il se montra très jaloux de cette prérogative. Dion Cassius (XLVIII, 53) nous raconte que la plèbe romaine avait fait donner à M. Oppius une sépulture au milieu du Champ de Mars. Le Sénat, dont le défunt avait été l'ennemi juré, décida l'expulsion de ses restes d'un lieu qui n'avait jamais jusqu'alors servi à un pareil usage. Mais il s'adressa au collège des pontifes, de l'assentiment duquel il ne croyait pas pouvoir se passer.

Nous avons vu qu'à partir de l'an 120 ou 150 après J. C. l'autorité civile se substitua en cette matière à l'autorité pontificale. Bien longtemps auparavant, certains empereurs avaient eux-mêmes accordé la permission sans laquelle aucune exhumation n'était licite. C'est ainsi que Néron autorisa le transport à Rome des cendres de Lolliana Paulina (*Annales*, XIV, 12). Mais le prince est de droit grand pontife — les successeurs d'Auguste, s'inspirant de sa politique, ayant concentré entre leurs mains tous les pouvoirs civils et religieux. Il résulte d'une lettre adressée par Trajan à Plinius le Jeune, alors proconsul de Bithynie (*liv.* X, 76, 77) que, dans les provinces, l'autorisation nécessaire aux exhumations était accordée par les présidents.

Tel était le premier cas dans lequel une chose religieuse redevenait simple chose profane. En existe-t-il réellement un second, et faut-il étendre aux sépulcres ce que nous

« l. 8. et 38 pr. D. L. 14, *code de religiosis vel in provinciis præside, Exemplum exstat apud Gruterum inscriptt.* p. DLXXIII. n. 4, *ubi, Reliquiæ tractatæ dicuntur III nonas febr. et permissu collegii pontific. piaculo facto.* — Hienneccius. *Liv.* II, tit. I, par. 5.

avons dit pour les temples, à savoir que l'occupation ennemie leur faisait perdre leur caractère de *res divini juris*? Ecartons d'abord tout argument d'analogie.

Les *res sacræ*, quelle que fut leur affectation particulière, étaient créées pour assurer le fonctionnement d'un service public que l'occupation ennemie rendait sans objet. Mais il n'en était pas de même des *res religiosæ*: un sépulcre tombé entre les mains des Volsques ou des Samnites n'en restait pas moins un sépulcre.

Si les jurisconsultes adoptèrent, en ce qui touche ce point particulier, la même décision pour les *res religiosæ* que pour les *res sacræ*, c'est qu'ils avaient jugé inutile de distinguer des autres choses une chose qui était exposée à tous les outrages de l'ennemi. La religion, chez les anciens, était éminemment nationale. On ne respectait que peu ou point la religion des peuples ennemis. Les soldats de Pyrrhus et d'Annibal violèrent plus d'une sépulture malgré les inscriptions terrifiantes qui appelaient sur les profanateurs la malédiction des dieux infernaux. Pourquoi ne pas abandonner une fiction qui n'avait d'utilité qu'entre Romains ou qu'entre peuples d'origine latine?

Mais l'occupation étrangère pouvait cesser: Alors l'ancienne *res religiosa* le redevenait en vertu du *post liminium*. On effaçait par la pensée le temps qui s'était écoulé entre le moment où le sol du tombeau avait été pour la première fois foulé par l'ennemi, et le moment où il était retombé sous la protection des armées romaines.

Tels sont les principaux traits de la législation particulière aux *res religiosæ*. Avant de terminer notre étude sur

les *res divini juris*, disons quelques mots des *res sanctæ*, ces *res divini juris* de second ordre, que les jurisconsultes n'assimilèrent jamais complètement aux *res sacræ* ou aux *res religiosæ*.

CHAPITRE IX

RES SANCTÆ

Nous ne consacrerons que quelques pages aux *res sanctæ*. Ce ne sont pour ainsi dire que des *res quasi divini juris*. Quelque sévères que fussent les dispositions du droit pénal qui les mettaient à l'abri des profanations, les jurisconsultes ne les ont jamais assimilées complètement aux temples ou aux choses consacrées aux dieux mânes. Ils ne les rangent parmi les *res divini juris* qu'en faisant une restriction qu'indique suffisamment le terme de *quodammodo* : « *sunt quodammodo divini juris*, » dit Gaius dans son deuxième commentaire. Ulpien n'ose pas assimiler complètement les *res sanctæ* aux *res sacræ* ou aux *res religiôsæ* : « *proprie dicimus sancta quæ neque sacra, neque profana sunt, sed sanctione quadam confirmata.* » La pîrase que leur consacre Justinien est conçue dans le même sens : « *sanctæ quoque res, veluti muri et portæ, quodammodo divini juris sunt, et ideo nullius in bonis sunt, ideo autem muros sanctos dicimus, quia pœna capitalis constituta est in eos qui aliquid in muros deliquerint. Ideo et legum eos partes quibus pœnas constitui mus adversus eos qui contra leges fecerunt, sanctiones vocamus.* » Même restriction chez Cicéron : « *Quodammodo divini juris habebantur, ut diligentius urbs reli-*

« *gione quam mœnibus ingeretur.* » Cicero, *de natura deorum*. III, 40.

A quelles choses s'appliquait exactement l'expression *res sancta*? Bien entendu, nous prenons cette expression dans l'acception restreinte que lui ont donnée les juriconsultes, la langue des historiens et des poètes n'ayant pas toujours très nettement distingué le terme de *sanctus* du terme de *sacer* ou de *religiosus*.

Il semble que les murailles des villes soient les *res sanctæ* par excellence. Elles devaient à certaines cérémonies religieuses qui précédaient leur construction de n'être pas de simples choses profanes: « *quoties colonia condenda erat, toties conditor vel triumvir coloniæ deducendæ, cinctu Gabino armatus, aratro aptabat æneum vomerem, junctis que bobus, mare et femina, ipse circum lineamenta profundum ducebat sulcum. Sequebantur coloni, et excisas aratro glebas intra vertebant. Ubi por- tam esse volebant, vomere exempto, atque aratro sub lato, relinquebant opatium. Ducto sulco, quum boves illi, tum aliæ victimæ immolabantur diis medioxumis, ita tum demum exstruendis muris admovebantur manus.* » — Plutarque, *Vie de Romulus*, cité par Heineccius, livr. II, tit. 1, 9, *Antiquitates romanæ*. Une fois les murailles terminées, elles étaient l'objet d'une dédication solennelle. « *Perfecta mœnia etiam dedicari sollemniter solebant. Idque apparet ex inscriptione apud Gruterum: colonia Augusta Verona nova Gallieniana Valeriano et Lucilio consulibus, muri veronensium fabricati, ex die III novarum aprilium dedicati, pro nonis decembris, facta ergo hac dedicatione sancta habebantur mœnia, ac*

« proinde nec refici poterant sine principum, tanquam
« Pontificum maximorum auctoritate, nec quidquam iis
« super imponi. » — Heineccius, liv. II, tit 1, 10.

Il ressort de ces textes qu'il fallait une double consécration, pour qu'une muraille devînt *res divini juris*. A partir de ce moment, elle était placée sous la sauvegarde des pontifes. Aucune réparation ne pouvait être effectuée sans leur ordre, ou sans l'ordre des empereurs dont quelques-uns prenaient assez au sérieux leur dignité de *pontifex maximus*. L'autorisation pontificale ou impériale était également nécessaire à quiconque voulait habiter les murailles : « *Neque muri, neque portæ habitari sine permissu principis, propter fortuita incendia possunt.* » — Paul, liv. 5, des *Sentences*.

Les *res sanctæ* étaient protégées d'une façon draconienne par la législation pénale. Marcien donne de ces *res sanctæ* la définition suivante : « *Sanctum est quod ab injuria hominum defensum atque munitum est.* » Pomponius ne se borne pas à parler de répression ; il nous indique quelle en était la nature : « *Si quis violaverit muros capite punitur, sicuti si quis transcenderit muros, scalis admotis.* » Lib. 2, *ex divisione rerum*. Hermogénien est moins explicite : « *Hermogenianus libro tertio juris Epitomarum : in muris itemque portis aliquid facere, ex quo damnum irrogetur non permittitur.* » Le jurisconsulte ne parle pas d'une pénalité qu'on appliquait peut-être encore, tout en la trouvant ridicule. Justinien, au contraire, poussant l'archaïsme jusqu'au bout, conformément aux habitudes romaines, rappelle, en la confirmant, la disposition de l'ancien droit.

Jusqu'ici nous n'avons parlé que des murailles ; la question de savoir si les portes étaient des *res sanctæ* ayant fait doute parmi les jurisconsultes. Justinien range les portes parmi les *res divini juris*,.. « *sanctæ quoque res, « veluti muri et portæ.* » Mais Plutarque est d'un autre avis, et dans ses « *Questions romaines* » il en fait de simples choses profanes.

A propos de cette question, qui nous paraît de bien peu d'importance, Heineccius a dépensé des trésors de subtilité. Il en fait dépendre la solution de la solution d'une question purement étymologique à laquelle il donne de longs développements dans lesquels nous le suivrons pas. Citons seulement quelques-uns de ses arguments : « *Sancta « res dicitur, vel ob sanctionem, qua res ita munita est, ut « violari impune non possit, et hoc sensu etiam portæ erant « sanctæ, siquidem et hasce violentibus capitale propositum « erat supplicium, vel sancta dicuntur, quæ per solemnes « quasdam cærimonias dedicabantur, et hoc sensu sola « mœnia ac pomœria, non item portæ sanctæ habebantur, « quia per has res etiam impune ferri vehique solebant* » (Heineccius, II, 1, 8).

Heineccius omet, du reste, de prendre parti sur la question. En faveur de la première opinion, il cite encore dans un renvoi un texte de Festus qui fait dériver le mot *sanctum* de *sagmen*: « *dictum esse sanctum a sagmini- « bus herlis, quas signum fuisse inviolabilitatis inter om- « nes constat.* » Une *res sancta* serait donc simplement une chose protégée par une sanction spéciale, et c'était, tout au moins, à une certaine époque du droit romain, le cas des portes donnant accès dans les villes.

La deuxième opinion s'appuie sur ce fait que les portes n'étaient pas, comme les remparts, l'objet d'une consécration solennelle (1). Dans cette controverse à laquelle Heineccius donne une importance exagérée, nous nous abstiendrons de prendre parti, quoique la première opinion nous paraisse la plus fondée en raison du grand nombre de textes qui assimilent les portes aux murailles dans leur énumération des *res sanctæ*.

Telle est dans ses grands traits la législation applicable aux « choses saintes. » Ajoutons que toutes les questions les concernant étaient jugées souverainement par le collège des Pontifes (2), et qu'un doute s'était élevé en ce qui concerne les murailles des municipales que Gaius n'ose pas trop assimiler complètement aux murailles de Rome.

Les *res sanctæ* furent, de toutes les *res divini juris*, les premières atteintes quand le sentiment religieux commença à décliner chez les Romains. Pendant les guerres civiles qui ensanglantèrent les dernières années de la République, aucune consécration ne protégea les murailles des villes italiennes contre la fureur des soldats de Marius et de Sylla.

1. Certaines portes étaient consacrées à Janus : « indépendamment de toutes les portes qui, à Rome, rappelaient Janus par leur nom, il y en avait beaucoup qui leur étaient spécialement consacrées ; on y élevait à Janus de petits temples, le plus important était celui de Janus Geminius. » Preller, *les dieux de l'ancienne Rome*.

2. Plus tard, le préteur et les présidents de province furent compétents : « *quando de muris agitabatur, aut coram prætore, aut coram præsidibus provinciarum agitabitur* »

Lucain, dans le premier livre de sa Pharsale, nous décrit avec éloquence l'état de ces cités dont les remparts n'étaient plus que des ruines :

*At nunc semirutis pendent quod mœnia tectis,
Urbibus Italiæ, lapsisque ingentia muris,
Saxa jacent (1)*

Et plus loin, il met dans la bouche du centurion Livius haranguant César, des paroles qui témoignent du mépris croissant des Romains civilisés pour une des choses qu'avaient le plus respectées les Romains semi-barbares :

*Tu quoscumque voles in planum effundere muros.
His aries actus disperget saxa lacertis ;
Illa licet penitus quam tolli jusseris Urbem
Roma sit.*

1. Pharsale, liv. I, v. 27, et suiv.

CHAPITRE X

RES DIVINI JURIS INNOMÉES.

Avons-nous, avec les *res sacræ*, les *res religiosæ* et les *res sanctæ*, épuisé la liste des *res divini juris* ? Bien des choses étaient à Rome l'objet d'une protection particulière dérivant de traditions religieuses, sans qu'elles fussent consacrées aux dieux d'en haut ou aux dieux mânes, et sans qu'elles eussent rien de commun avec les murailles ou avec les portes. N'est-ce pas le cas de ce Pont Sublicius qui ne pouvait être réparé qu'après l'accomplissement de solennités particulières, et que le contact du fer ne devait jamais souiller ?

N'est-ce pas aussi le cas de certaines abstractions ? Les Romains avaient donné le nom de *leges sacræ* ou *sacratæ* à des lois munies d'une sanction spéciale et auxquelles il était particulièrement imprudent de désobéir : « *Sacratæ leges sunt quibus sanctum est qui quid adversus eas fecerit, sacer alicui deorum sicut familia pecuniaque ejus.* » Pompeius Festus. Parmi ces *res divini juris* innommées nous pourrions citer certains mystères religieux ou politiques que couvraient, à l'égal des dieux eux-mêmes, les rigueurs d'une législation draconienne.

Il était interdit de rechercher la signification du mot Roma. Il était interdit de prononcer le nom du dieu caché de Rome et Valérius Soranus fut mis à mort pour

avoir contrevenu à cette défense. Nous n'insisterons pas sur ce point, notre étude étant limitée aux *res divini juris* corporelles, les seules que les jurisconsultes aient désignées sous ce nom.

Encore moins parlerons-nous des personnes que les Romains qualifiaient de *sacræ* ou de *sanctæ* (1). Nous trouvons fréquemment appliquée aux tribuns l'épithète de *sacer* :

*non nisi per nostrum vobis percussa patebunt
Templa latus, nullasque feres nisi sanguine sacro,
Sparsus raptor opes.....*

dit le tribun Métellus, dans un des morceaux qui ont le plus fait accuser Lucain de déclamation.

Pompeius Festus, s'appuyant sur l'autorité de Caton l'ancien, cherche à établir que les édiles étaient aussi des *personæ sacræ*. Mais l'examen critique de son assertion nous entraînerait beaucoup trop loin. Contentons-nous de dire que, chez les Romains, il existait certaines analogies entre les *res sacræ* et les personnes auxquelles on

1. Nous insisterons d'autant moins sur ce point, qu'il est assez difficile de savoir la signification des termes de *sacer* et de *sanctus* appliqués aux tribuns. Il semble, d'après certains historiens grecs et latins, que ces magistrats aient été en quelque sorte revêtus d'un caractère religieux : *sacrosanctus magistratus*. (Tite-Live. II, 33.). *ἐπὶ καὶ ἀσυλὸς ἀρχή*. (Dionys. VII. 22.) Cf. Cic. *pro. Balbo*, et Festus p. 318.

D'un autre côté on appliquerait l'épithète de *sacer*, *sacratus* à toutes les institutions dont l'origine se rattachait à la retraite du peuple sur le Mont Sacré, et c'était le cas du tribunat.

reconnaissait le même caractère. Plusieurs règles s'appliquent également aux temples et aux prêtres. Nous avons parlé de l'exauguration des temples. Il en existait une pour les vestales. Parvenues à l'âge de quarante ans, elles pouvaient, après l'accomplissement de solennités dont le détail ne nous est pas connu, être rendues à ce que plus tard on appela « le siècle » dans la terminologie chrétienne.

CONCLUSION

Tels sont les principaux traits de la législation qui, pendant plus de huit siècles, a régi les *res divini juris*. Nous ne reviendrons pas sur les considérations d'ordre historique et philosophique par lesquelles nous avons essayé d'expliquer la persistance dans le domaine légal d'une religion qui fit si vite place à la plus complète incrédulité. Les Romains eurent toujours le culte superstitieux du passé. Ils ne purent jamais se résoudre à faire table rase de traditions qui remontaient au temps fabuleux de Numa Pompilius. Et quand la religion ne subsista plus comme religion, elle subsista comme dernière manifestation du patriotisme.

Ajoutons que c'est, en partie, grâce à sa merveilleuse flexibilité, qu'elle put survivre à tant d'orages, et se retrouver au temps de Marc-Aurèle telle qu'elle était au temps de Porcius Caton. Les magistrats romains qui, par politique, s'étaient érigés en défenseurs de la religion nationale, eurent toujours la prudence de s'incliner devant le fait accompli ou qui était sur le point de s'accomplir. Ils luttaient avec énergie, tant que la lutte était encore possible, mais ils cédaient avec beaucoup de bonne grâce au premier signe précurseur de la défaite. C'est en 186

avant Jésus-Christ qu'eut lieu la terrible répression des bacchanales ; l'année suivante, le Sénat sévissait contre les sectateurs du culte de Cybèle.... En 144, on fait venir de Pessinonte une statue de la grande déesse, ou plutôt la pierre noire qui la personnifiait aux yeux des peuples de l'Asie-Mineure. Quatre-vingt-dix ans plus tard, en 58, Sérapis, Isis, Harpocrate et Anubis sont chassés du Capitole, malgré les protestations de la plèbe ; en 50, le consul prend lui-même la hache pour abattre la statue élevée à la déesse de Saïs. Mais le peuple s'était passionné pour la religion égyptienne qui le frappait par son rituel étrange, et qui avait sur la religion officielle l'avantage d'une philosophie presque spiritualiste.... On décida d'accepter de bonne grâce ce qu'on ne pouvait plus empêcher qu'au moyen d'exécutions violentes : César fit construire un temple à Isis. Deux siècles plus tard, la grande déesse égyptienne donnait son nom à l'un des XII quartiers de Rome.

Ce ne fut pas la faute du paganisme si le Christ n'eut point d'autels sur le Capitole à côté de Jupiter Stator et de Junon Moneta. Les dieux romains, nous l'avons vu, ne redoutaient nullement le contact des dieux étrangers. Et puis le christianisme n'avait-il pas beaucoup d'analogies avec certaines religions orientales, la religion de Mithra par exemple, qui fut très en honneur à la cour des Antonins ? Héliogabale fit mettre la statue de Jésus-Christ à côté de sa pierre noire d'Emèse. Alexandre Sévère, au dire de Lampride, l'introduisit dans son sanctuaire domestique, près d'Orphée et d'Appollonius de Tyane. Il fallut l'obstination bien légitime des premiers

chrétiens pour décourager cette bonne volonté des empereurs qui ouvraient toutes grandes aux dieux étrangers les portes de la religion romaine. Celle-ci semblait avoir pris à tâche de ménager toutes les susceptibilités autour d'elle. Accueillant avec bienveillance tout ce qu'on adorait au dehors, elle ne demandait pour son Jupiter que la présidence d'un immense conseil de dieux.

Après le triomphe définitif du christianisme, il semblait que rien ne dût plus subsister de ce qui se rattachait à l'ancien culte. Les nouveaux législateurs n'avaient aucune raison pour ménager les formules d'une religion dont ils répudiaient l'ensemble. Mais les constitutions des empereurs nous parlent encore de *res sacræ*, de *res religiosæ* et de *res sanctæ*, et leur appliquent sans beaucoup les modifier, les décisions des princes païens. La nouvelle société chrétienne subissait encore le prestige de l'ancienne religion disparue : « *Stat magni nominis umbra* (1). »

On raconte que Constantin, bien longtemps après sa conversion, ne pouvait se défendre d'une terreur superstitieuse chaque fois qu'il passait devant les ruines du

1. « Cet empire du paganisme était si inébranlablement assis que le christianisme, pour assurer sa perpétuité, dut s'en constituer l'héritier. La foi nouvelle ne put déraciner l'antique religion de Romulus et de Numa qu'en lui empruntant ce qui, dans son organisation et ses rites, était le plus cher aux Romains. Jusque dans sa hiérarchie sacerdotale et son organisation administrative, le catholicisme s'inspira de la Rome païenne. » Alfred Maury, préface *des dieux de l'ancienne Rome* de Preller, page X.

temple consacré au génie de Byzance. Il se rappelait que ce dieu s'était vengé du triomphe de la religion chrétienne en déchaînant contre la flotte impériale une redoutable tempête et en accablant de maux de toutes sortes les habitants de la nouvelle capitale qu'il avait donnée à l'empire.

ÉCONOMIE POLITIQUE

THÉORIE DU REVENU NET DE LA PROPRIÉTÉ FONCIÈRE

AVANT-PROPOS

La propriété foncière a eu cette singulière fortune d'accumuler contre elle toutes les haines et de trouver, dans presque toutes les écoles, des adversaires disposés à la charger d'anathèmes. Les utopistes, quelle que soit la source à laquelle ils puisent, la flétrissent énergiquement : c'est un fléau que Campanella veut écarter de sa fameuse « Cité du soleil, » et l'on a souvent cité la phrase de Rousseau sur le premier homme qui, « ayant enclos un champ, fut le véritable fondateur de la société civile. »

Vers le milieu du xviii^e siècle, quand l'économie politique devint une science, les communistes trouvèrent des alliés inconscients dans certains écrivains qui avaient la prétention d'analyser avec impartialité les phénomènes de la production, de la circulation et de la

répartition des richesses. Mercier de la Rivière, l'un des plus célèbres physiocrates, déclare « la puissance exécutive, de droit divin copropriétaire de la terre. » Il s'attira de la part de Voltaire un roman où le ridicule ne lui est pas épargné. Mais l'auteur de « l'homme aux quarante écus » défendait, autant que la propriété foncière, la langue française mise à la torture par le docteur Quesnay et ses disciples.

Pendant la période révolutionnaire, les utopies éconómistes furent peu en honneur. Les physiocrates, dit un contemporain, étaient « bafoués » à l'Assemblée constituante, quoiqu'on ait en 1791, et malgré les protestations de Rœderer, adopté en partie le système d'impôts qu'ils préconisaient depuis trente ans. La Convention, qui succéda à la Constituante après l'intermède de l'Assemblée législative, fit bon marché de la liberté, mais elle la respecta sous cette forme qui est précisément la propriété foncière. Robespierre obtint un décret de mort contre quiconque proposerait la loi agraire. De nombreuses confiscations furent prononcées pendant les années 1793 et 1794. Mais ce n'étaient là que des mesures de salut public, qui laissaient intact le principe devant lequel tout le monde s'inclinait, à l'exception de quelques Hébertistes précurseurs du socialisme moderne.

Puis la Révolution sombra dans la journée du 18 brumaire. Les Français, qui avaient assisté impassibles au naufrage de leurs libertés, se consolèrent en songeant que, des conquêtes du nouveau régime, il leur restait une précieuse épave. L'article 545 du Code civil, promulgué cinq ans plus tard, n'est-il pas ainsi conçu : « nul ne peut

« être privé de sa propriété, si ce n'est pour cause d'utilité publique, et moyennant une juste et préalable indemnité » ?

Après les désastres de 1815, la France retrouva dans une certaine mesure la liberté de penser et d'écrire. Des économistes audacieux analysèrent les phénomènes de la production et de la répartition des richesses. Le comte Henri de Saint-Simon fonda la grande école qui devint plus tard, la petite église de Ménilmontant. Les Saint-Simoniens proscrivaient de leur système l'institution de l'héritage. Ils n'accordaient au propriétaire qu'un droit assez illusoire, subordonné à l'arrivée d'un terme *ad quem*, pour employer la terminologie juridique, et résoluble dans certains cas.

De nombreux écrivains donnèrent la réplique aux représentants du socialisme naissant. Cette réplique, malheureusement, manquait de vigueur. J.-B. Say et ses disciples, défendaient bien la propriété, mais avec une restriction que nous retrouverons plus loin et qui domine toute l'histoire économique de ce siècle : il y avait une propriété dont ils se faisaient les champions au nom de la justice, et une autre qu'ils se bornaient à excuser au nom de l'intérêt social, un individu trouve un diamant dans des conditions légales qui lui en assurent la possession durable. Quiconque eût parlé de le lui ravir se fût brouillé avec l'économie politique. Mais écoutons en quels termes s'exprime J.-B. Say au sujet de la propriété foncière : « C'est de toutes la moins respectable ! En fait, elle a pour origine la conquête ; en droit,

« une simple convention. C'est un monopole toléré, une simple fiction légale (1). »

A quoi tenait cette défaveur ? Peut-être à certaines raisons politiques et sociales que n'osaient pas s'avouer à eux-mêmes ces économistes qui avaient la prétention de parler au nom de la science pure. Le gouvernement de la Restauration ne se préoccupait pas assez du soin de ménager les transitions, et l'on pouvait, sans trop d'injustice, l'accuser de rêver le rétablissement de la grande propriété, telle qu'elle avait existé sous l'ancien régime. Une loi douanière avait frappé de droits exorbitants les fers anglais, non pour favoriser les forges françaises, mais pour donner une plus-value aux forêts, presque toutes entre les mains des représentants de la classe nobiliaire. De légitimes protestations s'étaient élevées dans le camp des économistes, et ceux-ci n'eurent que le tort de prendre des faits contingents pour point de départ de théories qu'ils croyaient applicables à tous les temps et à tous les lieux.

Puis une grande école était née de l'autre côté du détroit et la science européenne en subissait involontairement l'ascendant. Malthus avait développé dans ses ouvrages et dans ses cours la fameuse théorie qui semble

1. Ailleurs J.-B. Say écrit : « il est heureux que personne n'ait encore dit : la terre et le soleil m'appartiennent et le service qu'ils rendent doit m'être payé. » Mêmes anathèmes de la part de Garnier, de Scrope, de Buchanan. Et M. Bénard s'exprime de la manière suivante dans le livre intitulé : *De l'influence des lois sur le développement des richesses* : « Les riches deviennent chaque jour plus riches, et les pauvres chaque jour plus pauvres. »

faire des épidémies des accidents salutaires, et des conquérants les bienfaiteurs de l'humanité. Quelques années plus tard, Ricardo, le plus grand peut-être des économistes modernes, publiait ses *Principes de l'économie politique et de l'impôt*. Ricardo était un esprit modéré, qui ne voulait pas faire de ses théories une arme de guerre entre les mains d'un parti quel qu'il fût. Mais les disciples n'imitèrent pas la sage réserve du maître. Quelques-uns même ne reculèrent pas devant la déclamation : « le revenu net foncier, disait l'un d'eux, est le produit des atteintes portées à la vraie propriété depuis l'origine des siècles ! »

Malthus et Ricardo avaient la prétention d'émettre des lois générales ayant la rigueur mathématique des lois de l'astronomie et de la physique. Il est probable qu'ils s'étaient fait illusion sur ce point. On les a accusés, et nous les accusons pour notre part, d'avoir érigé en principes généraux certains faits particuliers, fort peu concluants par eux-mêmes, qu'ils avaient quotidiennement sous les yeux. La propriété foncière, telle qu'elle existait en Angleterre, méritait tous les anathèmes, et l'avocat le plus éloquent obtiendrait bien difficilement son absolution. On a tout dit contre cette législation qui faisait du revenu de la terre le monopole de quelques privilégiés. N'oublions pas, du reste, que le gouvernement anglais avait, depuis 1793, surélevé ses tarifs de douanes et donné une plus-value anormale à la propriété foncière, en écartant les blés étrangers des marchés de la Grande-Bretagne. Tels sont les faits purement accidentels dont Malthus et Ricardo n'ont pas compris le caractère contin-

gent. Banfield traite la doctrine de Ricardo de matérialisme étroit et absurde. Ecartons la deuxième épithète, qui n'est pas de mise quand il s'agit d'un des écrivains qui ont le plus honoré la science économique ; mais retenons la première dont la suite de notre étude nous démontrera la vérité.

Ricardo et ses disciples ont voulu faire pour l'économie politique ce que Spinoza avait fait pour la philosophie. Ils ont remplacé la méthode expérimentale par la méthode déductive, et, dans une science qui doit être avant tout une science d'observation, ils ont multiplié les hypothèses à l'infini.

Ce n'est pas que nous voulions bannir les raisonnements *à priori* de l'économie politique. Mais, dans les phénomènes économiques, il est juste de faire la part de la volonté humaine, facteur éminemment variable, que nous ne retrouvons pas toujours à une époque, ce qu'il était à une autre époque, et, dans un lieu, ce qu'il est dans un autre lieu. « Il ne faut pas, dit M. Leroy Beaulieu, considérer « les phénomènes économiques comme subissant l'impulsion des lois naturelles avec la docilité que montrent « les phénomènes physiques à obéir aux grandes lois générales. Il y a, dans les phénomènes économiques, une « certaine cause perturbatrice qui est la spontanéité humaine (1). »

1. *Essai sur la répartition des richesses*, p. 198. Cliffe Leslie, à propos d'une question spéciale, exprime cette vérité sous une forme encore plus frappante : « les bras, dit-il, ne se déplacent pas sous l'influence des lois économiques, comme le liquide sous l'influence des lois de la pesanteur. »

Quoi qu'il en soit de ces critiques dont la suite de notre étude montrera, nous l'espérons, le bien fondé, constatons que l'école de Malthus et de Ricardo a exercé une influence prépondérante sur le développement de la science économique au XIX^e siècle. Elle a été la source à laquelle tout le monde est venu puiser, et, comme il arrive le plus souvent, la fantaisie des admirateurs a dénaturé la doctrine des maîtres. Malthus avait beau ne pas prendre lui-même sa théorie au sérieux, et déclarer qu'ayant « trouvé l'arc trop courbé d'un côté, il l'avait courbé de l'autre, » ses disciples y ont vu l'expression de la vérité scientifique et l'auteur de l'*Essai sur le principe de la population* est devenu, sous la plume de ses panégyristes, une sorte d'Holbein de l'économie politique, un théoricien de la mort (1).

1. A. Blanqui (liv. 1, page 129) cite une phrase de Malthus qui prouve surabondamment, combien peu il s'abusait lui-même sur la valeur scientifique de ses propositions : « il est très probable, disait-il, qu'ayant trouvé l'arc trop courbé d'un côté, j'aie été porté à le trop courber de l'autre, dans la vue de le rendre droit; mais je serai toujours disposé à faire disparaître de mon ouvrage ce qui sera considéré par des juges compétents, comme ayant une tendance à empêcher l'arc de se redresser et de faire obstacle au progrès de la vérité. »

Ajoutons que dans les dernières éditions de l'*Essai sur le principe de la population*, Malthus a supprimé le fameux passage ainsi conçu : « un homme qui naît dans un monde déjà occupé, si sa famille n'a pas les moyens de le nourrir, ou si la société n'a pas besoin de son travail, cet homme n'a pas le droit de réclamer une portion quelconque de nourriture. Il est de trop sur la terre. »

Enregistrons en outre le commentaire que donne à sa pensée Malthus dans le chapitre premier du livre V de son ouvrage : « c'est,

Les socialistes, eux aussi, ont fait de nombreux emprunts à Malthus et à Ricardo qui avaient attaqué la propriété foncière, tout en se gardant soigneusement d'en prêcher la destruction. Nous ne parlons pas, bien entendu, de ceux d'entre eux qui sont, comme Lassalle et Karl Marx, des disciples émancipés de l'école anglaise. Les autres socialistes, le plus grand nombre, ont pris à Ricardo, non pas ses idées, mais quelques unes de ses formules. Ils se sont emparés de ces expressions d'« utilité gratuite, de capital incréé, de productivité native » que l'on rencontre à chaque instant dans les écrits des économistes malthusiens. Nous expliquerons plus loin quelle était sur ce point la véritable pensée de ces derniers, et nous montrerons que leurs plagiaires ne se sont pas toujours donné la peine de bien les comprendre. Mais l'école socialiste est avant tout une école de combat. Elle prend de toutes les mains les arguments qui paraissent favorables à sa doctrine, et s'empare de toutes les concessions, sans se livrer à une exégèse savante des textes où elles sont renfermées !

Il semblerait que les économistes optimistes, ceux qui défendent le revenu foncier au double point de vue de l'utilité sociale et du droit, aient dû se garder de ces emprunts, tout au moins compromettants pour la thèse dont ils veulent assurer le triomphe. Je reconnais qu'ils ont

« méconnaître entièrement mes principes que de m'envisager
« comme un ennemi de la civilisation : je crois que l'intention
« du Créateur est que la terre se peuple ; mais il veut qu'elle se
« peuple d'une race saine et vigoureuse, non d'une race sou-
» frante, vicieuse et misérable. »

laissé ses idées à Malthus et qu'ils le flétrissent, lui et Ricardo, en termes quelquefois énergiques. Mais ils leur prennent souvent leurs expressions d'utilité gratuite, de monopole naturel (1). Ils se réfèrent à chaque instant à la terminologie dont les écrivains de l'école anglaise ont essayé de faire la langue même de l'économie politique.

Nous insisterons d'autant moins sur ce point, que l'histoire nous offre de nombreux exemples d'auteurs habitant leurs idées d'un dialecte scientifique ou littéraire qu'ils avaient trouvé tout fait, qui régnait en maître de leur temps, et dont ils n'ont pas osé s'affranchir. On connaît l'anecdote du cardinal Bembo, grand latiniste, qui s'avisa un jour, dans une de ses épîtres, d'employer à propos de Dieu l'expression de « *dii immortales*. » Cela ne l'a pas empêché cependant de vivre dans l'intimité de Léon X et de faire bonne figure à la cour de Jules II. Bastiat, Adolphe Blanqui et leurs disciples se sont montrés tout aussi malheureux dans le choix des termes, et la science économique ne doit pas leur en garder rigueur. Reconnaissons, du reste, que peu à peu il sont épuré leur terminologie pour la mettre finalement en accord avec leurs doctrines.

Telle est, en ce qui concerne la question du revenu foncier, la position respective des diverses écoles qui se partagent le domaine de l'économie politique. Essayons main-

1. F. Bastiat : « Si un *monopole* devait plus que tout autre révolter la conscience humaine, c'était sans doute celui qui s'appliquait aux choses les plus nécessaires à la vie.

tenant de déterminer la nature de ce revenu, et de justifier sa légitimité, à l'encontre de ceux qui ne voient en lui que le résultat d'une usurpation primitive ou que l'effet des lois du hasard.

CHAPITRE PREMIER

DÉFINITION DU REVENU NET

C'est à un triple point de vue que la science juridique considère les rapports du propriétaire et de sa chose. Elle lui reconnaît d'abord ce droit que les romanistes appellent *jus utendi*, et qui est, des attributs du *dominium*, le moins important aux yeux de l'économiste. La propriété serait, en effet, une institution de bien peu de valeur sociale, si elle ne donnait à celui qui détient un champ que la faculté de s'y promener, à celui qui possède une forêt que la faculté de s'asseoir à l'ombre de ses arbres.

Sans nous préoccuper du *jus abutendi*, mentionnons, à côté du *jus utendi*, le *jus fruendi*, qui ne s'en distingue pas toujours très nettement. Des trois attributs que les jurisconsultes reconnaissent au propriétaire, c'est celui qui tient la plus grande place dans l'économie politique, qui n'est que la science des richesses. Le *jus utendi*, c'est le droit de retirer de la chose appropriée tout ce qu'elle est susceptible de produire, le droit, en un mot, de faire sien le revenu qu'elle peut donner.

L'ensemble des produits de la terre que le propriétaire perçoit en vertu de son *jus fruendi*, tel est, suivant nous, le revenu foncier, et nous ne pouvons accepter qu'en faisant une réserve rendue presque inutile par la suite du

passage que nous allons citer, la définition de M. Léon Walras : « j'appelle, dit-il, revenu, toute espèce de
« richesse sociale qui se consomme immédiatement, toute
« chose qui ne subsiste plus après le premier service
« qu'elle rend ; bref ce qui ne sert qu'une fois. (*Eléments
« d'économie politique pure* p. 213.) » Dans certains cas, en effet, les produits peuvent être ultérieurement transformés en instruments de production, sans que, pour cela, le propriétaire doive cesser d'inscrire leur valeur à la colonne de ses recettes. Je possède une prairie dont j'utilise le foin sous forme d'engrais : ce foin cessera-t-il de faire partie de mon revenu, parce qu'en le faisant entrer dans la composition de ma terre, je l'aurai transformé, selon les cas, en capital périssable ou impérissable ? Ne sera-t-il pas, en quelque sorte, représenté dans mon patrimoine par les quelques centaines de francs qu'il m'a permis d'économiser ? Le revenu pour nous est adéquat à la somme totale des produits, de ceux tout au moins qui ont une valeur en échange, sans que nous ayons à nous occuper de la destination que lui donne ultérieurement celui qui l'a perçu en vertu de son droit de propriété ou d'usufruit.

Ce revenu, l'analyse nous le révèle aussi bien dans un meuble que dans un immeuble. Le croît des troupeaux est assimilable aux récoltes que produit un champ et aux fruits que l'on cueille sur un arbre. D'un titre de rente, on détache des coupons, une société de commerce ou d'industrie donne à ses membres des dividendes, malgré la nature mobilière des actions ou des parts d'intérêts qui composent son capital.

Mais le revenu foncier est, en quelque sorte, le revenu primordial à l'image duquel l'esprit humain se représente involontairement tous les autres. Les coutumes de l'ancien droit ne considéraient-elles pas les rentes perpétuelles (1) comme des *nominu juris*, absolument distinctes de la série des arrérages qui les composent, et produisant des fruits qui sont avec elles dans la même relation que la gerbe avec le champ de blé ?

Le prêt à intérêt a été l'objet de longues prohibitions auxquelles a mis fin la révolution de 1789. Les docteurs en Sorbonne qui faisaient interdire ce qu'ils n'ont jamais voulu distinguer de l'usure, se retranchaient invariablement derrière deux préceptes, appartenant l'un à l'Ancien et l'autre au Nouveau Testament : « *non fœneraberis fratri tuo mutuum date nihil inde sperantes* ». Mais il est probable qu'ils obéissaient aussi à un préjugé économique

1. « Ces arrérages que le créancier d'une rente constituée a « droit de percevoir sans aucune altération ni diminution du « capital de la rente, *étant quelque chose qui ressemble au revenu* « *annuel et perpétuel que les véritables immeubles, c'est-à-dire les* « *héritages, produisent à ceux qui en sont propriétaires*, on en a « conclu que les rentes constituées, qui tendent à recevoir le « revenu annuel et perpétuel que produit le capital de la rente « sans aucune diminution de ce capital, étaient une espèce de « biens ressemblant aux immeubles et qui devaient être rangés « sous la classe des biens immeubles. » — Pothier, *Traité du contrat de rente*, chap. V, art. 1, n° 112.

Ajoutons que Pothier penchait à ranger les rentes viagères elles-mêmes dans la classe des immeubles, et qu'un arrêt du 4 août 1729 (Denizart, *v^o-communauté*, n° 84) semble avoir confirmé son opinion.

que partageait du reste Aristote dont ils se réclamaient si souvent, *ὁ τιττεῖ ἀργυρίον* ; disait leur maître... Rien de plus vrai, si nous ne distinguons pas le revenu en général du revenu particulier qui est le produit de la nature ! Il fallut tous les efforts de Turgot, de Bentham et des économistes pour faire abroger une règle qui tenait à l'un des préjugés les plus enracinés de l'esprit humain.

Le revenu foncier se compose de plusieurs éléments, ou plutôt il reçoit des jurisconsultes divers noms, suivant les circonstances qui ont présidé à sa naissance. Sommes-nous en présence d'un de ces biens qui, sans le secours de l'homme, produisent tout ce qu'ils peuvent produire ? La loi se sert de l'expression de « fruits naturels », réservant la désignation de « fruits industriels » à ceux qui sont le résultat de la mise en culture, et celle de « fruits civils » à ceux que le propriétaire n'obtient que grâce à l'intermédiaire d'un locataire ou d'un fermier.

Nous aurons plusieurs fois, dans le cours de notre étude, à revenir sur cette distinction. Pour le moment, faisons une distinction plus générale se référant, non plus à la nature du revenu, mais à sa cause, et, pour employer l'expression des philosophes, à la substance qui le produit.

Il existe deux sortes de propriété foncière, la propriété bâtie et la propriété non bâtie, qui diffèrent entre elles par leur origine, par le degré de légitimité qu'elles présentent, et par les règles spéciales auxquelles les soumettent la plupart des législations (1). Ajoutons que, dans le cours

1. Une loi française du 17 août 1835, sépare l'impôt des terres de l'impôt des propriétés bâties.

de notre étude nous nous occuperons beaucoup plus de la seconde que de la première. Dans quelques coutumes du moyen âge, dans la très ancienne loi russe, on ne distinguait pas une maison d'un meuble quelconque, et il y avait à cela plusieurs raisons dont la plupart tiennent à des règles de droit, mais dont l'une, tout au moins, se réfère à l'un des principes généraux de l'économie politique. C'est que la propriété bâtie, indépendamment du sol sur lequel les constructions s'élèvent, se compose d'objets mobiliers que, seule, une fiction a transformés en immeubles. Le travail humain apparaît ici, tandis qu'il est beaucoup moins nettement perceptible dans la propriété foncière proprement dite, à laquelle certaines écoles donnent pour origine un acte de spoliation violente, tandis que d'autres écoles ne considèrent dans le revenu qu'elle produit que l'œuvre du pur hasard.

Mais laissons-là ces distinctions dont nous tirerons parti dans la suite de notre étude. Ce que nous avons dit nous permet de donner une définition du revenu brut : c'est, en quelque sorte, le résultat de la production avant qu'on en ait éliminé les éléments de toute sorte qui ne font pas plus partie du produit, que les échafaudages ne font partie du monument. Procédons maintenant à cette série d'éliminations qui fera sortir du revenu brut le revenu net.

Retranchons d'abord du produit total les frais de culture, et ce qu'on pourrait appeler les dépenses périodiques d'entretien. On connaît l'adage du droit romain : *non sunt fructus nisi deductis impensis*, qui a passé dans l'article 548 du code civil et qui n'est que le corollaire

de l'adage beaucoup plus général ; « *non sunt bona nisi cere alieno de deducto.* » Ces frais comprennent les salaires des ouvriers et des auxiliaires de toute sorte dont la collaboration avec le propriétaire a contribué à la formation du produit, et dont la créance est quelquefois garantie par une disposition de faveur ; les dépenses courantes de réfection du sol, car suivant expression de Carey, une terre qui ne reçoit pas d'engrais est dans la situation d'une banque à laquelle on emprunterait toujours sans jamais lui restituer rien ; l'achat de semences et d'ustensiles aratoires, dont le prix, fourni par le propriétaire, vient en déduction de son revenu brut.

Jusqu'ici nous n'avons porté notre attention que sur que sur les capitaux incorporés périodiquement à la terre, sans nous occuper de ceux qui correspondent à ce que le docteur Quesnay, appelle quelque part « les dépenses primitives » qu'on pourrait appeler avec plus de justesse « les dépenses d'établissement. » Nous avons déduit les premières du revenu brut ; faut-il déduire de ce même revenu la somme par laquelle peut se chiffrer l'intérêt des secondes ? Supposons un emplacement inculte, sur lequel on a desséché des marais, enlevé les pierres, changé l'action mécanique du sol en mêlant, par exemple, l'argile au sable, et la terre végétale au silice ; dépenses qui, par hypothèse, s'élèvent à 10000 fr. Si ce fonds donne plus tard un revenu brut de 1000 fr., devons-nous en déduire les 500 fr. qui représentent l'intérêt de 10000 fr. qui ont été pour ainsi dire confondus avec la terre ?

Nous aurons plus loin l'occasion de développer la théorie de Carey et de Bastiat, d'après laquelle

il n'est pas de propriété qui n'ait absorbé en capitaux beaucoup plus que sa valeur vénale. Supposons un immeuble acquis au prix de 100.000 fr. et dont le rendement moyen est de 5.000 fr. Il faudrait déduire de ce dernier chiffre 5.000 fr. d'intérêts, si la somme représentant l'amortissement des capitaux incorporés à la terre devait être retranchée du produit total. Il n'y aurait plus à proprement parler de revenu net, et Carey, Bastiat, Blanqui, qui en parlent maintes fois dans le cours de leurs ouvrages, seraient tombés dans la plus grossière des contradictions.

Il nous est heureusement facile de les tenir quittes de ce reproche, en invoquant en leur faveur un argument de pur bon sens : c'est que, dans une évaluation quelconque, la même valeur ne doit jamais être comptée deux fois. Reprenons notre exemple de tout à l'heure, et supposons que le capitaliste dont nous avons parlé ait possédé avant son acquisition, une fortune totale de 500,000 fr. produisant 25,000 fr. de revenu. La composition de ce patrimoine est changée, mais peut-on dire qu'il soit diminué, et ne tomberait-on pas dans le plus grossier des paralogismes si l'on en faisait ainsi l'évaluation : 400,000 fr. produisant 20,000 fr. de revenu, et un immeuble de 100,000 fr. dont le revenu net, déduction faite de ce qui constitue l'amortissement des capitaux qui lui ont été incorporés depuis l'origine des temps, peut se chiffrer par zéro ? Je me trouverais, grâce à ce singulier calcul, appauvri de 5000 fr.

Pour arriver à la détermination du revenu net, il convient donc de ne retrancher que les dépenses qui ont un

caractère périodique ou accidentel, que je suis obligé d'acquitter moi-même et dont je ne me suis pas rédimé, grâce à une augmentation de mon prix d'achat.

Faut-il également déduire les taxes de toute sorte qui grèvent la propriété foncière ? Cela est de toute évidence pour celles de ces taxes, dont le produit est spécialement affecté à tel ou tel fonds. Je suis dans un des cas prévus par l'article 30 de la loi du 16 septembre 1807 sur le dessèchement des marais, ou bien je fais partie d'une de ces associations syndicales forcées qu'organise la loi du 21 juin 1865. Il s'agit, par exemple, de travaux de colmatage ou de défense contre la mer, travaux qui doivent donner une plus-value notable à la terre que je détiens. Le montant des cotisations que je paierai, et qui seront recouvrables chaque année selon les règles prescrites pour les contributions directes, grèvera mon revenu brut et servira à la détermination de mon revenu net.

J'en dirai autant de l'impôt foncier proprement dit, mais en faisant une restriction importante (1) : l'impôt

1. De ce que nous venons de dire, il semble résulter que, pour nous, l'impôt foncier doit porter sur le revenu brut, puisque le revenu net n'apparaît, dans la théorie que nous développons, que quand on a déduit du produit total le montant des taxes diverses qui grèvent la propriété terrienne.

La loi du 3 frimaire, an VII, donne pour assiette de l'impôt foncier le revenu imposable, qui n'est, en somme, que le revenu net calculé sur une moyenne de 15 ans après déduction des deux années les plus fortes et des deux années les plus faibles. Il semble que ce système soit d'une logique irréprochable, et que le système contraire, celui de la dime, mérite toutes les critiques dont il a

n'est autre chose que l'ensemble des frais généraux de la société. Dans l'exploitation agricole, il est de toute justice de tenir compte de ces frais qu'elle acquitte sous la forme particulière de la taxe foncière, pour arriver à la détermination de ses bénéfices. Mais l'impôt de la terre a souvent un autre caractère. Son taux n'est plus de 2 0/0, de 3 0/0 ou de 4 0/0 comme chez nous, mais de 10, 15, ou 20 0/0. C'est ce qu'un député socialiste de la convention de Californie, appelait une taxe de nivellement ou de redressement social. On est alors en présence d'une véritable mesure de confiscation, que, seuls, les adversaires de la propriété foncière peuvent déclarer légitime et qui porte atteinte au revenu net, bien loin de servir à l'isoler du revenu brut.

Arrivé à ce point de notre étude, nous pouvons essayer de donner une analyse du revenu net, tâche que rend particulièrement difficile l'ambiguïté de la terminologie économique, où le mot de rente est souvent employé pour

été l'objet de la part des économistes, des philosophes et des historiens.

Nous n'en disconvenons pas. Mais le tout est de s'entendre sur la signification du terme de *revenu net*. C'est, pour la science financière, ce qui subsiste du produit total quand on en a déduit les impenses de la production. Soit un revenu de 1000 fr., qui n'a été obtenu que moyennant 500 fr. de frais de culture. Le revenu net imposable sera de 500 fr., ou plutôt du chiffre qui représentera la moyenne qui sert de base d'évaluation d'après la loi du 3 frimaire an VII. Mais l'économiste se place à un autre point de vue. Il ne donne le nom de revenu net qu'à ce qui reste entre les mains du propriétaire après qu'il a acquitté toutes les charges, et, parmi ces charges, figure l'impôt.

désigner ce qui reste entre les mains du capitaliste après l'acquittement de ses impenses : « la rente, dit Malthus, « est la portion de la valeur de tout le produit qui reste au « propriétaire après qu'il a payé tous les frais de culture, » et Ricardo le reprend à ce propos : « M. Malthus » dit l'auteur des *Principes de l'économie politique et de l'impôt*, « a expliqué d'une façon satisfaisante « la théorie de la rente, et il a fait voir qu'elle monte « ou s'abaisse suivant les avantages de fertilité des « différentes terres en culture. Mais il est tombé dans « quelques erreurs. Une de ces erreurs consiste à dire « que la rente est un profit net, une nouvelle création « de richesse. » *Principes*, ch. XXXII, p. 372 et 373. Tâchons de ne pas tomber dans la même confusion (1) que

1. Cette confusion se retrouve dans les œuvres de tous les écrivains de l'école physiocratique et la plupart des disciples de Ricardo ne distinguent pas toujours le revenu net de la rente. La seconde est pourtant au premier ce que la partie est au tout. La rente, nous l'expliquerons plus loin, est une sorte d'honoraire, de bénéfice purement gratuit dont certaines écoles font l'attribut de la propriété. Elle ne comprend pas le profit destiné à compenser les risques et à rémunérer le travail sous toutes ses formes. Voici maintenant comment M. Léon Walras explique la confusion dans laquelle sont tombés à ce sujet certains économistes de l'école anglaise : « cette école, dit-il, suppose que les capitalistes sont des entrepreneurs qui désintéressent les propriétaires fonciers en leur remettant sous forme de fermages, l'excédent des produits dus aux qualités supérieures des terres. » Un propriétaire qui exploite sa terre perçoit un revenu net qui comprend le profit courant et la rente, à supposer que la rente ne soit pas une invention de Malthus

Malthus, et faisons notre possible pour écarter de notre définition du revenu net tout ce qui appartient à la rente, même le terme qui sert à la désigner.

Le revenu net, disons-nous, est la portion du produit total qui, déduction faite de celle qui sert à couvrir les frais et les charges de la production, demeure libre entre les mains du propriétaire, et constitue un excédent.

et de Ricardo ; un propriétaire qui l'affirme ne perçoit que la rente. Mais les économistes de l'école anglaise ne s'occupent guère que du second cas.

CHAPITRE II

REVENU BRUT ET REVENU NET

Il semble, d'après ce que nous venons de dire, que l'économie politique n'ait pas à se préoccuper du revenu brut. Un critique d'art qui apprécie une statue se soucie-t-il du bloc de marbre dont elle a été tirée ? Ne faut-il pas, autant que possible, isoler par la pensée ce qui, dans la production, n'a été qu'un moyen, de ce qui en constitue le but ? n'envisager, en un mot, dans le travail humain que l'excédent qu'il laisse, c'est-à-dire le revenu net ?

Nous n'admettons pas ce point de vue qui est celui d'une école qui fait de la science économique la science des richesses dans le sens le plus étroit de ce mot. Sismondi fut surtout un historien, mais il eut toujours une conception élevée de ce que doit être l'économie politique et il a protesté en termes énergiques contre la tendance de certains écrivains à la confondre avec la chrématistique. Il a peut-être été trop loin, et cela tient aux préjugés socialistes dont il ne s'est jamais complètement dégagé. Disons seulement que les deux sciences opposées l'une à l'autre par Sismondi, n'ont pas le même but et reposent sur des principes différents. L'économie politique considère surtout dans les richesses le bien-être qu'elles procurent. La chrématistique, science objective par excel-

lence, se borne à faire en écus et en pièces d'or l'évaluation du travail humain secondé par le travail de la nature.

Adam Smith, et, après lui, de nombreux économistes parmi lesquels nous trouvons J. B. Say (1), ont proclamé les avantages que retire un pays de l'élévation de son revenu brut. Montrons, par quelques exemples empruntés à l'histoire, la justesse de leur point de vue.

Au temps de Caton l'ancien, l'Italie centrale était, malgré l'accaparement d'une partie de l'*ager publicus*, un pays de petite propriété où dominait la culture des céréales. Le revenu brut qu'obtenaient les détenteurs du sol atteignait un chiffre élevé ; ajoutons que les frais d'exploitation étaient assez considérables. L'institution de l'esclavage existait bien ; mais c'était l'esclavage des premiers siècles de la République, mitigé par le semi-respect qu'éprouvaient les Romains pour des hommes de même race, de même langue et de même religion qu'eux. Les esclaves étaient plus que des bêtes de somme que l'on se contente de nourrir ; c'étaient presque des ouvriers recevant de véritables salaires. Mais les Romains prirent le goût de la richesse au contact des peuples opulents qu'ils avaient vaincus, et il commencèrent à écouter les conseils que l'auteur du *de re rustica* donne à ses contemporains. Caton était un médiocre agronome, un mauvais médecin, un homme politique qui ne savait pas toujours

1. « C'est à bon droit, dit J. B. Say, qu'à ne considérer que les « intérêts nationaux, Smith fait cas d'un gros revenu brut, « c'est-à-dire d'une grande masse d'utilité produite. On ne devrait parler de revenu net que lorsqu'il est question des intérêts d'un particulier par opposition à ceux d'un autre. »

éviter le ridicule. Mais il rachetait ces défauts par un manque de sensibilité que fait de lui l'un des précurseurs de l'école chrématistique. Le fameux mot dans lequel il assimile les bœufs et les esclaves contient en germe toute la théorie du fonds des salaires. En ce qui concerne le mode d'exploitation de la propriété foncière, il ne cessait de répéter que la culture du blé était une culture ruineuse, qu'il fallait arracher les plantations pour les remplacer par des pâturages. (Cicero, *de officiis*, 2, 25, 89. Plutarque, *Cato major*, id. Columelle): on ferait ainsi l'économie de nombreuses journées de travail. Le revenu brut diminuerait sans doute, mais le revenu net augmenterait, et un propriétaire intelligent ne doit pas considérer autre chose.

Le conseil fut suivi quelque quarante ans plus tard, ou, plutôt, les détenteurs du sol italien firent ce qu'avait préconisé Caton, sans avoir probablement lu son livre. On mit à feu les champs de blé, ne laissant debout que les oliviers et les plants de vigne, dont on tirait de beaux revenus, grâce à la destruction, dans la Gaule cisalpine et ailleurs, de toutes les cultures similaires. L'Italie centrale ne fut plus qu'une suite ininterrompue de pâturages où quelques esclaves germains faisaient paître d'immenses troupeaux. Les propriétaires s'enrichirent ; mais les paysans de l'Ombrie, de la Campanie et du Latium furent réduits à l'état de mendiants.

Ce fut la cause principale de la décadence du peuple romain, et Lucain semble l'avoir bien compris. Dans le premier livre de la Pharsale, où il analyse magistralement les phénomènes qui précédèrent, accompagnèrent et

suivirent la chute de la République romaine, il flétrit énergiquement la grande propriété, ou plutôt la propriété qui ne nourrit que ses maîtres : c'est celle qui, dans toute l'Italie, a remplacé les anciens citoyens par des mendiants prêts à acclamer quiconque leur fera l'aumône d'un peu de pain :

*Tunc longos jungere fines
Agrorum, et quondam duro sulcata Camilli
Vomere et antiquos Curiorum passa ligones
Longa sub ignotis extendere rura colonis.* (V. 175 et s).

Pendant toute la durée de l'empire romain, le sol de l'Italie appartient à un petit nombre de maîtres. Ils en tiraient des revenus que la statistique n'a pas souvent enregistrés depuis. Mais la grande masse de la population était plongée dans une profonde misère. Les petits propriétaires et les fermiers n'existaient plus, et leurs descendants pouvaient à peine gagner, sur les terres d'autrui, maintenant livrées à quelques esclaves, de quoi ne pas mourir de faim (1).

Cette tendance des possesseurs du sol à augmenter leur revenu net en diminuant les frais de culture, domine toute l'histoire économique de l'Angleterre (2). On a cité et

1. Rappelons le fameux mot de Pline : *latifundia perdidere Italiam*.

2. Thomas Morus, dans son *Utopie* appelle, les moutons des « animaux voraces qui broutent les hommes comme l'herbe, et dévastent à la fois la campagne et la ville. »

recité l'exemple de la duchesse de Sutherland. Elle était propriétaire d'une partie de l'Ecosse, et ses domaines, cultivés en céréales, lui donnaient un revenu brut d'environ 8000 L. st. dont la moitié était absorbée par le salaire des ouvriers agricoles de toute sorte. La duchesse s'avisa un beau jour que rien ne serait plus facile pour elle que d'augmenter son revenu net. Par son ordre, toutes les cultures existant sur ses domaines furent supprimées et l'herbe remplaça partout l'orge et le seigle. Il n'est pas besoin d'une bien grande intelligence pour faire paître des moutons, et quelques enfants, que l'on paie 1/2 schelling par jour, peuvent s'acquitter de ce soin au plus grand profit du maître qui les emploie. Le revenu brut de la duchesse de Sutherland diminua sans doute, mais son revenu net dépassa de beaucoup ce qu'il était auparavant. Ce que nous avons dit de l'Ecosse, nous pourrions le dire de la plus grande partie de l'Angleterre ; bien heureux que l'histoire ne nous oblige pas à enregistrer pour la France une pareille constatation !

Citons en dernier lieu l'exemple de l'Andalousie. C'était, au temps des Antonins, une des provinces les plus fertiles et les plus riches de l'empire ; 400 ans plus tard, elle n'eut pas trop à se plaindre des Vandales, et, après le ix^e siècle, elle n'eut qu'à se louer des Maures. Le sol y était entre les mains de nombreux propriétaires qui nourrissaient sur leurs champs des centaines de milliers de fermiers et d'ouvriers agricoles de toute sorte. Après la conquête de Grenade par Ferdinand et Isabelle la Catholique, la grande culture se substitua à la petite dans toute l'Espagne méridionale et les pâturages rempla-

cèrent les champs de blé. Voici en quels termes M. Elisée Reclus apprécie cette transformation : « l'Andalousie est un pays
« de grande culture. Les domaines princiers y abondent
« et sont de véritables états. Au temps de la conquête
« sur les Maures, lorsque le pouvoir royal, fort d'une
« longue tradition et consolidé par la conquête, en était
« arrivé à tenir les peuples en parfait mépris, les grands
« seigneurs castillans firent découper le pays en immen-
« ses domaines, et chacun prit le sien. Nombre de ces
« propriétés, consistant en excellentes terres, situées sous
« les meilleurs climats, sont transformées en pâturages. »
Divisons le Sud de l'Espagne en carrés d'un hectare
chacun et additionnons les revenus nets produits. Je ne
dis pas que ce revenu net total sera supérieur à ce qu'il
était du temps des Maures, la richesse engendrant une
certaine satiété (1) ; mais il le sera certainement, chaque

1. Ajoutons que l'accaparement du sol par quelques particuliers a pour effet inévitable de remplacer à bref délai les propriétés de rapport par des propriétés d'agrément. Citons à ce propos un fragment d'un remarquable discours prononcé par Léone Lévi à la Société des arts, et dans lequel il montre les grands propriétaires anglais, qui s'étaient enrichis par la substitution des pâturages aux champs de blé, transformant leurs pacages en forêts, et sacrifiant ainsi dans une certaine mesure leur richesse à leurs plaisirs. « Dépeupler le pays et convertir
« les terres arables en pâturages, c'était en premier lieu, le
« moyen le plus commode de se faire des revenus sans frais ;
« mais, bientôt, la substitution des *deer forests* aux pacages de-
« vint un événement ordinaire dans les Highlands : le daim en
« chassa le mouton, comme jadis le mouton en avait chassé
« l'homme..... d'énormes districts qui figuraient dans la statis-

fois que nous serons en présence de propriétaires soucieux de faire rendre à leurs terres le maximum de ce qu'elles peuvent rendre. En tout cas, le bien-être a diminué dans les provinces de l'Espagne méridionale. L'Andalousie est l'une des régions de l'Europe les plus accessibles aux idées socialistes, et, pendant l'année 1873, elle a été le théâtre d'une insurrection formidable qu'ont suivie des représailles terribles.

Ces exemples et bien d'autres que nous pourrions citer, prouvent surabondamment la fausseté du point de vue de la chrématistique. Elle additionne les chiffres de la production, croyant ainsi additionner le bien-être (1). Elle oublie qu'une bonne répartition des richesses en double ou en triple le prix. Etendez un mètre cube d'engrais

« tique de l'Écosse comme des prairies d'une fertilité et d'une
« étendue exceptionnelles, sont maintenant perdues pour la cul-
« ture et consacrées aux plaisirs d'une poignée de chasseurs. »

1. Citons à ce propos un passage de Droz, reproduit par A. Blanqui, dans son *Histoire de l'économie politique*. « Ne pre-
« nons pas, dit-il, les richesses pour but ; elles ne sont que le
« moyen. Leur importance résulte du pouvoir d'apaiser les
« souffrances, et les plus précieuses sont celles qui servent au
« bien-être d'un plus grand nombre d'hommes. Le bonheur des
« États dépend moins de la quantité de produits que de la ma-
« nière dont ils sont répartis. Aucun pays n'est aussi remarquable
« que l'Angleterre sous le rapport de la formation des richesses.
« En France, leur distribution est meilleure : j'en conclus qu'il
« y a plus de bonheur en France qu'en Angleterre. En lisant
« certains économistes, on croirait que les produits ne sont pas
« faits pour les hommes, mais que les hommes sont faits pour
« les produits. »

sur un petit espace de terre, la production en sera plutôt étouffée que stimulée, mais il fertiliserait un hectare.

Le développement du bien-être, telle doit être la préoccupation de l'économie politique, qui est, suivant la belle expression de Rossi, une science d'humanité et non d'algèbre. Elle doit avoir à cœur de faire mentir cette prophétie que Proudhon a formulée à peu près ainsi : « Tout propriétaire nourrit au fond de l'âme cette pensée homicide d'accroître son revenu net, et les travailleurs se trouvent incessamment éliminés du sol : la propriété sera la dépopulation de la terre. » C. E. II, 217.

CHAPITRE III

LA PROPRIÉTÉ FONCIÈRE N'EST PAS LA SEULE QUI SOIT PRODUCTIVE D'UN REVENU NET

Grâce à une série d'éliminations, nous avons dégagé le revenu net du revenu brut, et montré la relation qui dans une science économique bien faite, doit exister entre ces deux formes du produit total. Avant d'aborder la théorie de la rente, une question nous reste à examiner, question oiseuse ou qui nous paraît telle aujourd'hui, mais qui a tenu une grande place au siècle dernier dans les controverses d'école. Le travail agricole donne un excédent : c'est une vérité qui est proclamée par les socialistes, par les disciples de l'école anglaise et par les écrivains qui, prenant leurs inspirations tantôt à droite tantôt à gauche, forment dans l'économie politique une sorte de tiers-parti. Mais trouvons-nous dans le produit de tout travail le même revenu net venant s'ajouter à ce qui constitue l'amortissement du capital dépensé ? Devons-nous, au contraire, n'attribuer une productivité véritable qu'à la propriété foncière, comme semble l'avoir soutenu au siècle dernier une école illustre, dont les théories ont eu pour défenseurs Quesnay, Condorcet et

Turgot? L'analyse du revenu net, telle que nous la trouvons dans les écrits des physiocrates, est d'une rigueur philosophique qui ne laisse rien à désirer. Ces écrivains, malgré les épigrammes dont les cribla Voltaire, n'avaient pas usurpé leur réputation de profonds penseurs. Les articles *Fermiers* et *Grains* de l'Encyclopédie, les *Maximes générales* et le *Tableau économique du gouvernement de la France*, qui ont pour auteur le docteur Quesnay sont au nombre des ouvrages dont s'honore le plus la science économique. J'en dirai autant des *Réflexions sur la formation et la distribution des richesses* que publia Turgot en 1766, et de la *Physiocratie* de Dupont de Nemours. Mais Quesnay, Mercier de la Rivière, Dupont de Nemours et les autres physiocrates mêlèrent à des analyses ingénieuses, des affirmations qui paraissent étranges sous la forme qu'ils ont cru devoir leur donner : « La classe des industriels est la classe stérile... tout travail autre que celui de la terre, ne peut obtenir autre chose que l'équivalent des valeurs consommées... » etc., etc. Ni les uns ni les autres, si nous ne considérons que les expressions qu'ils emploient, ne voulaient admettre qu'une usine fût, au même titre qu'un champ, productive d'un revenu net. C'est la règle *mobilium vilis possessio* transportée dans l'économie politique, à une époque où le développement du commerce et de l'industrie faisait déjà de cette règle un anachronisme juridique.

Les économistes contemporains se sont emparés des expressions malheureuses éparses dans les écrits des physiocrates, et ils ont condamné ces derniers avec d'autant plus de rigueur qu'ils ne pouvaient plus les entendre.

Les indulgents ont plaidé les circonstances atténuantes (1) : la chute du système de Law avait ramené les capitaux vers la terre. Les scandales de la rue Quincampoix étaient encore présents à toutes les mémoires, et les capitalistes, victimes de la liquidation des frères Paris-Duverney, se sentaient peu disposés à courir les chances d'un nouveau « Mississipi. » L'agriculture, au contraire, traversait une période de prospérité que constate Arthur Young, et qui devait se prolonger jusqu'à la veille de la Révolution. Les physiocrates se seraient fait, dans une certaine mesure, les interprètes du sentiment général en élevant bien au-dessus de la propriété mobilière celle qui résulte de la détention du sol (2).

1. Comme Adolphe Blanqui, dans le chap. XXXII de ses *principes d'économie politique*. »

2. Voici en quels termes M. Leroy-Beaulieu juge l'école physiocratique. « Ce que les physiocrates entendaient par revenu net, il est assez malaisé de le dire ; car, quoique leur illustre chef, Quesnay, se soit avisé d'appeler les industriels la classe stérile, mot assurément malencontreux, aucun d'eux n'était assez aveugle pour nier que la nation n'eût besoin de forges et de vêtements bien tissés au lieu de simples peaux de bêtes. Tous reconnaissaient que la profession d'industriel rapporte aussi de beaux bénéfices, plus grands que ceux de l'agriculteur. Il ne faut donc pas prendre à la lettre toute la phraséologie des physiocrates. Ils aimaient l'obscurité et les termes étranges, ce qui est un goût bizarre, mais quelquefois habituel aux penseurs. » Quoique nous donnions à la doctrine physiocratique une portée plus haute que celle qu'ont bien voulu lui donner Adolphe Blanqui et la plupart des économistes de ce siècle, nous reconnaissons que les disciples de Quesnay, qui n'ont certainement pas vu dans la terre la source de toute richesse,

Le défense de l'école de Quesnay semble, au premier abord, assez difficile à présenter. La science moderne lui reproche d'avoir trop généralisé et d'avoir souvent, dans l'exposé de ses doctrines, outragé le plus élémentaire bon sens. Que Mercier de la Rivière, Dupont de Nemours et Mirabeau aient préconisé l'impôt unique sur la terre, c'est un système fiscal qui peut se défendre, que l'Assemblée constituante a, dans une certaine mesure, adopté, et que Condorcet, dans les notes de l'édition de Kehl sur *l'homme aux quarante écus* a tenté de justifier à l'aide d'arguments quelquefois fort ingénieux.... mais que dire d'une théorie générale qui semble poser en principe que l'homme, qui a besoin de manger, n'a besoin ni de se loger, ni de se vêtir !

Ce n'est pas défendre les physiocrates que d'expliquer par des raisons historiques l'étrangeté de leurs propositions. Ils ont pu être frappés de cette prospérité agricole qui est un des faits caractéristiques de la fin de l'ancien régime. Mais ils n'ont évidemment pas fermé les yeux sur le développement du commerce et de l'industrie qui marque la seconde moitié du XVIII^e siècle, et qui est à peu près la seule excuse que le règne de Louis XV puisse invoquer devant l'histoire. Essayons-donc de donner à

ont proclamé la prééminence de la propriété foncière sur la propriété mobilière. Voici ce que dit Dupont de Nemours (*collection des principaux économistes*, p. 258) de l'origine de son école : « les économistes français, fondateurs de la science « de l'économie politique, ont eu pour précurseur le duc de « Sully, qui disait : labourage et paturage sont les maelles de l'Etat. »

leurs théories un sens acceptable. Il vaut mieux taxer gratuitement ses adversaires de profondeur que les taxer arbitrairement d'imbécillité, surtout quand parmi eux se trouvent des hommes comme Turgot et Condorcet !

Nous avons vu que les physiocrates se servent en général, dans l'exposé de leurs doctrines, d'expressions tout au moins bizarres. (1) Voltaire en signale quelques-unes dans *l'homme aux quarante écus*. Peut-être a-t-il fait preuve d'indulgence en ne citant que celles qui appartiennent à Mercier de la Rivière, et en ne mettant pas sous les yeux de ses lecteurs quelques apophtegmes de Ques-

1. L'auteur des notes de *l'homme aux quarante écus* (édition de Kehl) apprécie dans les termes suivants les ouvrages des écrivains de l'école physiocratique : « après la paix de 1748, « les esprits, en France, parurent se porter vers l'agriculture et « l'économie politique, et l'on publia beaucoup d'ouvrages sur « ces objets. M. de Voltaire vit avec peine que, sur des matières « qui touchaient de si près au bonheur des hommes, l'esprit de « système vint se mêler aux observations et aux discussions « utiles. On venait de proposer des moyens de s'enrichir par « l'agriculture, dont les uns demandaient des avances supérieures « aux moyens des cultivateurs les plus riches, tandis que « les autres offraient des projets chimériques. On avait employé dans un grand nombre d'ouvrages des expressions « bizarres, comme celles de « despotisme légal », pour exprimer « le gouvernement d'un souverain absolu qui conformerait « toutes ses volontés aux principes déclarés de l'économie politique, comme celle qui faisait la puissance législative co- « propriétaire de toutes les possessions... Ces expressions nuisent à des vérités d'ailleurs utiles » (note 1, p. 1).

nay. Mais remarquons que, dans les sciences, l'obscurité du langage est un procédé dangereux, servant et desservant à la fois l'écrivain qui en fait usage. Quesnay dut à l'étrangeté des formules qu'il emploie, la grande réputation de profondeur que lui firent tous ceux qui ne se donnaient pas la peine de penser. Elle lui fit perdre, en revanche, la gloire d'idées profondes qu'il avait entrevues, mais qui sont à moitié étouffées sous la plus déplorable des terminologies.

Il est probable que les physiocrates ont été les inspireurs de Malthus et de Ricardo. Ils n'étaient pas assez imbus des préjugés d'école pour nier que le travail appliqué à un objet mobilier ne laissât un excédent. Quand ils parlent du revenu net de la propriété foncière, il est probable qu'ils entendent par là un boni, une rente, assez semblables au boni et à la rente que nous trouverons plus loin dans la théorie de Ricardo. Turgot n'a-t-il pas entrevu le premier la fameuse loi du fonds des salaires? « En tout genre de travail, dit-il, il doit arriver que le « salaire de l'ouvrier se borne à ce qui est nécessaire « pour assurer sa subsistance. » La loi des salaires, la loi de Malthus et la loi de Ricardo sont les trois faces de la même théorie pessimiste, dont l'honneur, si c'est un honneur, doit revenir aux économistes français de la fin du xviii^e siècle.

Nous n'insisterons pas sur ce point, la suite de notre étude devant nous remettre en présence des physiocrates. Constatons seulement que le revenu net n'est pas une

sorte de monopole entre les mains du propriétaire foncier, que la doctrine contraire n'a jamais été sérieusement soutenue, et que les disciples de Quesnay portent devant la science économique le poids d'une erreur qu'ils n'ont pas commise.

CHAPITRE IV

ORIGINE DU REVENU NET FONCIER ; POSITION DE LA QUESTION

Quelle est l'origine de ce revenu net foncier, que nous avons examiné jusqu'à présent tel que nous le montre l'analyse, sans nous préoccuper des phénomènes qui accompagnent sa formation ?

Notons en premier lieu les principes qui sont certains, qui sont admis par toutes les écoles, et que la controverse ne saurait atteindre.

N'est-il pas évident, tout d'abord, que le revenu net est en partie le résultat des efforts humains, de l'incorporation à la terre de capitaux périssables ou impérissables qui sont, avec le produit, dans un rapport de cause à effet ? Nous essayerons plus loin de déterminer la part qui, dans la richesse foncière, est le résultat du travail de l'homme. Pour le moment, bornons-nous à constater que cette part existe. Supposons que le produit total soit un dénominateur, et la somme du travail humain qui a contribué à sa formation un numérateur. Il y aura, parmi les économistes, divergence en ce qui concerne le chiffre de ce dernier. Les uns le confondront presque avec le chiffre exprimé dans le dénominateur ; d'autres, et parmi eux les communistes et les collectivistes, ne le distingueront guère de zéro. Contentons-nous, pour le moment, de

poser ce principe que le travail, sous quelque forme qu'on l'envisage, est une des causes efficientes de revenu net foncier ; nous étudierons plus loin les dissidences qui se sont produites à propos de son application.

Sans méconnaître la puissance du travail, certains économistes ne lui accordent, dans le phénomène de la production agricole, qu'une part assez insignifiante. Le propriétaire, dans la théorie socialiste, n'est peut-être pas comparable au mendiant, qui ne fait que recevoir l'aumône tendue par une main secourable. Mais il ne se distingue guère de ce semi-mendiant qui cherche à se faire illusion à lui-même, en vendant à un prix deux ou trois fois rémunérateur des objets de valeur minime. L'école anglaise, dont nous avons longuement parlé dans notre avant-propos, a présenté, en ce qui concerne la formation du revenu net foncier, une théorie beaucoup plus pessimiste et certainement beaucoup plus dangereuse. Elle ne prêche pas, en général, le renversement de ce qui existe, et ses protagonistes n'ont jamais songé à organiser, contre les déléteurs de la fortune, la coalition de ceux qui n'ont rien. Mais Ricardo, Malthus et leurs disciples proclament l'existence d'une rente, qui vient s'ajouter au profit normal dans la composition du revenu net et qui fait du propriétaire un être privilégié. Quelques économistes ricardiens, comme De Quincay, nous ouvrent même sur l'avenir une perspective absolument désespérante et semblent avoir pris à tâche de justifier le cri d'alarme de Bastiat, qui s'exprimait ainsi dans une lettre écrite quelques jours avant sa mort, et qui eut un certain retentissement : « n'oubliez pas que le résultat le plus

« clair de la théorie de la rente, est de rendre le riche
« encore plus riche et le pauvre encore plus pauvre. »

Le revenu foncier a donc pour origine, — et personne ne fait difficulté pour le reconnaître — le travail sous toutes ses formes, et en outre l'initiative du propriétaire. Celui-ci s'expose à des risques qui doivent être, en toute justice, compensés par une augmentation dans le nombre et dans la valeur des produits. Mais deux écoles, l'une purement spéculative, l'autre qui fait de l'économie politique une machine de guerre contre un ordre social qu'elle veut renverser, proclament l'existence de ce qu'elles appellent une rente, qui devrait s'ajouter au profit normal résultant du travail appliqué à la terre (1). « La rente; dit

1. M. Matthieu Wolkoff, qui est certainement le plus précis des économistes ricardiens, formule très nettement cette idée, que le revenu net, en dehors de la rente, contient un profit normal et que la seconde n'est en quelque sorte qu'un superflu venant s'ajouter au premier: « Pour le propriétaire rentier, « le produit net n'est que sa rente; le fermier n'y voit que son « profit; mais aux yeux d'un propriétaire faisant lui-même « valoir sa terre à rente, de même qu'aux yeux de la science, « Ricardo à la tête, et sans égard au langage des physiocrates, « *le produit net comprend le profit et la rente*: voilà pourquoi l'on « peut dire que, dans toute industrie, il y a un surplus, un « excédent, mais pas de rente, qui ne se rencontre que dans la « propriété foncière. Elle fait partie du revenu net et y apparaît comme un superflu. » — Wolkoff, *opuscules sur la rente* « *foncière*, page 3.

Plus loin, page 5, M. Wolkoff ajoute: « la rente, d'après Ricardo, est la différence permanente entre le revenu net et le profit courant dans l'industrie foncière. Si cette différence n'existait pas, le mot rente n'aurait aucune espèce d'emploi en économie politique. »

Proudhon, est un pont jeté sur un autre monde en faveur
« du propriétaire, et sur lequel il est défendu au simple
« colon de le suivre. Le propriétaire est un demi-dieu ;
« le simple colon n'est jamais qu'un homme. » Ricardo
n'est pas moins affirmatif, quoiqu'il fasse reposer sa
doctrine sur des arguments différents et, jusqu'à un cer-
tain point, contraires.

C'est la théorie de la rente, telle qu'elle a été formu-
lée par l'école ricardo-malthusienne, que nous examine-
rons en premier lieu. Elle s'écarte encore plus que la
théorie socialiste de ce qu'on pourrait appeler, avec les
philosophes, le *consensus communis omnium*. Saint-Simon,
Karl Marx, Proudhon se contentent de déclarer le *statu*
quo déplorable et de lancer leurs anathèmes sur le pré-
sent. Quelques malthusiens, au contraire, nous font entre-
voir l'avenir sous des couleurs terrifiantes. La rente, selon
eux, doit finir par absorber la presque totalité de la for-
tune publique, et l'humanité, par une inexorable fatalité,
semble condamnée à la mort par la faim !

La doctrine de l'école anglaise est en quelque sorte une
doctrine purement artificielle. Son appareil dialectique
est d'une extrême subtilité, mais cette subtilité même la
met, vis-à-vis du socialisme, dans un état d'infériorité
manifeste. L'esprit humain aime les solutions nettes, et
dont la netteté apparaît à première vue. Il ne se passion-
nera jamais pour les théories qu'on ne peut justifier qu'en
faisant appel à l'algèbre. Le matérialisme moderne ne vit-
il pas sur les vieux arguments mis en avant par Démo-
crite et par Lucrèce ? Le communisme a-t-il dépassé la don-
née primitive de Platon ? N'est-ce pas ce qui explique le

grand nombre de partisans qu'ont, dans la société moderne, l'une et l'autre de ces deux doctrines, dont les arguments, qui reposent sur un fonds d'idées extrêmement simples, viennent pour ainsi dire, se mettre à la portée de chacun !

Le système de Ricardo et de Malthus est au contraire beaucoup plus compliqué (1). Il a pour fondement une série d'analyses extrêmement délicates, dans lesquelles il est souvent très difficile de démêler le vrai du faux. C'est un système purement spéculatif, et qui n'exerce qu'une influence indirecte sur la destinée des doctrines économiques. Ajoutons qu'au xix^e siècle cette influence indirecte a été considérable. Négation et affirmation du droit de propriété, voilà ce qu'inscriront toujours sur leurs drapeaux les écoles qui ont fait de l'économie politique un champ de bataille ! Mais elles ne renoncèrent pas à la faculté d'emprunter de temps en temps des arguments aux écoles intermédiaires, de prendre, par exemple, dans l'arsenal varié des malthusiens des armes pour combattre ou pour légitimer la rente. « La propriété foncière, dit Ricardo, est un monopole » et Proudhon s'empara de cette concession : c'est ajoute-t-il, un monopole nécessaire. Ici l'économie politique, celle tout au moins que les socialistes traitent d'économie politique bourgeoise, va prendre sa revanche !

C'est, nous l'avons dit, la théorie anglaise de la rente

1. « Il n'y a pas en Angleterre, disait Ricardo, vingt-cinq personnes qui aient compris mon système. » De Sismondi, *Nouveaux principes d'économie politique*, i. 2. p. 274.

que nous examinerons en premier lieu. Avant de prendre parti pour ou contre la propriété foncière, ne faut-il pas en quelque sorte déblayer le terrain, écarter du débat la doctrine dont socialistes et antisocialistes se réclament et qui depuis le commencement du siècle a fourni d'arguments ceux qui disent blanc, aussi bien que ceux qui disent noir ?

CHAPITRE V

EXPOSÉ DE LA THÉORIE DE RICARDO

La théorie qui porte le nom de Ricardo a pour auteur un économiste d'origine portugaise, compatriote et coreligionnaire de Spinoza, et que rapprochent de ce philosophe certaines affinités intellectuelles. Toute sa vie s'écoula en Angleterre où il mourut vers la fin de l'année 1823. Il fut courtier de change, acquit une fortune considérable dans le commerce des métaux précieux, et devint l'un des plus riches capitalistes de son pays d'adoption, avant d'en être le premier économiste. Il observa beaucoup, et l'on peut dire, sans aucune exagération, que chacun des millions qu'il gagna fut marqué par une analyse chromatistique. Ricardo consigna ses observations dans de remarquables ouvrages, dont le premier a pour objet le lingot d'or dans sa relation avec les valeurs fiduciaires. Au moment de sa mort, il préparait un traité sur le papier de commerce et sur sa négociation possible par une banque placée sous le contrôle du gouvernement. Tous ces détails biographiques et bibliographiques ont une grande importance. Ils nous expliquent la méthode dont s'est inspiré Ricardo, et la direction, toujours la même, qu'a suivie le cours de ses idées. Le réquisitoire qu'il dresse contre la propriété est formidable, pour qui ne

considère que le fond de sa pensée (1); mais il n'emprunte rien au fonds commun qui était, depuis la *République* de Platon, le patrimoine de toutes les écoles socialistes. Les *Principes de l'économie politique et de l'impôt* ne ressemblent en rien à la *Cité du soleil* de Campanella, ou à l'*Océana* de Harrington. Ricardo fait continuellement intervenir les lois du calcul, et il fonde sur la constatation de certaines différences le système qui porte son nom. C'est un mathématicien et un physicien. Il semble qu'il raisonne toujours sur une abstraction dépourvue d'existence sensible comme l'espace ou comme le temps, ou qu'il ait sous les yeux l'expérience des vases communicants. Les hommes, pour lui, obéissent aux lois économiques comme les gouttes d'eau aux lois de la statique. Il leur suppose en quelque sorte une inertie parfaite, un manque de spontanéité absolue.

Les socialistes partent d'un autre point de vue. Je ne parle pas de ceux qui ont puisé à la source de l'inspiration chrétienne, comme le moine calabrais Campanella, ou qui se sont bornés à donner des conclusions différentes aux prémisses posées par d'autres écoles (2). En règle générale, ils s'appuient sur les documents de l'histoire et proclament, à l'origine de la civilisation humaine, une série d'actes de spoliation. Toute leur dialectique consiste

1. Quoiqu'il ait essayé d'en atténuer l'effet dans son chapitre de l'impôt, et dans certains passages de son chapitre de la rente.

2. Karl Marx, Lassalle, et, en général, les économistes allemands qui adoptent le point de départ de l'école anglaise.

à en conclure que l'humanité doit rentrer en possession du patrimoine qui lui a été ravi. Ce sont des arguments qui, aux différentes époques, se reproduisent toujours les mêmes, qui sont à la portée des esprits les moins familiarisés avec les subtilités de la doctrine, et qu'on pourrait appeler des arguments de large consommation.

La théorie de Ricardo est édifiée avec un art infiniment plus délicat. Elle est aussi moins exclusive. Les écrivains socialistes ne se sont guère préoccupés que des phénomènes de la production et de la répartition des richesses. Ricardo fait, au contraire, dans la construction de son système, une grande place aux phénomènes de la circulation qu'il avait étudiés mieux que personne, et dont il avait, de très bonne heure, essayé de fixer les lois.

Peut-être l'auteur des « *Principes de l'économie politique et de l'impôt* » a-t-il manqué d'originalité. On pourrait dire de lui avec quelque raison ce que disait, non sans injustice, le cardinal de Polignac de Newton : *haud « fingit, sed dudum ficta coaptat. »* Il a très largement mis à contribution Malthus, qui lui-même s'était inspiré de West, un écrivain presque inconnu dont il est fait mention dans la préface des *Principes d'économie politique* (1). Il est probable que Ricardo avait sous les yeux

1. Rendons cette justice à Ricardo qu'il ne cherche pas à s'attribuer le mérite de la théorie de la rente « en 1815, dit-il, la « véritable théorie de la rente fut publiée à la fois par M. Malthus, dans un écrit intitulé, *Recherches sur la nature et sur les progrès de la rente*, et par un membre de l'université « d'Oxford, le docteur West, dans un essai sur l'emploi du capi-

quand il écrivit son chapitre de *la Rente* les ouvrages des physiocrates, et surtout ceux de Turgot sous la plume duquel la théorie physiocratique s'était en quelque sorte humanisée. Je ne crois pas, en revanche, qu'il se soit beaucoup inspiré des socialistes. Ces derniers sont en quelque sorte les *classiques* de l'économie politique. Quoi qu'ils fassent et quoi qu'ils disent, ils seront toujours condamnés à plagier la *République* de Platon. Ricardo est un mathématicien, qui méprise la philosophie, et qui ne fait pas grande cas de l'histoire. Ses livres seraient des chefs-d'œuvre de vérité scientifique, si l'économie politique se confondait avec la chrématistique, et si les hommes, depuis la création du monde, ne s'étaient jamais préoccupés que de produire à bas prix des sacs de blé pour les transformer, au cours le plus élevé, en pièces d'argent et en pièces d'or.

Exposons maintenant la théorie de Ricardo, telle qu'il l'a formulée dans *l'Essai sur les bas prix du blé dans le commerce des céréales* et surtout dans les *Principes de l'économie politique et de l'impôt*.

« tal en agriculture. Sans une connaissance de cette doctrine, « il est impossible de concevoir les effets des impôts sur les « différentes classes de la société, surtout lorsque les choses « imposées sont des produits immédiats de la terre ». Préface des *Principes de l'économie politique et de l'impôt*.

Ajoutons que Mac-Culloch attribue à Anderson la paternité de la théorie de la rente (l'ouvrage d'Anderson date de 1777) et qu'Henri Storch avait déjà publié ses *Leçons aux grands-ducs de Russie* quand parurent les *Principes de l'économie politique et de l'impôt*.

« Tant que la population, dit-il, est à l'aise dans l'espace, et peut n'exploiter que les meilleures terres, il n'y a pas de rente. Quand elle est obligée de s'attaquer à des terrains de qualité inférieure, le prix des produits monte à raison de l'accroissement des dépenses qu'ils exigent et à chacune des hausses qui s'opèrent, on voit la rente éclore, là où elle n'existait pas encore, et grandir là où déjà elle avait pris naissance. » Et il ajoute, dans le chapitre 2 de ses *Principes d'économie politique* : « Lorsque les hommes font un premier établissement dans une contrée riche et fertile, dont il suffit de cultiver une très petite étendue pour nourrir la population, ou dont la culture n'exige pas plus de capital que n'en possèdent les colons, il n'y a pas de rente, car qui songerait à acheter le droit de cultiver un terrain, alors que tant de terres restent sans maître, et sont par conséquent à la disposition de quiconque voudrait les occuper ? »

Telle est l'hypothèse de Ricardo. Dans les premiers siècles de l'humanité, les hommes trouvent abondamment de quoi subsister sur un sol que n'a pas encore épuisé un rendement continu. Le faire valoir est à peu près le seul mode d'exploitation, et les produits n'ont guère qu'une valeur en usage, à laquelle le progrès social viendra plus tard ajouter la valeur en échange. Mais cet état de choses est aussi difficile à concevoir qu'une mer présentant une surface absolument plane et que n'agiterait aucun vent. C'est une période de calme et de richesse, qui rappelle jusqu'à un certain point l'âge d'or, et que l'humanité a bien vite fait de traverser sans aucun retour possible. La

population commence à s'accroître selon une progression géométrique que Ricardo, disciple soumis de Malthus, considère comme un axiome de raison. L'abondance primitive se change alors en disette, et les hommes qui avaient mis en culture les terres les plus fertiles, sont obligés d'ensemencèr les autres. Aussitôt apparaît le phénomène économique de la rente ; « à mesure, dit « Ricardo, que la population augmentera, le pays sera « obligé d'avoir recours à des terres d'une qualité « inférieure pour produire la quantité d'aliments nécessaires et alors la rente de toutes les terres plus fertiles « deviendra plus élevée. Ainsi supposons que les terres « n° 1, 2, 3, rapportent, avec un égal emploi de capital, un « produit net de 100, 90 et 80 quaters de blé. Dans un « pays neuf où il y a abondance de terres fertiles et où, « par conséquent, il n'y a besoin que de cultiver le n° 1, tout « le produit net appartiendra au cultivateur, et sera le « profit du capital qu'il avance. Aussitôt que la population a augmenté assez pour rendre nécessaire la culture « du n° 2, dont on ne peut obtenir que 90 quaters, soustraction faite de la subsistance des travailleurs, la rente « commence sur le n° 1, car ou il faut qu'il y ait deux « taux de profits pour le capital agricole, ou il faut retirer dix quaters ou la valeur de 10 quaters, du produit « du n° 1, pour l'appliquer à un autre objet. Que le propriétaire de la terre ou une autre personne cultive le « n° 1, ces dix quaters n'en constituent pas moins une « rente ; car le cultivateur du n° 2 obtiendrait le même « résultat de son capital, s'il cultivait le n° 1, en payant « 10 quaters de rente, ou s'il continuait à travailler sur

« le n° 2 sans en payer. De la même manière, on pourrait démontrer que, lorsque le n° 3 est soumis à la culture, le n° 2 doit payer une valeur de 2 quarters. » (Ricardo, *Principes d'Economie Politique*, chapitre II (1))

Ainsi, d'après Ricardo, la rente naîtrait de la mise en culture de terres de moins en moins fertiles. Ce serait un cadeau que la nature dispenserait au propriétaire ; ce serait en même temps et surtout, un cadeau que le dernier recevrait de la société. La seconde, seule, par son progrès continu, dû à l'accroissement de la population, ferait apparaître les bienfaits de la première. Ricardo a lié le sort de sa théorie au sort de la théorie de Malthus : le nombre des hommes habitant le globe augmente selon une progression fatale, et l'on est obligé de mettre en culture des terres de moins en moins fertiles ; le mouvement ascensionnel des subsistances reste en deçà du mouvement ascensionnel de la population, et le prix des denrées s'établit d'après le plus haut coût de revient (2). Telles sont

1. Stuart Mill (*Principe d'Economie politique*, I. II, ch. XVI, § 3), formule cette loi sous forme de théorème ; la rente est égale à la différence de revenu de la terre qui la produit et des plus mauvaises terres cultivées.

2. La quantité de blé disponible suffisant à peine à la consommation humaine, chaque propriétaire est assuré de vendre le sien ; le prix peut ainsi être fixé d'après l'ensemble des frais de la production, et arriver à couvrir ces frais.

Si nous supposons, contrairement à la doctrine de Malthus, que la quantité des subsistances atteint et même dépasse le chiffre de la population, le propriétaire de la série A, dont parle Ricardo, ne sera pas assuré de vendre ses produits, et pour arriver à les vendre, il renoncera à la rente.

les deux lois que l'auteur des *Principes de l'économie politique et de l'impôt* suppose démontrées et qu'il donne, en quelque sorte, comme support à l'édifice qu'il construit avec un art si ingénieux.

L'école anglaise semble donc avoir pris le contre-pied de la théorie socialiste, bien qu'elle arrive par un autre chemin à la même conclusion sur la légitimité de la rente. Celle-ci, dans les écrits de Proudhon, nous apparaît comme l'effet de la prodigalité de la nature (1). C'est un bienfait du Créateur, bienfait que les lois politiques et sociales ont détourné au profit exclusif de quelques-uns. La même rente, pour les économistes malthusiens, a pour origine la parcimonie de la nature ou plutôt son inégale générosité.

Reprenons, pour bien mettre en lumière l'idée fondamentale de Ricardo, l'hypothèse qu'il a développée si longuement :

Possesseur d'une terre dont la fertilité me permet d'offrir un hectolitre de blé à 15 fr., je perçois un boni de 5 fr., par suite de la mise en culture d'une terre de qualité moindre et dont les produits, vendus moins de 20 fr. sur le marché, ne donneraient pas de revenu net. Ce boni a pour cause la parcimonie de la nature qui n'a pas jugé à propos de dispenser aux diverses parcelles du sol le même degré de productivité. Il est dû aussi à sa générosité vis-à-vis de la parcelle que je détiens. Ne nous étonnons donc pas si Ricardo, Senior, Mac-Culloch em-

1. « Quand un franc de semences, dit Scialoja, donne cent francs de blé, cette augmentation de la valeur est en grande partie un cadeau de la terre. »

plioient à tout propos les expressions de *fertilité native*, *d'utilité gratuite*, de *capital incréé*. Il s'est fait, dans les écrits de ces économistes, comme une interversion de l'effet et de la cause, et cette interversion est mise en lumière par un des plus profonds disciples de l'école malthusienne, M. Matthieu Wolkoff, dont nous allons citer quelques lignes : « Ricardo a bien dit que c'est la parci-
« monie de la nature qui est payée, et non sa munifi-
« cence. Il est vrai que le résultat est le même, soit que
« l'on prenne le renchérissement des produits comme
« un paiement des forces naturelles travaillant sur les meil-
« leures terres, soit qu'on l'envisage comme le paiement
« de l'insuffisance de ces forces et du surplus du travail
« humain sur une autre terre. Mais, de ces deux ma-
« nières de le considérer, il n'y en a qu'une qui soit
« vraie, et c'est la dernière. C'est ainsi qu'il est indiffé-
« rent, pour l'explication des phénomènes diurnes en
« astronomie, de considérer la terre comme fixe et le ciel
« comme tournant autour d'elle, ou bien la terre seule
« tournant sur son axe. Cependant, ce n'est que la
« deuxième manière de voir qui est conforme à la vé-
« rité. » (M. Wolkoff, *Opuscules sur la rente foncière*, p. 40, librairie Guillaumin, 1854).

Ajoutons que les termes dont se sert Ricardo prè-
tent souvent à cette confusion que nous venons de signa-
ler. « La rente de la terre, dit-il quelque part, est cette
« portion du produit de la terre que l'on paie pour avoir
« le droit d'exploiter les facultés primitives et impérissa-
« bles du sol. » Même confusion chez la plupart des éco-

nomistes appartenant à l'école anglaise (1). Certains d'entre eux semblent même avoir obéi à des préoccupations socialistes, et ont, jusqu'à un certain point, substitué à la théorie de Ricardo celle de Proudhon que nous aurons l'occasion d'examiner un peu plus loin.

1. Il est à regretter que l'on ne trouve pas chez les autres économistes de l'école anglaise la même netteté que chez Buchanan. Voici dans quels termes cet écrivain parle de la rente :

« S'imaginer que l'agriculture donne un produit net parce que la nature concourt avec l'industrie des hommes aux opérations de la production, c'est une rêverie. Ce n'est pas du produit net que naît la rente, mais bien du prix auquel ce produit est vendu, et ce prix, on l'obtient, non parce que la nature a aidé à sa production, mais parce que seule elle a fait concorder l'offre avec la demande. »

1. Senior : « *les instruments de la production sont le travail et les agents naturels*. Les agents naturels ayant été appropriés, le propriétaire s'en fait payer l'usage sous forme de rente qui n'est la récompense d'aucun sacrifice quelconque, et est reçue par ceux qui n'ont ni travaillé ni fait des avances, mais qui se bornent à tendre la main pour recevoir les offrandes de la communauté. »

Mac-Culloch : « Ce qu'on nomme proprement la rente, c'est la somme payée pour l'usage des forces naturelles et de la puissance inhérente au sol. Elle est entièrement distincte de la somme payée à raison des constructions, clôtures, routes et autres améliorations foncières. La rente est donc toujours un monopole. »

Ajoutons que, chez la grande majorité des économistes de l'école anglaise, chez Mac-Culloch, en particulier, la confusion est bien plutôt dans les idées. Presque tous admettent le principe fondamental développé par Ricardo, à savoir que la rente est le résultat d'une simple différence de qualités, et qu'une terre fer-

La nécessité de recourir à des terrains de moindre qualité, telle est, pour l'école anglaise la cause principale qui produit la rente du sol. Dans le système de Ricardo, le même phénomène économique se produira chaque fois que l'on sera obligé de mettre en culture des emplacements de plus en plus éloignés des centres de population, ou d'incorporer de nouveaux capitaux aux terrains déjà exploités (1). En ce qui concerne cette dernière proposition, nous montrerons plus loin qu'il y a une décroissance marquée dans cette partie du

tile ne donnerait pas de rente, s'il n'existait pas d'autres terres d'une fertilité moindre ou dont l'emplacement serait moins avantageux.

1. Voici les deux autres propositions de Ricardo: 1. « si la « terre, dit-il, jouissait partout des mêmes propriétés, si son « étendue était sans bornes et sa qualité uniforme, on ne pour-
rait rien exiger pour le droit de la cultiver, à moins que ce ne
« fût là où elle devrait à sa situation quelque avantage particu-
« lier. » (*Principes*. p. 4 2. « Il arrive assez souvent, qu'avant de dé-
« fricher les n° 2, 3, 4 ou les terrains de qualité inférieure, on
« peut employer les capitaux d'une manière plus productive
« dans les terrains déjà cultivés. Il peut arriver qu'en doublant
« le capital primitif, employé dans le n° 1, le produit, quoiqu'il
« ne soit pas doublé ou augmenté de 100, augmente cependant
« de 85, quantité qui surpasse ce que pourrait rendre ce capi-
« tal additionnel si on le consacrait à la culture des terrains
« n° 2. »

J. Stuart Mill exprime cette proposition sous forme de théorème: « la rente, dit-il, est aussi la différence de revenu qui existe
« entre un capital et le capital employé dans les circonstances les
« plus défavorables. Cf. Senior., *Lectures of political Economy*, 5^e
proposition.

revenu net qui est le résultat des améliorations foncières. Faites la dépense d'un mètre cube d'engrais, vous doublerez peut-être le rendement de votre propriété. Mais le second mètre cube n'augmentera ce rendement que du quart ; un troisième du huitième, et ainsi de suite à l'infini.

Voilà pour la propriété non bâtie, celle qui correspond aux *prædia rustica* de la législation romaine. En ce qui concerne la propriété bâtie, on ne pouvait plus parler ni de fertilité native, ni d'un boni résultant d'une inégale productivité. Mais les disciples de Ricardo ont mis en avant cette idée, juste jusqu'à un certain point, que l'accroissement de la population a pour effet de conférer une sorte de monopole au propriétaire urbain : je possède une maison située au centre d'une ville. La valeur de cette maison doublera ou triplera à mesure que s'étendront les limites de la cité, ou que de nouveaux travaux publics seront mis à exécution. C'est là un fait d'observation courante, et nous sortons du domaine de l'hypothèse pure dans laquelle se complaisent tant Ricardo et les ricardiens. Mais nous montrerons plus loin que le monopole a pour contre-poids la concurrence, et que l'afflux des capitaux est, pour la propriété urbaine (en employant cette expression avec le même sens que l'expression latine de *prædia urbana*), ce qu'est pour la propriété rurale l'offre de plus en plus grande des produits du sol.

Telle est dans ses grands traits la théorie de Ricardo. Elle s'appuie sur la loi de Malthus que l'auteur des *Principes de l'économie politique et de l'impôt* acceptait comme

un axiome de géométrie dont la discussion serait superflue. Elle s'appuie en outre sur une hypothèse historique que Ricardo, avec le dédain pour les arguments *a posteriori* qui le caractérise, n'a pas même essayé de corroborer par des faits. Avant de prendre parti pour ou contre l'école anglaise dans le grave procès qui divisera encore longtemps l'économie politique, montrons quels sont les grands intérêts que ce procès tient en suspens.

Nous avons déjà indiqué le lien étroit qui existe entre les lois de Malthus et de Ricardo. L'une est la base, l'autre le premier étage d'un édifice que couronne la loi des salaires. La population s'accroissant, la rente augmentera par suite de la différence de productions des diverses exploitations agricoles; et les cours des céréales suivront un mouvement d'ascension que la concurrence (1) ne fera qu'accélérer. Le pauvre, dont le revenu net est diminué par la grande offre de bras résultant de l'*over population*, verra augmenter ses dépenses par l'effet de la loi si bien analysée par Ricardo. Pendant que les grands propriétaires entasseront richesses sur richesses (2), chaque jour ne fera qu'accroître la fatale

1. Pour les économistes malthusiens, les chiffres de la production restent toujours en deçà des chiffres de la population : nous n'appelons donc concurrence que l'apport sur le marché d'une quantité de marchandises de plus en plus forte.

2. « La hausse des rentes est toujours l'effet de l'accroissement de la richesse nationale. » Ricardo, *œuvres complètes* page 50. Ajoutons que, dans le même chapitre, Ricardo, préoccupé sans doute des conséquences sociales de sa théorie de la rente, essaye d'établir que le « progrès de la civilisation a pour

misère du paysan et de l'ouvrier. Le pauvre sera pris comme dans de gigantesques ciseaux dont l'une des branches serait la loi de Ricardo et l'autre branche la loi de Malthus. Ajoutons, pour assombrir encore ce tableau, que l'incidence de l'impôt foncier tombera sur le consommateur et non pas sur le propriétaire, le prix du blé, dans la donnée de l'école anglaise, se réglant sur les frais de production.

Il est facile de tirer la conclusion des prémisses posées par Ricardo, et certains économistes malthusiens ne prennent même pas la peine de la déguiser sous des artifices de langage. Les lois d'assistance, la charité publique et privée ne profitent qu'à quelques uns; ceux auxque's

« effet de diminuer cette dernière, en diminuant l'inégalité entre les produits obtenus au moyen des portions successives de capital employées sur le même ou sur de nouveaux fonds de terre » (page 56.). Cette idée est exprimée dans un passage de Stuart Mill que nous aurons l'occasion de citer un peu plus loin ; mais pour Stuart Mill, la cause de dépréciation de la rente signalée par Ricardo n'est que temporaire. Nous trouvons dans De Quincay (*Essay of logical economy*) le développement de la même théorie.

Faisons une double remarque; la première, c'est qu'il résulte de l'ensemble du livre de Ricardo, que la rente doit suivre une progression ascendante, malgré les causes accidentelles qui viennent entraver sa formation; la seconde, c'est qu'en admettant le double point de départ de l'école anglaise, c'est-à-dire la loi de Malthus, et la loi de l'ordre des cultures, l'accroissement des capitaux, si considérable que nous le supposons, serait une digue bien faible contre la rente, qui finirait par tout submerger.

elles ne s'adressent pas. Elles auront pour effet d'augmenter le chiffre de la population et de doubler la rente du sol. Mais elles doubleront en même temps le nombre des malheureux. Les réformateurs, qui ont dépensé tant d'efforts pour mettre dans les lois un peu d'humanité et de justice, pourront répéter le mot désespéré qu'une légende prête à Bolivar, parlant sur son lit de mort de l'œuvre d'émancipation à laquelle il avait consacré sa vie : « *he-mos arado al mar* » nous avons labouré la mer. »

Mais l'économie politique s'occupe de ce qui est, et non de ce qui doit être. Elle ne s'apitoie pas plus sur les victimes des lois de la production que le géologue ne s'apitoie sur les victimes des volcans et des tremblements de terre; son rôle se borne à noter des faits et à les transformer par l'induction en principes généraux qui reçoivent à leur tour la contre épreuve de l'expérience. Si la mort selon la belle expression de Proudhon, est « le Grand-prévôt de l'Economie politique », nous n'avons qu'à enregistrer cette vérité désolante, pour en faire le point de départ de nos déductions.

Le système ricardo-malthusien, que nous allons essayer de réfuter, présente un ensemble assez bien coordonné. Mais une chose frappe tout d'abord le lecteur et le met en défiance: Ricardo semble n'avoir vu dans la production agricole que la production des céréales. Constatons simplement ce fait, nous réservant d'en tirer parti dans la suite de notre étude.

CHAPITRE VI

RÉFUTATION A POSTERIORI DE LA THÉORIE DE RICARDO

Avant d'examiner la série d'assertions dont se compose la théorie de Ricardo et l'hypothèse historique qui lui sert de fondement, demandons-nous d'une façon générale si les faits lui donnent raison, et si les économistes de l'école anglaise peuvent arguer en faveur de leur doctrine des documents que la statistique nous fournit.

Quelle est l'idée maîtresse qui domine et qui résume tout le système si ingénieusement développé par l'auteur des *Principes de l'économie politique et de l'impôt* ? N'est-ce pas cette idée que le progrès social, ou plutôt l'accroissement de la population résultant de lois fatales, a pour effet inévitable d'augmenter dans le résultat de la production la quote-part du riche au détriment de celle qui doit équitablement revenir au pauvre (1) ? Si la théorie de Ricardo est fondée, la rente du premier, grâce à la mise en culture de terres de moins en moins fertiles, ne prendra-t-elle pas des proportions telles qu'il en résultera une menace pour la société ?

1. Lettre de F. Bastiat, insérée au *Journal des économistes*, novembre 1851, et que nous avons déjà citée : « N'oubliez pas que « la théorie de Ricardo se résume ainsi : la propriété est un « monopole injuste mais nécessaire, dont l'effet est de rendre « fatalement le riche plus riche et le pauvre plus pauvre. »

« Notre système social, dit De Quincey, semble
« contenir en lui-même le germe de ruine: ou nous de-
« vons détruire la rente, ou la rente amènera notre
« ruine (1). » Telle est la prophétie désespérante d'un
des disciples qui ont le mieux rendu la pensée de Ricardo
et de Malthus. Les socialistes se contentent de nous me-
nacer de la prolongation du *statu quo*; les économistes de
l'école anglaise nous ouvrent de terribles perspectives
sur l'avenir. Avant de discuter point par point leur doc-
trine, citons au hasard quelques faits qui en démontrent
l'inanité:

M. Leroy-Beaulieu s'est fortement élevé contre cette
idée que l'effet des lois naturelles est de donner au riche
l'opulence et au pauvre la misère : « c'est un fait incon-
« testable, dit-il, que les améliorations agricoles, que la
« culture intensive, augmentent d'une manière générale
« le revenu du propriétaire, mais en diminuant la pro-
« portion avec l'ensemble des richesses. » (*Traité de la
répartition des richesses*, p. 110). C'est une vérité que
nous révèle l'expérience courante et que confirme l'his-
toire économique de ce siècle. Avant la révolution, la part
qui revenait au propriétaire dans le revenu agricole était,
dit M. Moreau de Jonnés, de 65 pour 100. En 1850,
d'après le même auteur, elle n'était plus que de 40 pour
100; et si nous acceptons les chiffres donnés par M. Léon
Say, qui évalue à 3,959 millions, dont 2,800 pour la pro-
priété rurale, le revenu net foncier, nous arrivons à
cette conclusion que ce revenu net est maintenant au

1. De Quincey, *Essay of logical economy*, 190.

revenu brut comme 36 est à 100. Ne nous étonnons donc pas si le taux des salaires a suivi, depuis la fin du siècle dernier, une progression ascendante. Le salaire moyen d'une famille agricole, en 1788, n'atteignait pas le prix de 13 h. 1/2 de froment. C'était à peine le nécessaire. En 1840, d'après M. Moreau de Jonnés, il dépassait le prix de 26 hectolitres, et les chiffres mis en avant par M. de Foville témoignent d'une augmentation beaucoup plus grande. Les pauvres ne deviennent donc pas plus pauvres, comme on pourrait le conclure des prémisses posées par l'auteur des *Principes d'économie politique*. Montrons maintenant que les riches ne deviennent pas plus riches, ou du moins qu'ils ne le deviennent pas par l'effet du renchérissement des subsistances, comme essayent de l'établir les économistes qui ont puisé à la source de Ricardo et de Malthus.

Avant d'interroger la statistique, interrogeons le sens commun, le *communis consensus omnium*, et demandons-nous quelles sont les idées courantes en ce qui concerne le prix du blé et des autres objets de première nécessité.

Il semble que, pour tout individu non familiarisé avec les discussions théoriques qui ont trait à la rente du sol, les céréales présentent la valeur invariable par excellence qui doit servir en quelque sorte d'étalon aux autres valeurs, quelles qu'elles soient. Un homme de soixante ans comparera le prix du blé à ce qu'il était sous le règne de Louis-Philippe et s'étonnera des variations de ses cours. Bien plus, certains économistes se sont emparés de ce point de vue. Quel est le terme de comparaison dont se

servent les écrivains qui ont disserté sur la valeur des métaux précieux ? N'est-ce pas le blé et les autres céréales ? M. Levasseur, dans une intéressante monographie sur l'or, nous montre un kilogramme de ce métal équivalant tantôt à 1 kilolitre d'épeautre, tantôt à 1 k. 1/2, et il en tire des conclusions relatives à sa dépréciation pendant les différentes périodes de l'histoire. En Angleterre, sous le règne d'Elisabeth, divers statuts inspirés par les économistes du temps, avaient prescrit la détermination en céréales des arrérages de toutes les rentes. Lowe (1), un économiste du siècle, semble avoir préconisé un système analogue. Il propose comme étalon de la valeur, non pas le blé, non pas telle ou telle denrée, mais l'ensemble des denrées les plus usuëles, dont la valeur présente une fixité qu'on ne rencontre ni dans celle de l'or, ni surtout dans celle de l'argent. Nous n'examinerons pas dans ses détails ce système, qui est tout au plus admissible avec le correctif que lui donne M. Léon Walras (*Théorie de la monnaie*, p. 10). « Les marchandises, dit « l'économiste vaudois, que l'on doit élever à la dignité de « types, sont celles dont la statistique a été ou sera le plus « facile à faire et qui seront vraisemblablement les plus « importantes. On aura soin, bien entendu, de joindre « aux produits agricoles un certain nombre de produits « industriels. » Le système de M. Walras repose sur une base plus large que celui de Lowe et surtout que celui qui fut consacré par les statuts de la reine Elisabeth, et

1. Lowe, homme politique anglais, fut Chancelier de l'Echiquier, sous le ministère Gladstone de 1868.

rien ne serait plus facile que d'en fournir la preuve mathématique. Mais de cette digression sur les divers étalons de la valeur, ne retenons qu'une chose : c'est que la fixité du prix des céréales est la donnée du sens commun, et que bon nombre d'économistes s'y réfèrent. Montrons maintenant, en faisant intervenir les statistiques, que le renchérissement des subsistances, qui est, dans la théorie de Ricardo, la *cause* efficiente de la rente, n'est qu'une hypothèse gratuite ; l'histoire économique nous révèle, au contraire, pour la même étendue cultivée, une baisse du revenu net, qui va s'accroissant de jour en jour.

Empruntons à H. Passy quelques chiffres qui mettront en lumière cette progression à rebours dont nous venons de parler : « Le taux des fermages, nous dit-il, était, en 1797, de 35 à 40 francs par hectare. En 1840, il était tombé à 25 ou à 30 francs. Si la loi de Ricardo était fondée, le contraire aurait dû se produire, grâce à la mise en culture de terres de moins en moins productives. Mais la baisse s'accroît fatalement et H. Passy nous le démontre en mettant sous nos yeux les divers cours atteints par le blé depuis le commencement du siècle.

De 1797	à	1807	l'hectolitre	20,20
1807	—	1817	—	21,81
1817	—	1827	—	19,69
1827	—	1837	—	19,03
1837	—	1847	—	20,05

C'est donc une baisse, et une baisse notable que nous

avons à enregistrer, puisque la valeur du numéraire a considérablement diminué de 1797 à 1847, par suite de la découverte de nouveaux gisements aurifères et argentifères. Les chiffres de la première décade semblent, au premier abord, corroborer l'assertion de Ricardo ; il se produit, pendant ce laps de temps, une hausse de 1 fr. 84 par hectolitre, hausse anormale et que la statistique ne nous présente que très rarement. Mais c'était une période de crises et de guerres, pendant laquelle l'Europe presque toute entière avait fait, de ses tarifs douaniers, de véritables tarifs prohibitifs.

Que dire des statistiques plus récentes ? A l'époque où écrivait M. H. Passy, l'Hindoustan n'existait pas encore au point de vue économique, les Etats-Unis ne fournissaient l'Europe que de coton et la Russie était à peine entrée en scène avec son énorme réserve de céréales prêtes à écraser sur notre marché les produits du sol national. A l'heure actuelle, les faits condamnent formellement Ricardo.

Les blés de l'Inde, rendus à Marseille, ne revenaient en 1885, qu'à 12 fr. 60 l'hectolitre, et je ne parle pas des blés du Far-West, qui n'étaient même pas négociés à ce prix sur les marchés de Nantes et du Havre (1). Aujourd'hui, la rente du propriétaire européen baisse continuellement au lieu de s'accroître, et les économistes, quelles que soient les opinions qu'ils profes-

1. Exposé des motifs de la proposition de loi portant modification du tarif général des douanes, déposée par MM. Baucarne, Leroux, Bergerot, G. Brame, 16 avril 1885.

sent, ne prennent plus guère au sérieux les sinistres prédictions des disciples de Ricardo.

Stuart Mill, le représentant le plus éminent de l'école anglaise contemporaine, reconnaît de bonne foi que les faits viennent jusqu'à un certain point contredire sa doctrine. Voici comment il s'exprime dans le premier volume de son *Écon. politique* (p. 219) : « Cette baisse des denrées
« ne prouve pas que la loi dont nous venons de parler soit
« fausse, mais indique seulement l'action d'un principe
« opposé, capable pendant quelque temps de résister à la
« loi. Cette force qui contrebalance ordinairement la loi
« de la diminution constante des produits du sol existe
« en effet, et nous allons passer maintenant à son examen : c'est le progrès de la civilisation. Je me sers de
« cette expression générale un peu vague, parce que les
« phénomènes que nous allons considérer sont si complexes, qu'un terme d'une signification précise ne saurait les embrasser tous. » Nous trouvons le même aveu dans Mac-Culloch. Pour lui, comme pour Stuart Mill, le progrès de la civilisation, c'est-à-dire le progrès de l'agriculture, vient paralyser l'effet de la loi formulée par Ricardo ; mais il ajoute que cet effet n'est paralysé que pour un temps : « par l'action continue de ces forces
« fixes et permanentes, la stérilité croissante du sol est
« sûre, à la longue, de rendre inutiles les améliorations
« apportées à la mécanique et à l'agriculture. »

Dans le chapitre consacré à la réfutation de la théorie de Ricardo, nous essayerons de démontrer que le progrès social n'est qu'une des nombreuses causes qui viennent enrayer le progrès de la rente,

Constatons seulement, pour le moment, que Stuart Mill et Mac Culloch reconnaissent eux-mêmes ce que nous avons essayé de démontrer à l'aide des données de la statistique : la baisse générale et croissante du revenu net de la terre (1).

Mais la constatation de ces faits, qui n'ont du reste rap-

1. Il serait exagéré, et nous nous sommes bien gardé de le faire, d'arguer contre la théorie de Ricardo de la différence qui s'est produite dans le taux de capitalisation des rentes depuis la fin du siècle dernier, différence qu'atteste suffisamment l'article 2165 du code civil. Dans les périodes de tranquillité et de prospérité relatives, comme celle que traverse l'Europe depuis le commencement du siècle, les propriétaires, qui croient pouvoir compter sur le lendemain, entreprennent sur leurs terres des travaux dont la rémunération se fait souvent attendre de longues années. Le revenu net n'est pas sensiblement augmenté, mais un nouveau capital s'est incorporé à l'ancien, et la valeur vénale de l'immeuble s'accroît.

Cet accroissement est établi par la statistique d'une façon péremptoire. Voici à ce sujet quelques chiffres que donne M. Maurice Block dans son *Dictionnaire de la politique* au mot *France*, édition de 1873. p. 1057.

Dates.	1820	propr. immobilière	40 milliards.
"	1840	"	40
"	1847	"	100 minimum
	1873	"	120 minimum

Disons, en terminant, que nous reconnaissons volontiers que le revenu net foncier a, dans le cours de ce siècle, augmenté d'une façon notable ; mais cela tient à deux causes qui sont absolument en dehors de la théorie de Ricardo. En premier lieu, la surface cultivée est supérieure d'au moins un quart à ce qu'elle était en 1800, et une quantité considérable de capitaux a été incorporée à la terre.

port qu'à la culture des céréales, la seule qu'aient envisagée les économistes de l'école anglaise, ne nous dispense pas d'une réfutation complète de la théorie de Ricardo. La doctrine que nous avons examinée présente un ensemble parfaitement coordonné, et aucune solution de continuité n'apparaît dans la chaîne des raisonnements par lesquels son auteur prétend l'établir. Nous avons démontré, à l'aide d'arguments *a posteriori*, que la loi de Ricardo est fausse ; essayons de démontrer à l'aide d'arguments *a priori* et *a posteriori* tout à la fois qu'elle ne peut pas être vraie. Hamilton avait fait bien des fois le voyage de Londres à Liverpool ou à Manchester, quand il tenta, sans y réussir, du reste, de réfuter le fameux sophisme d'Achille et de la tortue, et de prouver que le mouvement était possible.

CHAPITRE VII

RÉFUTATION DE L'HYPOTHÈSE HISTORIQUE DE RICARDO.

Suivons pas à pas Ricardo dans son argumentation, et demandons-nous ce qu'il faut penser de l'hypothèse historique, qui est comme le premier anneau dans la chaîne de ses déductions.

Nous avons déjà eu, dans cette étude, l'occasion de citer le nom de Carey. C'est le principal adversaire de Ricardo. Il a eu l'insigne honneur d'élever une des premières protestations contre l'école pessimiste, qui était alors à l'apogée de son triomphe. Peut-être a-t-il critiqué avec quelque étroitesse Malthus, Ricardo et les autres économistes qui ne pensaient pas comme lui. Son argumentation est plus solide qu'ingénieuse, et l'un de ses disciples, M. de Fontenay, en fait plusieurs fois la remarque. Mais il a un avantage marqué sur son adversaire, dès qu'il s'avise de le mettre en présence de la vérité historique. Il démontre avec une grande abondance de preuves, presque toutes concluantes, que le fameux ordre des cultures dont Ricardo a fait la base de son système n'a guère plus de valeur scientifique que l'horreur du vide des anciens physiciens du Moyen Age. Choisissons parmi les faits qu'il oppose à la théorie de la rente ceux qui nous paraissent le plus probants :

« Forcés de pourvoir à leur sûreté, les premiers habitants de la Grèce et de Rome eurent toujours soin de placer leurs villes au sommet d'une montagne, précaution à laquelle ils auraient été conduits, quand bien même le pouvoir ne leur eût pas manqué de cultiver les sols fertiles et les vallées capables de rémunérer le travail trois fois davantage. Il en a été ainsi dans le sud de l'Angleterre : chaque petit sommet y présente la trace d'une occupation primitive. » Et plus loin, il ajoute : « la population de l'Angleterre et du Pays de Galles, au ^{xiv}^e siècle, ne dépassait pas 2.500.000 âmes. Les terres fertiles abondaient, attendant l'appropriation aux mains de l'homme. Les terres pauvres, cependant, recevaient la culture et payaient peu le travail. 6 ou 8 boisseaux par acre (40 ares) passaient pour le rendement moyen. » Il multiplie ensuite les exemples, montrant les premiers hommes s'emparant partout des terres les moins capables de rémunérer leur travail.

C'est bien là la théorie classique des historiens et surtout des poètes. Lucrèce nous montre les premiers êtres humains récoltant à grand'peine sur un sol aride quelques malheureux épis, dans le 5^{me} livre de son *de natura rerum* où il nous fait assister aux débuts de la civilisation.

Les témoignages des historiens abondent également en faveur de la théorie de Carey. Les parties de la Gaule et de la Grande Bretagne, cultivées du temps de César, et dont il nous parle dans son *de bello gallico*, sont à peine de nos jours recouvertes de prairies ou de champs de seigle.

Dans l'antique Ibérie, si nous en croyons les écrivains latins, la vie s'était concentrée dans la région centrale où des montagnes incultes alternent avec des plateaux dénudés. Mais sans nous attarder à l'examen de tous ces faits, auxquels on ne peut opposer que bien peu de faits contraires, mettons face à face la donnée de Carey et celle de Ricardo, en dégagant l'idée fondamentale qui ne ressort pas toujours assez nettement de part et d'autre.

Un des grands torts de Ricardo est, nous l'avons dit, de ne pas tenir compte des phénomènes contingents qui viennent à chaque instant se mettre en travers des lois économiques qu'il formule. C'est un esprit remarquablement fin et délié, et il analyse avec une dextérité sans égale tout ce qui a trait à la circulation et à l'échange. Mais il a voulu faire à l'économie politique un domaine trop restreint en la réduisant à l'état de science abstraite, sans aucun rapport avec la psychologie ou avec l'histoire, pour lui, les phénomènes économiques ne se passent pas d'êtres humains à êtres humains, mais de valeurs à valeurs d'un autre ordre, et chaque fois qu'il met l'homme en scène, il lui donne l'inertie d'une pièce d'or ou d'un grain de blé. Il n'a prévu dans son système ni la guerre, ni la spoliation ; « tant que la population, dit-il, à l'aise « dans l'espace, peut n'exploiter que les meilleurs terrains « à sa disposition, il n'y a pas de rente. » Ricardo semble avoir toujours en vue la monnaie qui lui a inspiré de si fines analyses. Pour lui deux hommes ne se distinguent pas davantage l'un de l'autre que deux écus de même titre et de même poids. Ces êtres humains qui, au début de la civilisation, s'emparent des terres les plus fertiles, ce

sont les bourgeois de Londres, froids et méthodiques, qui n'éprouvent aucune de ces passions violentes qui remplissent toute l'histoire des premiers âges, et qui sont, au demeurant, de bons géographes et des agronomes entendus.

Carey nous semble bien plus près de la vérité historique quand il nous montre les premiers hommes ne pouvant cultiver *faute de capitaux* les terres d'alluvions, celles qui présentent au plus haut degré les caractères extérieurs de la fertilité. « Ricardo, dit-il (page 124, 125, 3^e vol. Ed. Guillumin), n'aurait jamais émis son idée, « s'il avait eu l'occasion d'étudier comment s'y prennent « les colons primitifs qui sont *toujours pauvres*, ou « si la réflexion lui était venue, même dans son cabinet « que les sols riches occupent les relais des fleuves, qu'ils « exigent par conséquent de grands efforts combinés pour « être défrichés, desséchés, drainés, et rendus aptes à recevoir la charrue. »

Carey a eu le tort de ne pas développer complètement sa pensée. Sans doute, les premiers hommes manquent des capitaux indispensables à toute exploitation agricole ; mais si, par une fiction historique, nous leur supposons la possession de ces capitaux, nous sommes obligés de reconnaître qu'ils sont dans l'impossibilité absolue d'en faire usage.

L'agriculture, en effet, ne peut vraiment naître qu'à une époque où le progrès politique a fini par amener une certaine stabilité sociale. Les travaux qu'un propriétaire exécute ou fait exécuter sur sa terre sont de deux sortes. Ce sont d'abord les travaux courants, comme l'ensemencement.

cement et la récolte, qui procurent à bref délai, dans l'espace de quelques mois, une rémunération suffisante à celui qui les a entrepris; viennent ensuite ceux qui correspondent aux *dépenses primitives* du docteur Quesnay. Dans cette catégorie, il faut ranger le défrichement, le défoncement du sol, le desséchement des marais, opérations qui sont absolument nécessaires en ce qui concerne les fonds de « première qualité » dont nous parle Ricardo. Ce sont des terrains très riches, produisant une végétation luxuriante, mais qui ne sont de quelque utilité pour l'homme qu'à la condition que celui-ci fasse disparaître leur fécondité naturelle pour y substituer une fécondité artificielle. La mise en culture d'un hectare de savane n'exige-t-elle pas plus de travail que la mise en culture d'un hectare dont le sol est recouvert de sable ou de cailloux ? La fertilité native est une valeur, mais n'est-ce pas souvent une valeur négative, qui doit être, dans l'évaluation des forces de la production, précédée du signe *moins* ? Et ces travaux d'organisation, que le propriétaire sera obligé d'entreprendre, exigent une sécurité, une confiance dans le lendemain qui ne peuvent exister aux époques de barbarie. Pourquoi faire les frais d'une exploitation coûteuse, si l'ennemi doit, au bout de quelques jours, vous déloger du sol que vous aurez, pour ainsi dire, créé ?

Voilà ce que n'a pas vu Ricardo. Pour lui, nos ancêtres d'il y a 4000 ans étaient de parfaits agronomes, pourvus de capitaux abondants. Ils jouissaient des bienfaits d'une paix profonde et faisaient des placements à long terme. Les terrains d'alluvions dont ils s'emparaient

étaient recouverts de forêts ou disparaissaient en partie sous l'eau. N'importe ! A une époque où les hommes, selon la belle expression de Rossi, n'avaient d'autres instruments que leurs dents et que leurs ongles, ils ont entrepris des travaux de longue haleine, comme les Hollandais desséchant le Zuydersée, ou comme les Grecs plantant des vignes sur l'emplacement de l'ancien lac Stymphale (1). Ricardo, parlant de la mise en valeur des terres, nous rappelle un peu Cicéron, racontant dans le deuxième livre de son *de republica* la fondation de Rome par Romulus. Le choix de celui-ci, au dire de son historien, aurait été déterminé par des considérations politiques et économiques de l'ordre le plus élevé. Il commence, bien entendu, par s'assurer de la fertilité du sol ; puis il suppute la distance qui sépare de la mer l'emplacement de la future Rome, etc., etc. La vérité est probablement beaucoup plus simple : Romulus fut sans aucun doute séduit par la situation du Palatin que son élévation et l'escarpement de ses flancs mettaient à l'abri d'un coup de main.

De même pour les premiers hommes. Ils ont d'abord mis en culture les terres les moins fertiles pour la raison

1. Soyons justes envers Ricardo et reconnaissons qu'il ne s'est pas toujours abusé sur la valeur scientifique de son hypothèse. Voici, en effet, ce qu'il écrivait à Malthus dans une lettre dont M. Jourdan (*Cours analytique d'économie politique*, page 201) cite le passage principal. « La cause de nos dissentiments, c'est
« que vous avez envisagé mon livre sous un aspect plus prati-
« que que celui que j'avais l'intention de lui donner. Mon but a
« été d'éclairer les principes, et pour y arriver, j'ai imaginé des
« cas propres à démontrer l'influence de ces principes. »

que donne Carey, et pour une autre qu'a négligé de développer l'auteur de la *Science sociale*, et que notre dernier paragraphe a déjà laissé entrevoir. Les terrains montagneux n'exigeaient qu'une faible dépense de capitaux; c'étaient eux qui, en revanche, offraient à nos ancêtres l'asile le plus sûr à une époque où l'homme avait tous les autres hommes pour ennemis. La théorie de Carey, ainsi complétée, est vraie d'une façon générale, quoique l'histoire nous offre quelques exemples de mise en pratique du fameux ordre de culture de Ricardo. Le même sol, en effet, peut donner à ceux qui en prennent possession tout à la fois la sécurité et la richesse. Quand les Ioniens, les Eoliens et les Doriens envahirent la Grèce, certaines de leurs peuplades s'emparèrent des îles de l'Archipel. Elles y trouvèrent, sous un climat délicieux, le nécessaire et même le superflu; et la mer les protégea longtemps contre les tribus ennemies.

Mais ce sont là des cas exceptionnels. Presque toujours les premiers hommes n'ont trouvé d'asile assuré que dans les terres élevées et stériles, qu'ils ne quittèrent que plus tard, quand ils se sentirent les plus forts. Il en fut ainsi pour les anciens Germains: Ils habitèrent longtemps les forêts, avec le secret espoir d'échanger ce séjour contre un autre séjour plus riant: « *Eadem semper causa transcendendi in Galliam, libido atque avaritia, et mutandæ sedis amor, ut solitudines et paludes suas relinquere.* »

Nous ne pouvons mieux terminer cette étude sur Carey qu'en citant une belle page d'un de ses disciples les plus éminents: « Partout, dit M. de Fontenay, l'hom-

« me en s'emparant des forces naturelles, commence par
« les plus faciles, les plus à portée de sa faiblesse originel-
« le, les plus faibles par conséquent ; c'est au moyen de
« celles-ci qu'il arrive à subjuguier les autres ; il fait
« comme tous les conquérants qui commencent par s'assi-
« miler les hordes voisines, lancent ensuite contre les
« nations riches et nombreuses leurs armées, grossies à
« chaque victoire par les peuples qu'ils viennent de sou-
« mettre. L'homme s'est armé d'une pierre ou d'une
« branche d'arbre avant d'imaginer le javelot ou la lan-
« ce, la baliste après l'arc et le canon bien longtemps
« après la catapulte. De même en agriculture ; là aussi
« les forces qui, soumises, deviennent des causes d'abon-
« dance et de vie, seront, à l'état naturel, causes de rava-
« ges et de malaises, principes de lutte et de mort. Forêts
« inextricables, végétation exubérante, marais empestés,
« fondrières mortelles, fleuves infranchissables, torrents
« dévastateurs, bêtes féroces, animaux pillards, tous ces
« caractères d'une nature énergique et féconde, tous ces
« éléments futurs de richesse et de bien-être ne se pré-
« senteront d'abord que sous la forme ennemie de fléaux
« de toutes sortes. » Fontenay. *Le revenu foncier*. 44, 45.

CHAPITRE IX

RÉFUTATION THÉORIQUE DE LA LOI DE RICARDO.

L'inégale fertilité des terres et leur mise en culture d'après un ordre de productivité décroissante, tel est le point de départ auquel Ricardo revient sans cesse dans ses *Principes d'économie politique*. Ne sommes-nous pas, dès lors, fondés à dire, qu'après la victorieuse démonstration de Carey, il y a chose jugée contre les auteurs de la théorie de la rente? Mais faisons notre critique la plus large possible, accordons aux économistes malthusiens le fameux *postulatum* dont quelques-uns, les derniers en date, déclarent d'ailleurs pouvoir se passer; admettons que Ricardo soit resté dans la vérité historique, et que l'auteur de la *Science sociale* ait au contraire érigé en loi générale quelques faits incidents sans valeur. Verrons-nous alors apparaître cette rente, qui doit absorber la presque totalité de la fortune publique, et réduire l'humanité à manquer de pain?

Analysons, en prenant pour point de départ la théorie de Ricardo, le phénomène de la production agricole. Les emplacements les plus fertiles, sont, nous le supposons les premiers mis en culture; transformés en champs de céréales, ils ne produiront rien la première année; la seconde année pas grand'chose, et nous n'insisterons pas sur ce point. Dans une statistique bien faite, ne faut-il

pas, en effet, éliminer ce qui est anormal? N'est-il pas d'usage, quand on évalue le revenu de certaines exploitations pendant une série d'années, de ne tenir aucun compte des deux plus fortes et des deux plus faibles? Sautons le laps de temps qui s'écoule jusqu'au moment où une production normale vient à se révéler. Cette production, dit Ricardo, ne donne naissance à aucune rente, du moins en règle générale, et nous examinerons plus loin, dans notre exposé de la théorie socialiste, la valeur de cette assertion. Mais la population s'accroît, et l'on est obligé d'ensemencer des emplacements jusqu'alors délaissés. Ce sont, par hypothèse, des terres pierreuses et rocailleuses comme la plaine de la Crau ou les causses de l'Aveyron. Verrons-nous alors la rente prendre naissance, cette rente qui est égale, dit Stuart Mill (*Principes d'économie politique*, L. II. chapitre XVI) « à la différence du revenu du sol qui la produit et du revenu des sols les moins fertiles mis en culture? » Ricardo, auquel nous accordons bénévolement le postulat qui lui sert de point de départ, ne se heurtera-t-il pas, quand il s'agira d'en tirer les conséquences favorables pour sa doctrine, à quelque impossibilité logique?

Formulons d'abord une objection se rattachant à une théorie générale que nous essaierons de justifier dans la partie finale de notre travail.

La fertilité, dirons-nous, n'est pas la productivité. La Normandie est un pays fertile. La région des Apennins où poussent les chênes-lièges et où l'on trouve le marbre de Carrare, est simplement productive, mais les propriétaires qui la détiennent ne l'échangeraient peut-être pas

volontiers contre les herbages du nord de la France. Nous faisons la part large aux économistes malthusiens, en leur accordant contre toute évidence, que l'homme a d'abord mis en culture les terrains d'alluvions, où chaque grain de blé confié à la terre donne naissance à plusieurs épis. Mais jusqu'à quel point est-il permis de dire que, parmi les diverses parcelles du sol, il y en a de déshéritées?

Ricardo a le tort impardonnable de n'avoir porté son attention que sur l'un des genres de production agricole, celui qu'il avait ordinairement sous les yeux. L'auteur des *Principes de l'économie politique et de l'impôt* est anglais, et, dans le développement de sa théorie, il a toujours en vue les plaines de la G^{de} Bretagne où les champs de céréales alternent invariablement avec les prairies. Il est en outre hanté par une sorte de fantôme, celui de l'*over population*, éclos dans l'imagination de Malthus, ou plutôt dans celle de ses disciples qui ont pris au sérieux une simple boutade du maître (1). Il voit l'humanité cons-

1. Nous avons dit, dans notre avant-propos, que Malthus n'avait donné à ses idées une forme mathématique pour en favoriser la diffusion, et qu'il a lui-même reconnu l'exagération du point de vue auquel il s'était placé : M. J. Garnier, (p. 14. *Principes de population*, formule ainsi la pensée de Malthus : « la population a une tendance organique et virtuelle à s'accroître plus rapidement que les moyens d'existence. » Nous nous rallions à cette manière de voir, mais en faisant une réserve. Malthus, selon nous, admet que dans les conditions normales, la guerre, les fléaux inévitables, la misère, suffisent à empêcher ce qu'il appelle l'*over population*. Il n'a guère prêché le *moral restraint* que pour contrebalancer l'effet des *poor laws* qui depuis le règne d'Elisabeth encombraient l'Angleterre de men-

tamment aux prises avec la famine, et la société s'éteindre faute de blé. Ricardo ne s'est pas préoccupé des autres cultures, moins nécessaires sans doute que celles qui donnent les choses indispensables à l'alimentation, mais dont le rôle ne doit pas être méconnu par l'économie politique. Il n'a pas entrevu cette vérité, qu'une terre recouverte de cailloux et de sable pouvait, au double point de vue de la valeur en échange et de la valeur en usage, fournir l'équivalent de ce que fournissent les meilleures terres d'alluvions. Citons un exemple entre cent.

Il existe dans le département de Vaucluse une montagne d'environ 1900 mètres, qui s'appelle le mont Ventoux. Depuis la plus haute antiquité, ses abords étaient couverts de superbes plantations d'oliviers produisant de beaux revenus. Mais la population de cette partie de la Provence s'est accrue ; le commerce s'y est développé, et ses habitants, par suite de l'annexion du comtat Venaissin à la France, ont trouvé pour leurs produits les débou-
diants. Ajoutons que les guerres du XVIII^e siècle avaient fait une effroyable consommation d'hommes, et que les philosophes et les hommes politiques en étaient arrivés à considérer comme un bienfait l'accroissement, même anormal, de la population.

« Il n'y a de pire disette pour les états que celle des hommes, » adit Rousseau, et nous nous dispenserons de reproduire la phrase de Napoléon I^{er} à l'adresse de madame de Staël. Malthus a simplement voulu réagir contre cette tendance, et il l'a fait « en courbant l'arc outre mesure. » comme il le dit quelque part. Ce qu'on est convenu d'appeler la théorie malthusienne de la population, a été adopté par les « perfectionnistes d'Oneida » secte communiste de la République des Etats Unis ou, du moins, par ceux d'entre eux qui n'ont pas érigé la *male continence* en règle absolument générale.

chés qui leur avaient manqué jusqu'alors. Les terrains de plaine, étant depuis longtemps appropriés, ils essayèrent de tirer parti des montagnes, et se mirent à cultiver les flancs du Ventoux. Dans la première zone et jusqu'à 2 ou 300 mètres au-dessus du niveau de la mer, on planta des oliviers qui poussèrent mal et des vignes qui réussirent à merveille. Les possesseurs de ces terrains de deuxième classe (nous employons la terminologie de Ricardo) n'eurent qu'à se louer de leur acquisition. Mais leurs voisins furent encore plus entreprenants. Ils achetèrent ce qui restait disponible de la partie inférieure de la montagne, y plantèrent de superbes forêts de chênes-truffiers et de cèdres, et en tirèrent un revenu à peu près égal au revenu de la première zone. Le mont Ventoux proprement dit semblait défier le travail humain. C'est une sorte de bloc de macadam, battu par tous les vents, et les efforts les plus opiniâtres ne parviendraient pas à faire pousser un bouleau au milieu des roches dénudées qui le composent. On se contenta d'y installer des ruches qui produisirent, au bout de très peu de temps, un miel comparable à celui de l'Hymette et du Cithéron, et donnèrent de gros revenus. Dans notre cas, la supposition de Ricardo en ce qui concerne l'ordre des cultures, s'est parfaitement réalisée. Mais il est parti de ce principe que deux terres de qualités différentes doivent être affectées au même genre de production agricole. Il a généralisé un fait particulier dont il avait été témoin en Angleterre, lui qui a la prétention d'ériger l'économie politique en science abstraite, applicable à tous les lieux et à tous les temps !

Mais n'insistons pas sur ce point. Restons avec Ricardo

dans les pays qui n'admettent pas une grande variété de culture et où de nouveaux emplois donnés au sol, ne viennent pas, pour employer une expression familière à Stuart Mill, redresser la balance. dérangée Nous accordons à l'école anglaise son point de départ, et, pour ne pas compliquer la question, nous ne nous préoccuperons pas en ce moment, de la concurrence des pays neufs à laquelle la fin de notre chapitre nous ramènera. Allons nous enfin assister à l'éclosion de la rente ? Ou bien les propriétaires devront-ils se contenter comme les ouvriers, comme les industriels, de simples profits normaux ?

D'après la donnée fondamentale de l'école anglaise, c'est l'ensemble des frais de la production qui sert à la détermination de la valeur en échange du produit. Si nous supposons deux terres présentant des avantages différents de fertilité et de situation mises successivement en culture, le blé récolté sur la première reviendra-t-il moins cher que le blé récolté sur la seconde, et la rente naîtra-t-elle de ce chef ?

Sans doute, sur la terre B les frais d'exploitation, ou de transport auront été plus considérables, et sur ce point, aucune controverse n'est possible. Mais, parmi les dépenses incombant au propriétaire, Ricardo ne s'est pas préoccupé de la plus importante : l'amortissement du capital d'acquisition ; au lieu d'acheter pour 1000 francs un hectare de terre fertile, il est tout aussi simple de se procurer à bas prix la possession d'une surface double ou triple, où les frais seront plus considérables, mais où la diminution de productivité sera plus que compensée par une augmentation d'étendue. Il faudra, sans doute, pour le premier terrain moins d'engrais et, jusqu'à un certain point,

moins de journées de travail. Mais celui qui la détient verra son budget grevé de lourds arrérages ; et il se produira fatalement pour toutes les propriétés, quelle que soit la date de leur mise en culture, une sorte de nivellement dans les charges de l'exploitation et dans la valeur des produits.

J'ajoute qu'il n'en sera pas toujours ainsi, et que les choses se passaient différemment à une époque où la stabilité sociale n'existait pas encore. Le propriétaire qui faisait l'acquisition d'un terrain, songeait surtout aux moyens de le défendre ; il choisissait entre cent celui qui avait le moins de chances de lui être un jour enlevé. Il se passait pour les immeubles ce qui se passe aujourd'hui pour les valeurs mobilières, dans lesquelles on considère autre chose que le revenu qu'elles peuvent donner. Maintenant, le détenteur d'une terre est à peu près assuré contre la spoliation violente. Il sait que si sa terre lui est ravie, il en recevra l'équivalent en argent. Aussi ne se préoccupe-t-il guère, quand il fait l'acquisition d'un nouvel immeuble, que du revenu net que cet immeuble pourra produire, et ce revenu net, certain ou probable, est, en quelque sorte, le principe fondamental qui préside à l'établissement des cours. — Le sol est-il peu productif, son aridité rend-elle indispensables certains travaux coûteux, aussitôt le prix de vente s'abaissera dans une proportion correspondante. Il y aura donc, d'une façon générale, équivalence dans le prix de revient des produits de même qualité et de même nature, et nous nous proposons même de démontrer que le coût de production sur les terres stériles est quelquefois inférieur à ce qu'il peut être sur les autres.

N'existe-t-il pas, du reste, une cause déterminante qui doit, au bout d'un certain temps amener l'équivalence dont nous venons de parler ? Les progrès de l'agriculture, Stuart Mil le reconnaît, empêchent ou retardent la formation de la rente qui a pour origine la différence de valeur des produits. Nous trouvons le même aveu dans les principes d'économie politique de Ricardo ; les deux chefs de l'école anglaise n'ont fait que s'incliner devant l'une des règles de l'arithmétique. Un même chiffre ajouté à deux fractions qui ont le même dénominateur avec un numérateur différent, n'a-t-il pas pour effet de diminuer l'écart numérique qui les sépare ? En représentant la perfection agricole par 20, et en fixant à 15 et à 16 la valeur des deux terres prises dans la série de Ricardo, ne serons-nous pas bien près du nivellement dont nous avons formulé le principe, quand nous aurons remplacé le premier rapport de 15/20 à 16/20 par celui de 18/20 à 19/20 !

Jusqu'ici nous avons essayé de démontrer que le coût de production est le même sur tous les terrains, quel que soit le degré de fertilité qu'ils présentent. Peut-être serait-il facile d'établir qu'il est souvent moindre pour les emplacements qui constituent la première série de Ricardo, que pour ceux appartenant à la seconde. Supposons un capitaliste disposant de 100,000 francs et qui veut les consacrer à l'achat de biens fonds. Son choix se fixe sur des terrains improductifs, landes ou maremmes, que recouvre une chétive végétation, et où quelques rares touffes d'herbe composent toute l'œuvre de la nature. Sur sa nouvelle propriété, il plantera des vignes et moyennant une dépense supplémentaire de 10 ou 15,000 fr., il percevra un revenu net

de 3 0/0, par exemple. A quelques kilomètres de là, existent des emplacements fertiles qui procurent au même taux la rémunération du capital employé à leur achat. Supposons qu'un deuxième propriétaire, disposant de 115,000 francs, (la somme dépensée par le premier pour obtenir le rendement dont nous venons de parler), en ait acquis, pour ce prix, un certain nombre de parcelles, d'une contenance de 50 hectares. Jusqu'ici les deux placements semblent présenter des avantages identiques, l'étendue de la première venant, en quelque sorte, compenser la fertilité de la seconde. Mais le propriétaire dont nous avons parlé en dernier lieu, trouve insuffisant le revenu de ses champs et de ses vignes. Il entreprend des travaux d'amélioration agricole, et, pour les mener à bonne fin, il est souvent obligé de changer l'aménagement des cultures, ou d'en introduire de nouvelles. De là des frais de toute sorte, souvent très considérables. Le possesseur de la terre vierge dont nous nous sommes occupés tout d'abord n'a au contraire qu'à aller de l'avant. Son œuvre n'est pas entravée par celle des précédents détenteurs du sol, et il en résultera une baisse dans le prix de revient de ses produits.

La statistique immobilière confirme pleinement la théorie que nous venons de développer, et qui aboutit au même résultat que la théorie formulée par M. Jourdan (*Cours d'Economie politique*, p. 214) « plus la terre, » dit l'éminent professeur, « s'achète cher, moins elle procure un « ferme élevé relativement au prix d'achat »; il en donne cette raison « que les capitaux sont craintifs, qu'ils ne « s'aventurent pas facilement dans des pays peu connus,

« relativement pauvres ; que celui qui veut dégager son capital, aliéner sa terre, trouve plus facilement des acquéreurs dans des pays riches, où les propriétés ont une valeur courante mieux établie. » Nous n'en dis convenons pas, quoiqu'il nous paraisse difficile d'induire une règle générale du fait si bien mis en lumière par M. Jourdan. Mais peut-être a-t-il assigné une cause secondaire à ce phénomène de décroissance, et nous avons indiqué quelle était pour nous la cause principale : si les terres incultes procurent au taux le plus élevé la rémunération du travail dépensé pour leur amélioration, c'est, dirons-nous, que l'action des capitaux qu'on leur incorpore n'est pas contrariée par l'action des capitaux incorporés précédemment.

Nous avons jusqu'à présent constaté une baisse du revenu net foncier. Mais, nous objectera-t-on, c'est ne pas comprendre Ricardo que de ne considérer dans son système que la première proposition : la rente, selon l'école anglaise, a un autre fondement que la mise en culture de terres de moins en moins fertiles : « Si le sol, dit l'auteur des *« Principes*, (p. 42) « jouissait partout des mêmes propriétés, si son étendue était sans bornes et sa qualité uniforme, on ne pourrait rien exiger pour le droit de la cultiver... à moins que ce ne fût là où elle devrait à sa situation quelque avantage particulier. » Supposons deux domaines, situé l'un aux portes de Londres, l'autre dans un district reculé du pays de Galles ou de l'Ecosse. Le coût de revient du blé sera, en règle générale, moins élevé sur le premier que sur le second. Le propriétaire de la

terre A, bénéficiera d'une économie notable de frais de transport, et il aura à sa disposition certains moyens de perfectionnement agricole qui n'existent que dans le voisinage des villes. Mais le possesseur du fonds situé dans le pays de Galles, ne profitera-t-il pas, en revanche, de la différence de salaire qui résulte de la plus ou moins grande proximité des centres de population ?

La troisième proposition de Ricardo a été ainsi formulée par Stuart Mill : « la rente est aussi la différence de revenu entre un capital et le capital employé dans les circonstances les plus défavorables. » Elle repose sur une idée vraie, qu'Adam Smith avait déjà entrevue, et M. de Thünen nous fournit le principal argument qui permette de la justifier : « Un ponce d'engrais, dit-il, élève de moitié le rendement du blé ; un demi-ponce ne l'élève ensuite que des $\frac{3}{8}$. » L'accroissement dans les récoltes n'est pas proportionnel à l'accroissement dans les frais de culture, et, comme nous l'avons dit plus haut, Ricardo voit là une cause de rente. Mais, dirons-nous, le progrès de la civilisation n'a-t-il pas pour effet ordinaire de procurer des capitaux à bon marché ? Que m'importe d'être obligé d'employer sur ma terre deux ponces d'engrais au lieu d'un seul, si grâce à l'abondance de l'argent, cela ne doit pas me coûter plus cher ?

Il existe d'ailleurs une cause générale de baisse du revenu net foncier, et nous arrivons à l'examen de la grande objection contre laquelle vient échouer toute la théorie ricardo-malthusienne.

« La concurrence des pays neufs, dit M. Leroy-Beaulieu, équivaut à une expropriation partielle, sans

« indemnité de la rente de la terre du vieux monde. »

L'auteur de l'*Essai sur la répartition des richesses* n'avait pas encore entièrement rompu avec l'école anglaise quand il écrivit cette phrase. Essayons de la justifier au moyen d'arguments que lui-même, économiste semi-orthodoxe, n'aurait pas osé mettre en avant.

Jusqu'ici nous avons démontré que la fameuse marche ascendante de la rente, qui est le fond de la théorie de Ricardo, n'était qu'une pure hypothèse. Etablissons maintenant que le jeu des lois économiques a pour effet principal de diminuer le revenu net du propriétaire foncier.

La concurrence, avons-nous dit, équivaut à une expropriation partielle de la rente. Et il est facile de démontrer que ce résultat se produira, soit qu'on adopte la théorie de Carey sur l'ordre de culture des terres, soit que l'on se range, au contraire, à l'opinion de Ricardo. Dans la première hypothèse, quoi d'étonnant à ce que les régions les plus fertiles étant mises en exploitation à une époque relativement avancée, il se produise une baisse dans le revenu des autres ? à ce que un hectolitre de blé dont le coût de revient est 10, se vende plus facilement qu'un autre hectolitre dont le coût de revient serait 15 ?

Essayons d'analyser le phénomène de la concurrence, en prenant d'abord pour point de départ la théorie de Carey que nous avons développée et tenté de justifier dans un précédent chapitre.

A l'époque de la conquête espagnole, où, sur le nouveau continent, était concentrée la civilisation ? N'est-ce pas dans le Pérou, pays de hauts plateaux à peu près

incultes, et dans la région montagneuse du Mexique ? Les bords du Mississippi, du Missouri, de la rivière Rouge, le versant oriental des Alleghany, nourrissaient moins d'habitants que les grandes îles des Antilles, peut être même que la seule Hispaniola. C'est pourtant aujourd'hui l'une des régions du monde les plus riches en céréales, et les statistiques modernes sont là pour en donner la preuve. Mais elle ne fut mise en culture que plus tard, quand les progrès de la civilisation eurent permis aux hommes de s'aventurer dans ses vastes plaines, sans avoir rien à redouter de leurs semblables. Maintenant, les cultivateurs du Kansas, du Colorado et du Nouveau Mexique ne se préoccupent pas beaucoup plus des Sioux et des Apaches que les propriétaires des Ardennes ne se préoccupent des sangliers. Les immenses domaines qu'ils exploitent pour eux-mêmes ou pour d'autres produisent en abondance du blé qui afflue sur les marchés européens. L'Amérique du Nord est comme un vaste réservoir dans lequel s'est accumulée la force créatrice de plusieurs siècles.

Mais nous n'avons pas besoin, pour notre démonstration, de prendre un point d'appui dans les faits mis en lumière par Carey dans sa *science sociale*. Admettons encore une fois le bien fondé du fameux *postulatum* de l'école anglaise. On a, nous le supposons, cultivé tout d'abord les terres les plus fertiles pour ne s'attaquer aux autres que beaucoup plus tard. Nous accordons ce point de départ, mais en repoussant les conclusions que les économistes ricardiens ont cru pouvoir en tirer.

Leur grand tort, en effet, est de n'avoir prévu dans l'ordre des cultures qu'une série unique, que ne viendrait pas contrarier une autre série, parallèle ou opposée. Ricardo ne s'est nullement préoccupé des anomalies résultant de la barbarie, résultant des distances, des solutions de continuité dans la ligne droite et unique dont se compose tout son système; comme Spinoza, il se parait du titre de mathématicien, mais comme lui, encore, il n'emprunta guère aux mathématiques que l'aridité de leurs formules. Examinons encore une fois sa fameuse série, et montrons où gît le sophisme dans cette chaîne de raisonnements dont on ne voit pas la discontinuité.

Sans doute, l'auteur des *Principes de l'Economie politique et de l'impôt* serait dans le vrai si nous supposions un pays n'ayant aucun rapport avec les autres pays, une nation n'entrant en relation avec ses voisins que pour porter chez eux la gusrre. Ce fut à peu près le cas du peuple hébreu. Il est fort improbable que les Israélites aient d'abord mis en culture les terres donnant les plus belles récoltes. Mais à supposer que les choses se soient passées ainsi, que les causes qui amènent fatalement le nivellement des prix aient été paralysées, la rente devait fatalement naître, la concurrence des objets de consommation produits par les autres pays existant peu ou n'existant point.

Prenons maintenant l'exemple de l'Angleterre. A une époque reculée, on y met en culture les riches terrains du sud, de l'est et du centre. Plus tard, l'agriculture prend possession du pays de Galles, et après un intervalle de quelques décades ou de quelques siècles, de l'Ecos-

se, des îles Shetland, des Orcades, des Hébrides. La rente monte avec le coût de production ; elle passe de 15 à 20, de 20 à 25 et de 25 à 30. Mais la population, qui s'accroît sans cesse, est renfermée dans un territoire assez étroit où le caprice de quelques grands seigneurs a multiplié les forêts et les jachères. Des terres d'une extrême fertilité existent beaucoup plus loin, dans un continent inconnu, séparé de l'Europe par un océan et que seuls ont entrevu quelques pêcheurs scandinaves, et peut-être quelques marins de Dieppe. Il est malheureusement impossible de s'en emparer, et les habitants de la Grande-Bretagne, après avoir cultivé les emplacements les plus productifs, sont obligés de s'adresser aux autres et de leur demander le supplément de blé dont ils ont un pressant besoin. Mais les capitalistes n'aiment pas à aventurer leurs capitaux dans des régions éloignées, où l'argent est rare et où ils ne sont pas assurés de pouvoir, aux premiers signes précurseurs de l'orage, transformer leurs champs en or. Les descendants des compagnons de Guillaume le Conquérant détiennent la plus grande partie du sol de l'Angleterre. C'est avec eux qu'il faudra transiger, c'est à eux qu'il faudra racheter, à un prix surélevé outre mesure, ce qu'ils se garderaient bien de restituer. Or, quelles sont les terres dont les grands propriétaires féodaux se déferont le plus volontiers ? les moins productives sans doute, c'est-à-dire celles qui, étant le plus éloignées du centre de la seigneurie, ont bénéficié de la plus petite somme de travail humain. Peu à peu, ils se débarrasseront des autres, s'ils peuvent le faire à bon compte. Il se produira alors un

courant parallèle et opposé à celui dont Ricardo a essayé de formuler les lois.

Plus tard, des colons anglais, chassés de leur pays par le despotisme des Stuarts, se réfugient en Amérique et mettent en culture les bords du Delaware et de l'Hudson. — Allons-nous faire rentrer ces nouvelles terres dans la série de Ricardo? Mais elles sont à l'Amérique ce qu'étaient à l'Angleterre les terrains d'alluvions situées à l'embouchure de la Tamise. C'est une nouvelle série qui commence. Voyons maintenant ce qui va advenir de l'ancienne.

Les colons sont au large dans un pays neuf où ils peuvent à volonté se découper d'immenses domaines. Chacun d'eux récolte bien au delà de ce qui est nécessaire à sa consommation personnelle. C'est en Europe qu'il enverra l'excédent de sa production sur ses besoins, au grand détriment du propriétaire européen dont le blé se vendra presque à perte. L'ancienne et la nouvelle série seront entre elles dans la même relation que les deux côtés d'un parallélogramme. Au chiffre 5 de l'une correspondra le chiffre 10 de l'autre et, de cette différence, résultera l'écrasement des produits européens.

Plusieurs raisons contribueront à rendre la concurrence dont nous venons de parler encore plus redoutable. Dans les pays neufs, l'industrie ne naît que très tardivement ; elle s'y développe avec une lenteur extrême. Pour quelques objets manufacturés d'une minime importance, les colons donneront des quintaux de blé qu'ils seraient obligés de laisser pourrir sur place.

Ajoutons qu'ils ont aussi besoin de numéraire, et

à ce propos, ouvrons une parenthèse sur le rôle de la monnaie dans les sociétés naissantes.

Partout où la civilisation atteint un certain degré de développement, le numéraire n'est en quelque sorte que la représentation de la richesse. C'est un instrument d'échange presque toujours encombrant, et tous les efforts de l'économie politique doivent tendre à la remplacer par un instrument moins matériel. Est-il un pays où le commerce ait atteint un degré aussi élevé de prospérité qu'en Angleterre ? Est-il, en revanche, un pays où, grâce à la puissance du crédit, on ait réduit la monnaie d'or et d'argent à un rôle aussi modeste ? Un intelligent système de compensations permet d'éviter le déplacement du numéraire, qui n'est plus qu'un intermédiaire dont on arrive bientôt à se passer.

En est-il de même dans les pays neufs ? La population est disséminée sur un sol extrêmement étendu, et les relations entre habitants sont assez rares. Dans ces conditions-là, il est bien difficile de parler du crédit qu'on pourrait comparer à un courant d'électricité qui est réduit à néant quand apparaît une solution de continuité dans le fil qui relie ses deux pôles. Le numéraire est absolument nécessaire pour le règlement des échanges, entre gens qui ne se connaissent pas et qui ne peuvent se connaître.

Supposons maintenant que les habitants de ces pays neufs envoient leurs produits sur les marchés européens. Le prix en sera réglé par la grande loi de l'offre et de la demande. Ils offriront beaucoup de blé, et en retireront par conséquent une somme assez minime. Ils demanderont, au contraire, la petite quantité d'or qui leur est né-

cessaire pour le règlement de leurs échanges, et pour l'obtenir ils se montreront beaucoup plus larges dans l'offre des céréales qui constituent à peu près la seule contre-valeur dont ils puissent disposer.

Le prix du blé baissera donc, et cela grâce à deux facteurs dont les coefficients s'additionnent. Qu'on nous permette à ce propos de hasarder une comparaison :

Représentons-nous le prix des céréales comme un fleuve dont le niveau atteint le chiffre 5 à l'échelle d'un pont. Si, pour une cause quelconque, que l'ordre habituel des choses ne permet pas de prévoir, ce point est subitement surélevé, le chiffre 4 apparaîtra, puis le chiffre 2, et en dernier lieu le chiffre 1.

De même pour le blé. Les métaux précieux peuvent être jusqu'à un certain point, comparés à l'échelle de l'étiage, puisqu'ils sont l'étalon de la valeur. La théorie étymologique qui fait dériver νομισμα de νόμος, qui signifie loi, ou plutôt principe régulateur, ne heurte pas trop les données de la science économique, et l'on peut dire que l'or et l'argent représentent dans une certaine mesure la fixité au milieu des fluctuations du marché. Que leur pouvoir d'achat s'élève, aussitôt l'autre terme de l'échange s'abaissera, et le blé finira par laisser à découvert, grâce à une rapide progression descendante, les chiffres inférieurs de l'échelle des cours.

Tels sont les principaux effets de la concurrence internationale. Il faudrait pour les nier fermer les yeux à l'évidence. Il faudrait établir, et Malthus n'a pu le faire, que la population augmentant plus rapidement que les subsistances, un propriétaire est assuré de trouver un débou-

ché pour ses produits, à quelque prix qu'il les mette en vente. Encore n'avons-nous opposé à la théorie de l'école anglaise que le phénomène constant de la concurrence des pays neufs, sans nous préoccuper des causes accidentelles qui ont, depuis le commencement du siècle pu contribuer à l'abaissement des cours. Nous n'avons parlé, ni de l'écart actuel entre la valeur des métaux précieux, qui fait du fameux 15 1/2 de la loi de germinal un anachronisme, et qui a diminué de plus d'un cinquième le prix du blé de l'Inde où règne le monométallisme argent ; ni des lois protectrices de la marine marchande qui dans une notable mesure, réduisent pour les céréales provenant des pays d'outre-mer l'ensemble des frais de transport.

Mais, dira-t-on, la concurrence des régions nouvellement exploitées n'est-elle pas aussi un phénomène purement accidentel ? Ne peut-on prévoir le moment où la densité de la population étant la même sur toute la surface du globe, les conditions de la production agricole ne différeront plus selon les pays ? Les propriétaires du Far-West n'ont guère que la peine de laisser, pendant le mois d'octobre, courir les charrues sur leurs immenses domaines. Les frais de mise en culture sont pour eux insignifiants ; et ils produisent les céréales à un prix tellement bas que l'on cite l'exemple d'armateurs de New-York employant le blé comme lest. Mais cette richesse, dit-on, n'aura qu'un temps. Les habitants du Kansas, du Missouri et du Colorado finiront par se trouver à l'étroit sur une terre où, de l'Irlande et de l'Allemagne, affluent tous les gens en quête d'un peu de pain. Le sol ne sera

t-il pas du reste épuisé par un rendement continu ? Les propriétaires du Far-West exportent leurs produits bruts au lieu de les faire consommer sur place ; et Carey n'a-t-il pas démontré à grand renfort d'argument dont quelques-uns font songer à Pierre Leroux, « qu'une terre qui « donne tout sans qu'on lui restitue rien est condamnée à « la banqueroute ? »

On ajoute que le progrès de la civilisation a pour effet inévitable d'augmenter le taux des salaires.

Les cultivateurs de l'Ouest Américain, après s'être longtemps contentés d'un demi-dollar par jour, demandent maintenant à recevoir leur part dans les richesses que leur travail a créées. Quand les maîtres du sol ne font pas droit à leurs réclamations, ils s'enrôlent sous la bannière du socialisme, dont l'ancien chef, Henry George, avait constitué un parti que les politiciens des Etats-Unis, républicains ou démocrates, étaient obligés de ménager. Les planteurs du sud au reste n'ont plus la ressource du travail esclave, et dans les états et les territoires de l'Ouest, les chinois commencent à faire défaut. Obligés de payer très cher des ouvriers agricoles de race blanche, les propriétaires se verront bientôt dans la nécessité d'augmenter le prix de vente de leurs produits.

Mais il est d'autres pays neufs que les Etats-Unis, et les malheureux cultivateurs du Bengale et du gouvernement de Bombay ressemblent bien peu à ces colons d'origine germanique ou anglo-saxonne toujours prêts à affirmer leurs droits et à contester ceux du propriétaire. Dans les provinces du Pendjab, du Haut-Gange et de la Djemma, des Indous qui reçoivent en paiement quelques onces de riz,

sèment et récoltent le blé qui se vend là bas 3 shellings l'hectolitre et qui ne coûtera pas en France plus de 10 francs quand l'Hindoustan sera doté d'un réseau de chemins de fer. L'agriculture européenne est à la merci d'un canal que l'on creuse ou d'un raccordement de lignes ferrées !

Le phénomène que nous avons signalé pour les Etats-Unis se produira peut-être, dans un avenir plus ou moins éloigné, pour les possessions anglaises de la mer des Indes ; quoiqu'il nous paraisse difficile d'assimiler à des colons civilisés et qui ont pleine conscience de leur force, des indigènes appartenant à une race naturellement faible et qui n'ont d'autre ambition que celle de voir augmenter de quelques onces leur ration quotidienne de riz. Mais il est impossible de prévoir le moment où la surface entière du globe étant mise en culture, et les conditions de la production agricole étant les mêmes d'un pôle à l'autre, la concurrence n'existera plus. Après l'Hindoustan, l'Egypte ; après l'Egypte, l'Indo-Chine ! Chaque conquête de la civilisation moderne aura pour résultat une « expropriation partielle de la rente de l'ancien monde. »

Résumons en quelques lignes notre réfutation de la théorie de Ricardo.

Nous avons supposé démontré son fameux ordre de cultures, après avoir développé avec Carey les raisons qui militent en faveur du système adverse. Mais les progrès de l'agriculture ont pour effet d'effacer la différence résultant de la plus ou moins grande fertilité naturelle. D'un autre côté, il se produit une sorte de nivellement dans la valeur des produits, quand la sécurité sociale est

assez grande, pour que le capitaliste qui fait l'acquisition d'un immeuble n'ait guère à se préoccuper que de son revenu. Le prix d'achat augmente avec ce dernier, ou baisse de façon à équilibrer le surcroît des frais de production.

Il n'y a donc pas, de rente fondée sur la différence de fertilité ou de situation, et le renchérissement croissant des denrées n'est qu'une hypothèse gratuite, imaginée par Anderson. Ce n'est pas tout. La statistique nous fait assister à une diminution constante du revenu de la terre et ce mouvement de baisse s'accélère de jour en jour par l'effet de la concurrence internationale.

Mais tâchons de ne pas mériter le reproche que Malthus s'est adressé à lui-même. Ayant trouvé l'arc trop tendu d'un côté n'essayons pas de le tendre de l'autre. N'oublions pas du reste que nous avons raisonné presque exclusivement sur l'hypothèse de Ricardo et, dans une autre partie de notre travail, nous avons essayé de montrer l'étroitesse de son point de vue. Préoccupé des dangers que faisait courir à l'humanité l'accroissement de la population, il semble ne connaître d'autres cultures que celles dont le produit peut se transformer en pain. Le prix du blé et des autres céréales suit, dans le vieux monde, une progression descendante que toutes les lois douanières ne parviendront pas à enrayer. Mais à côté de ce mouvement d'affaissement ne faut-il pas constater un mouvement de redressement? La concurrence aura-t-elle pour objet de tuer le revenu net ou seulement de changer la cause première de ce revenu? L'agriculture européenne sera-t-elle ruinée parce que les blés de l'Inde

ou de l'Amérique détrôneront sur notre marché les blés de la Beauce où de la Champagne, ou trouvera-t-elle dans de nouveaux emplois du sol une compensation satisfaisante ?

Il semble que cette question soit résolue par la statistique d'une façon encourageante pour les destinées du vieux monde, et que nous n'ayons pas à opposer au pessimisme de l'école malthusienne un pessimisme en sens inverse. La baisse des produits a pour effet de laisser disponibles une partie des sommes qui servaient auparavant à leur achat, et cet argent sert à vivifier de nouvelles entreprises agricoles mieux appropriées que les anciennes aux exigences du marché. L'ouvrier, qui se procure à meilleur compte le pain nécessaire à son alimentation fera de plus en plus entrer dans celle-ci les denrées autres que les céréales, grâce aux quelques sous que met tous les jours dans sa bourse la concurrence internationale. On a comparé la production agricole à un morceau de caoutchouc dont on ne peut comprimer une partie sans dilater en même temps le reste de sa surface. La comparaison n'est pas très exacte. Il est probable en effet qu'une fraction notable de ce disponible créé par l'abaissement du prix du blé se portera vers les produits industriels. Constatons seulement l'existence d'un contre-courant, d'une sorte de reflux partiel, sans nous abuser sur la valeur scientifique de ces comparaisons qui tiennent tant de place dans la phraséologie des économistes contemporains.

Partout l'on s'ingénie à donner de nouveaux emplois à la terre, et chaque parcelle du sol commence à rece-

voir l'affectation qui convient le mieux à sa situation et à sa nature. Cette évolution de la science agricole avait déjà donné en 1846 des résultats auxquels applaudissait Hippolyte Passy, dans le beau livre qui fut une des premières protestations contre la doctrine de Ricardo : « Dans les départements les plus riches et les plus cultivés, disait-il, la distinction entre les terrains des trois premières classes du cadastre ne répond plus aux faits actuels, et il est des terres récemment défrichées, qui, transformées en peu d'années en excellents fonds, donnent maintenant des rentes de la plus grande élévation. (1) » Nous sommes bien loin du temps où Henri IV pouvait ordonner, sans que personne trouvât cette mesure injustifiée, que chaque propriétaire cultivât une partie de son domaine en « blairies. » La division du travail est pour l'industrie agricole ce qu'elle est pour l'industrie manufacturière, et l'agriculture ne sortira de la crise qui a pendant si longtemps menacé son existence, que quand le grand principe, si bien mis en lumière, par Adam Smith sera devenu le principe régulateur de l'exploitation foncière. Nous avons essayé, en ce qui concerne la propriété non bâtie, de réfuter la doctrine de l'école anglaise.

Disons quelques mots de la propriété bâtie, et montrons que là non plus il n'existe pas de monopole menaçant d'entraîner la ruine de la société au profit d'un petit nombre de privilégiés.

1. *Système de cultures*, page 35. — Il est à peine besoin de faire remarquer qu'Hippolyte Passy entend par la rente le revenu net.

Qu'une ville vienne à s'agrandir, que certains travaux d'embellissement ou d'assainissement y soient exécutés, aussitôt les immeubles qu'elle renferme, surtout ceux des quartiers centraux, acquerront une plus value (1) qui ne sera la rémunération d'aucune peine et qui nous apparaîtra comme une rente. Il convient d'ajouter que le prix de la main-d'œuvre suit une progression ascendante. Supposons deux maisons construites l'une au commencement, l'autre vers la fin du xix^e siècle, et présentant les mêmes avantages de situation et de confort. Elles se loueront au même prix, quoique leur édification n'ait pas absorbé la même quantité de capitaux ; et le premier propriétaire percevra un supplément de revenu qui ne fera

1. Cette plus value est considérable et la statistique de tous les pays l'atteste.

Elle est due en grande partie à l'augmentation de la population urbaine, qui ne formait en 1851 pour la France, que les 24/100 de la population totale et qui en 1876 en était déjà les 32/100 Statistique de la France, résultats généraux du dénombrement de 1876, page 20).

Il en est de même des autres capitales de l'Europe. Berlin d'après M. Korosi, n'avait en 1867 que 702.000 habitants. En 1877 elle en comptait un million.

La plus value de la propriété urbaine tient à d'autres causes qu'à l'accroissement des cités et qu'à l'exécution des grands travaux publics, qui sont la conséquence de l'augmentation de la population. Nous avons signalé l'existence d'une rente provenant de l'élévation toujours constante de la main-d'œuvre. M. Leroy Beaulieu, dans son *essai sur la répartition des richesses* signale plusieurs autres causes accessoires qu'il serait trop long d'énumérer.

qu'augmenter d'année en année. C'est une application de la théorie de Ricardo.

Mais le phénomène économique de la concurrence sera-t-il sans effet dans le cas qui nous occupe ; allons nous enfin assister à la naissance de la rente ?

Il semble *a priori* que la situation du propriétaire urbain, comparée à la situation du propriétaire rural, présente un certain désavantage. On peut arrêter à la frontière, au moyen de lois douanières énergiquement appliquées, le blé et les autres céréales qui écrasent sur le marché les produits du sol national. Mais arrêtera-t-on les capitaux ? Pourra-t-on les empêcher de venir se changer en matériaux et en salaires pour se transformer finalement en maisons de rapport ? Essayer de le faire, serait aussi insensé que tendre un filet à travers le lit d'une rivière dans l'espoir d'arrêter son cours.

Nous reconnaissons que dans certains cas, de plus en plus rares, la propriété urbaine peut constituer un véritable monopole : « il est, dit J. Stuart Mill, des « objets dont il est matériellement impossible d'augmenter la quantité au delà de certaines limites qui « sont fort étroites... On peut ranger dans cette catégorie les maisons et les emplacements dans une ville de « grandeur limitée, comme Venise, ou dans une ville « fortifiée, là où l'on juge les fortifications nécessaires. (1) » Mais les villes qui se trouvent dans les conditions indiquées par Stuart Mill ont, la plupart du temps des faubourgs, qui reçoivent le trop plein de leur popula-

1. Stuart-Mill. *Principes d'économie politique*. Livre III, chap. 2, page 2.

tion. Le monopole, en ce qui concerne la propriété bâtie est donc une exception, et une exception tellement rare que la science économique a le droit de ne pas s'en préoccuper.

Disons en terminant qu'une grande quantité de capitaux se porteront toujours vers la spéculation urbaine et que nous n'avons pas à craindre de voir un monopole prendre naissance de ce chef. Malgré quelques crises immobilières, en général de courte durée, les propriétaires de maisons occupent une situation véritablement privilégiée parmi les détenteurs de la fortune publique. La loi ne leur a pas marchandé les mesures de protection et l'on peut même dire que le législateur de 1804 a fait preuve en leur faveur d'une certaine partialité. L'offre des logements sera donc presque toujours égale ou supérieure à la demande, et nous n'assisterons pas à cette ascension croissante du taux des loyers dont l'école anglaise nous menace.

Nous avons vu que Ricardo et ses disciples ne parviennent à justifier ni leur postulatum, ni les conclusions qu'ils en tirent. Leur fameux ordre de culture n'est qu'une hypothèse qui, fût-elle démontrée, n'offrirait du reste qu'une base bien peu solide au système qu'ils ont édifié. Il semble donc établi qu'il n'y a pas de rente du sol, mais seulement un revenu net, identique à celui qui représente dans toutes les industries l'excédent de la valeur du produit sur la valeur du travail dépensé.

CHAPITRE X.

THÉORIE SOCIALISTE DE LA RENTE.

Mais le sort de la doctrine qui fait du revenu foncier un monopole n'est pas lié au sort des propositions diverses émises par l'école de Ricardo. Il y a eu, dans tous les temps, depuis Platon jusqu'aux collectivistes de nos jours, des écrivains qui ont flétri la propriété de la terre sans avoir lu l'essai sur le principe de la population. Malthus et Ricardo n'ont eu que le mérite d'édifier sur un nouveau fondement une vieille théorie, qui renaît continuellement de ses cendres, comme le phénix à laquelle la compare Proudhon (1). Pour les socialistes de toutes les écoles, la propriété foncière est un monopole dangereux, et celui qui en perçoit un revenu, un voleur. Ricardo se garde bien de prononcer la deuxième épithète. Il a la prétention de fixer des lois scientifiques, indépendantes des lois de la morale que sa qualité de mathématicien lui donne le droit de négliger. Mais pour tout esprit qui n'est pas familiarisé avec les subtilités de l'économie politique, les conclusions qu'appellent ses prémisses sont les mêmes que les conclusions que l'on peut tirer des prémisses posées par les communistes de toutes les sectes et de tous les temps.

Nous avons dit dans notre avant-propos que les théo-

1. Dans le chapitre premier des *contradictions économiques*, il compare le socialisme au dieu *Vichnou* toujours mourant et toujours ressuscitant. »

ries de l'école anglaise avaient exercé une grande influence sur le développement des idées socialistes. Cela tient surtout à une sorte d'interversion de point de vue, que nous avons déjà signalée avec M. Wolkoff, et que rend excusable dans une certaine mesure la terminologie des économistes malthusiens. La rente est le résultat de la parcimonie de la nature ; telle est la théorie dont Ricardo ne s'est départi dans aucun de ses ouvrages. La productivité du sol n'est pas la cause de ce superflu que certains de ses disciples semblent confondre avec le revenu net ; elle en est simplement l'effet. Mais plusieurs économistes de l'école anglaise emploient à chaque instant les expressions, dont Ricardo s'était déjà servi pour simplifier sa terminologie. Ajoutons que l'auteur des *Principes de l'économie politique et de l'impôt* fut surtout un théoricien. Il ne se mêle, guère aux agitations de la politique que pour défendre, en qualité de membre de la chambre des communes la liberté du commerce des grains. Pendant son court passage au parlement, il siégea dans cette fraction modérée du parti whig, composée, de lettrés, de sceptiques, et de savants, et où les économistes anglais, honorés des suffrages de leurs concitoyens, font en général élection de domicile. Mais Ricardo eut des disciples aux opinions plus arrêtées et dont quelques-uns descendirent dans l'arène de la politique courante. Entre cent expressions du maître, ils choisirent celles qui pouvaient les rapprocher des écoles socialistes ou quasi-socialistes, leurs alliées du moment, contre une aristocratie foncière qui avait tout fait pour mériter l'impopularité dont elle était alors l'objet.

Les ennemis de la propriété s'emparèrent de ces concessions imprudentes échappées à des écrivains qu'ils étaient en droit de considérer comme des adversaires(1). Mais ils conservèrent leur indépendance, répudièrent Malthus, et réservèrent l'épithète de malthusiens à ceux des économistes qui leur paraissaient dignes d'une flétrissure spéciale. Ils n'ont pas assez d'anathèmes pour Ricardo qui a pourtant fourni à certains d'entre eux les arguments de leur polémique courante. Les socialistes prennent de toutes les mains, mais en restant eux-mêmes, en n'abdiquant rien de ce qui constitue la physionomie de leur école, et en se servant toujours, avec la même constance, des arguments que n'a encore pu rajeunir une controverse de deux mille ans.

C'est surtout dans Proudhon que nous étudierons la question du revenu foncier. Les autres écrivains socialistes furent, ou des rêveurs comme Thomas Morus et Campanella, ou des historiens comme Louis Blanc (2), ou des disciples émancipés de l'école anglaise, comme Marx et Lassalle, qui sont à Ricardo ce qu'étaient à Hegel Feuerbach et les autres Hégéliens de l'extrême gauche.

Proudhon est un théoricien. J'ajouterai que c'est un théoricien indépendant. Nul plus que lui n'a su faire abstraction des points de vue d'école. Il a promené sur toute l'économie politique une fêrule brutale, frappant avec une impartialité qui prouve son désintéressement scientifique, les économistes socialistes et ceux qu'il qualifiait

1. Proudhon: *le socialisme n'a pour science que des lambeaux d'économie politique*. C. Econ.

2. Et Sismondi qui a certaines affinités avec le socialisme.

dédaigneusement d'économistes bourgeois. Il s'est moqué d'Owen et a tenté de ridiculiser Louis Blanc, ne choisissant pas toujours, pour harceler ses adversaires, le moment où ils étaient les plus forts. Proudhon se vantait d'être le seul socialiste qui pût faire du socialisme avec le préfet de police, et sur la fin de sa vie, il aimait à répéter certain vers d'Ovide qui n'est pas tout à fait à l'éloge de la valeur civique de ce poète. Quand la deuxième république fut morte, il en fit l'autopsie avec un calme tout scientifique dans le livre intitulé : *la révolution sociale démontrée par le coup d'état*. Quelques années plus tard, il flétrissait le droit international naissant dans des termes qu'aurait approuvés Nicolas 1^{er}, et que M. de Metternich aurait fait applaudir par les diplomates réunis autour du tapis vert des congrès de Laybach ou de Vérone. C'est dans cet écrivain qu'Emile de Girardin appelait un des princes de la pensée, et qui eut toutes les indépendances scientifiques, que nous allons étudier la théorie socialiste de rente.

Constatons en premier lieu que son point de départ n'est pas le même que celui de Ricardo. « Quand les hommes, » dit ce dernier, sont à l'aise sur un terrain qui leur offre « tout en abondance, il n'y a pas de rente. » Mais Ricardo ne s'est pas préoccupé du phénomène sociologique de la guerre ; il n'a pas songé aux actes de spoliation violente qui ont certainement à l'origine détruit l'équilibre des richesses au profit de quelques puissants. Proudhon se fait une idée plus juste de l'humanité, quoi qu'il ait dans son livre intitulé « *la guerre et la paix* » exagéré son point de vue en rééditant le fameux aphorisme de

Hobbes : *homo homini lupus*, et en déclarant que le besoin de guerres et de violences est, selon l'expression d'Aristote, « une des catégories » de l'esprit humain.

L'accaparement primitif, telle est donc pour l'auteur des *contradictions économiques* la cause principale de la rente. Le propriétaire perçoit indûment, indépendamment de ce qui constitue l'amortissement du capital dépensé, un revenu net qui représente l'action de la nature, dérivée, grâce à la complicité des lois civiles, à son profit exclusif : « qui a fait la terre ? dit Proudhon : c'est Dieu ; « dans ce cas propriétaire, retire-toi. »

« Mais le Créateur de la terre ne la vend pas, il la donne, « et en la donnant, il ne fait aucune acception de personnes. Pourquoi donc parmi ses enfants, ceux-là sont-ils « traités en aînés et ceux-là en cadets ? Comment si l'égalité des lots fut le droit originel l'inégalité fut-elle le « droit posthume (1). »

Proudhon, nous venons de le voir, ne prend à l'école anglaise, ni son point de départ qui est l'absence primitive de rente, ni son hypothèse concernant l'ordre des cultures. Dans le dernier chapitre des *contradictions économiques*, il bat en brèche la théorie de Malthus, et renverse avec quelque raison, tout au moins apparente, la

1. Dans le livre intitulé, *La propriété, c'est le vol*, Proudhon s'exprime d'une façon encore plus saisissante : « on dit communément que la terre est un instrument ; mais quel en est l'ouvrier ? Est-ce le propriétaire ? Est-ce lui qui par la vertu magique de son droit de propriété lui communique la chaleur et la fécondité ? Que le Créateur se présente pour toucher ses fermages, nous compterons avec lui, ou que le propriétaire, son prétendu fondé de pouvoirs, montre sa procuration.

double progression arithmétique et géométrique entrevue par son auteur. Proudhon semble redouter beaucoup plus la multiplication des produits que la multiplication des hommes, et il se moque impitoyablement de ces économistes qui veulent, dit-il, « opposer la famine du cœur à la famine de l'estomac. »

Telle est la première partie de la théorie proudhonienne de la rente. Le revenu foncier est un monopole, dû à l'action des forces naturelles que l'homme accapare indûment. L'auteur des *Contradictions économiques* ajoute que le propriétaire accapare aussi indûment le travail de ses semblables. Nous examinerons plus loin cette deuxième face de sa doctrine. Demandons-nous maintenant si Proudhon n'a pas fait dans le phénomène de la production la part de la nature beaucoup trop large, en diminuant outre mesure celle qui revient légitimement au travail humain.

CHAPITRE XI

DÉTERMINATION DE L'ORIGINE DU REVENU NET.

Sur ce point, Stuart Mill a eu la sagesse de ne pas se prononcer : « La part de la nature, dit-il, dans les travaux de l'homme est incommensurable. Se demander si le travail de la nature entre pour plus ou pour moins dans le résultat, c'est se demander laquelle des deux branches d'une paire de ciseaux agit le plus dans l'action de couper. » C'est le grand tort des systèmes utopistes d'avoir voulu faire une détermination qui ne peut reposer sur aucune base certaine. Fourier, dans son phalanstère, accordait au capital foncier les $\frac{4}{12}$ du produit agricole. Cette quote part, Proudhon l'aurait trouvée trop forte, Carey l'aurait trouvée trop faible, et elle peut-être l'un ou l'autre suivant les lieux et suivant les temps.

La seule chose que nous puissions faire en cette matière, c'est d'écarter les systèmes extrêmes qui accordent tout au travail ou tout à la productivité naturelle du sol. Pour Carey, celui des économistes éclectiques qui a défendu le revenu foncier avec le plus de vigueur, la somme des capitaux incorporée à la culture du sol depuis l'origine des siècles, dépasse de beaucoup la valeur vénale de la propriété immobilière. Mais l'auteur de la science sociale est tombé dans une confusion ; il n'a pas distingué des capitaux impérissables, ceux qui correspon-

dent aux frais d'entretien et qu'on ne doit faire entrer en ligne de compte dans la colonne des dépenses, qu'en portant le revenu à la colonne des recettes. Sans doute, la propriété ne serait rien sans le travail. Mais ce travail n'a-t-il pas besoin d'un élément matériel, donné par la nature, et qui est au produit ce que la toile est au tableau, ce que sont à la pensée les matériaux que la sensation lui fournit ?

Cette part des forces inconscientes, nous la ferons la plus petite possible. Retranchez du sol ce qui est dû aux efforts de toute sorte des hommes qui l'ont habité et mis en culture, il ne restera plus qu'un résidu presque sans valeur. Nous éliminons, bien entendu, les cas exceptionnels. Certaines tribus arabes du Sahara et du Soudan se sont emparées d'oasis où poussent, presque sans culture, les palmiers qui leur fournissent leur subsistance, et dont les produits, vendus sur les marchés de l'Algérie et de la Tripolitaine, donnent souvent à leurs possesseurs la richesse par surcroît. Nous ne prendrons pas la défense de cette propriété, qui mérite dans une certaine mesure les anathèmes des socialistes. Mais n'envisageons que la règle générale sans nous préoccuper des exceptions. Le travail, dirons-nous, est la grande source du revenu foncier ; les agents naturels intervenant, non pas comme facteur mais plutôt comme condition de la production. Nous avons tout à l'heure comparé la surface cultivée du sol à un tableau dont la nature aurait seulement fourni la toile. Quelque mauvaise que soit la peinture, celle-ci n'est-elle pas la chose principale, et faut-il rouvrir cette vieille discussion qui passionna les jurisconsultes romains, et que

Justinien trancha dans ses Institutes, en faisant triompher la règle, dont il n'entrevoyait pas la portée philosophique, *forma dat esse rei?*

Ajoutons qu'en réduisant la nature au rôle de simple support, nous nous séparons de certains défenseurs de la propriété, toujours prêts à atténuer leurs idées pour ne pas heurter celles de leurs adversaires. Voici comment s'exprime Adam Smith : « dans la culture de la terre la nature travaille conjointement avec l'homme, et quoi-
« que le travail de la nature ne coûte aucune dépense,
« ce qu'il produit n'en a pas moins sa valeur, aussi bien
« que ce que produisent les ouvriers les plus chers.....
« on peut considérer la rente comme le produit de cette
« puissance de la nature dont le propriétaire prête la
« jouissance au fermier. Elle est l'œuvre de la nature qui
« reste après qu'on en a déduit ou compensé tout ce qu'on
« peut regarder comme l'œuvre de l'homme. C'est rare-
« ment moins du quart, et souvent plus du tiers du pro-
« duit total. Jamais une quantité égale de travail humain
« employé dans les manufactures ne saurait opérer une
« aussi grande reproduction. » Combien sont plus près de la vérité Arthur Young et Walras ! L'influence magique de la propriété, dit le premier, « transforme le sable en or », et le second définit le travail humain dans des termes que Proudhon ne peut s'empêcher d'admirer : « une guerre acharnée déclarée à la parcimonie de la nature. »

C'est aussi une guerre déclarée à sa fécondité. La productivité du sol est une valeur qu'il faut faire précéder tantôt du signe plus et tantôt du signe moins. La puissance exubérante de la nature n'est-elle pas comparable à un

fleuve rapide que l'homme est le plus souvent obligé de remonter ?

Tel est selon nous le rôle des forces inconscientes dans le phénomène de la production : la nature ne nous fournit qu'un point d'appui et la limite précise qui sépare son œuvre de celle de l'homme semble reculer constamment. Supprimez par la pensée les plantations qui recouvrent le sol ; faites abstraction des capitaux de toute sorte que ses possesseurs y ont enfouis depuis l'origine des siècles. Dans le résidu que laissera votre analyse, vous retrouverez encore le travail humain. « L'âme, dit Plotin, « dans un des plus beaux passages des *Ennéades*, est « comme une lumière brillant sur une hauteur. Au ter- « me où son rayonnement s'arrête, il semble qu'il n'y « ait que ténèbres. Mais c'est l'âme qui détermine leur « forme et par là les rend visibles. »

M. Dunoyer, dans son beau livre *De la liberté du travail* a protesté contre la doctrine qui semble vouloir faire de l'adage sabinien « *materia dat esse rei* », la règle fondamentale de l'économie politique. « Il n'y a pas dit- « il, à sortir de l'activité humaine pour trouver l'origine « des pouvoirs que possède le travail humain. En d'au- « tres termes, l'homme a créé tous ses pouvoirs. Le capi- « tal désigne l'ensemble des forces utiles que l'homme « est parvenu à développer, soit en lui-même, soit dans « les choses qu'il convertit à son usage. » Nous ne pouvons qu'approuver M. Dunoyer écartant ce qu'il appelle quelque part « la trinité pédantesque » de l'école. Mais peut-être n'a-t-il pas été juste envers la nature en lui refusant le rôle modeste que nous lui avons attribué. Le

travail proprement dit, le capital, qui n'est, selon la belle expression de Karl Marx, que du travail cristallisé, telles sont les deux causes principales dont la production agricole est l'effet, la matière n'intervenant que comme une condition, et non pas comme un facteur.

Jusqu'ici nous avons supposé un individu isolé, prenant possession d'une terre et faisant croître du blé, là où la nature, laissée à elle-même, n'aurait produit que de misérables ronces. Mais l'homme n'est pas un empire dans un empire, et Spinoza l'avait dit avant nous, dans une phrase bien souvent citée. Il est, d'une série de cercles concentriques, celui qui a le rayon le plus court, et il aliène une partie de son activité intelligente au profit des collectivités dont il dépend. Après avoir parlé du travail individuel, mettons en lumière la part qui revient à l'humanité dans la plus-value de la terre.

Nous retrouvons dans la genèse du revenu net foncier l'action de forces communes, dont quelques-unes ont agi dans le passé, tandis que les autres sont de tous les temps.

N'est-ce pas en effet le travail des générations disparues qui a pour ainsi dire transformé la terre ? Supposons un propriétaire de la campagne romaine, possesseur de jardins dont l'exploitation ne lui coûte aucun effort personnel et ne nécessite que des frais minimes, quelque menue monnaie à distribuer entre un petit nombre de paysans. Proudhon prendra ici sa revanche : Il semble qu'il ait le droit de ne considérer dans notre capitaliste qu'un mendiant recevant l'aumône de la nature. N'est-il pas plus vrai de dire qu'il reçoit un bienfait des

générations qui ont précédé la sienne ? Cette superbe végétation qui lui donne la richesse presque sans travail n'est-elle pas l'œuvre collective des anciens Italiens ?

Au temps de Paul-Emile, on ne cultivait guère que du blé de la Ligurie à la Calabre. Ajoutons à cela quelques vignes et quelques oliviers. Les habitants de l'antique Italie arrachaient de leurs champs l'avoine, et ils ne connurent le seigle que quand les hasards de la guerre les eurent mis en contact avec les Germains. Les amandes, les pêches, les cerises, n'auraient probablement jamais été cultivées sur le sol italique si les victoires des Romains ne leur eussent pas soumis l'Orient. Le palmier qui fit son apparition dans la Calabre 300 ans avant J.-C. y fut importé par des marchands de la Grande-Grèce. La culture du citronnier remonte aux derniers temps de l'empire ; le premier fut planté dans les jardins de Julia Domna, femme de Septime-Sévère. « Si l'Allemagne, dit Momsen, est presque un pays méridional, comparée au pays que foula aux pieds Jules César, il faut en dire autant de l'Italie, devenue dans la même proportion, plus méridionale qu'elle ne l'avait été dans les anciens temps. »

Nous pourrions multiplier les exemples de ce genre : c'est sous mille formes que s'est manifestée, en ce qui concerne la propriété foncière, l'action collective des hommes. Non contents d'avoir pour ainsi dire créé le sol, ils ont appliqué toute leur industrie à le défendre, et, par une série d'efforts incessants, ils sont arrivés à écarter de leur œuvre la plupart des causes de destruction.

Nous avons parlé de l'action sociale dans le passé. Montrons ce qu'elle est dans le présent, et sans tomber dans des redites, sans énumérer tous les bienfaits qui résultent pour l'homme du développement de la civilisation, essayons de déterminer la part qui revient à ce dernier dans la formation du revenu de la terre.

La valeur vénale de la propriété foncière, et c'est là un fait d'observation courante, augmente dans les périodes de paix sociale, et diminue en temps de troubles et de guerre. Bentham constate que, pendant les dernières années du XVIII^e siècle, les terres en Angleterre ne se vendaient plus que 20 ou 25 fois leur produit net. Adam Smith (R. d. n. lib. 2, chap. IV) fait la même remarque pour le continent. Et ce que nous avons dit du capital pourrait s'appliquer au revenu. Une portion du capital foncier n'est-elle pas, pour ainsi dire, du revenu mis en réserve et comme placé à intérêts composés ? Et ne peut-on pas, en conséquence, conclure du premier au second ?

Trois causes principales, parmi celles qui tiennent au progrès social, ont pour effet d'augmenter le rendement de la propriété terrienne. La première est la sécurité, sans laquelle le détenteur du sol n'oserait entreprendre aucune amélioration agricole qui ne lui rapporterait pas un bénéfice immédiat. La seconde est le développement de la consommation qui augmente d'une façon plus que proportionnelle à l'accroissement de la population. Les hommes réunis en société sentent naître en eux de nouveaux besoins et pour leur donner satisfaction ils sont obligés de varier les cultures. Le taux normal de

la production s'élève alors, car la variété des produits favorise leur diffusion et leur absorption, de même que la quantité de marchandises fabriquées est plus que décuplée par la division du travail. C'est cette infinie diversité dans la demande, qui permet de donner un emploi rémunérateur à des terres que jusque-là on n'aurait pas songé à mettre en culture. Consultons les documents que nous fournit la statistique fiscale. Ils nous apprendront que certains départements (1), considérés à l'époque de la confection du cadastre comme absolument improductifs, sont maintenant, grâce au développement social et grâce aux besoins nouveaux qu'il fait naître, parmi les plus riches de la France (2).

1. Il résulte de l'enquête de 1879 (*Bulletin statistique* de juillet 1883, page 47 à 51) que le département de l'Aude ne paie comme impôt foncier que 2,50 0/0 de son revenu. Lors de la confection du cadastre, il ne contenait que des terres stériles et des landes qui ont fait place depuis à de superbes cultures.

2. Le résultat de la civilisation n'est pas seulement de donner des emplois différents à des sols de différente nature, mais aussi de permettre d'utiliser, en ce qui concerne chaque terre les avantages climatériques qu'elle présente. Prenons l'exemple des Pyrénées-Orientales. Les plaines de la vallée de la Têt sont depuis un certain nombre d'années recouvertes de cultures assez semblables à celles qui font de la banlieue parisienne un véritable jardin potager. Les produits récoltés aux environs de Perpignan ne sont peut-être pas meilleurs que ceux des marais de Saint-Ouen ou d'Argenteuil, et cela ne les empêche cependant pas d'affluer sur les marchés de la capitale. C'est que leur maturité est plus hâtive, et que le progrès social augmente sans cesse le nombre de gens pouvant se passer le luxe de primeurs.

Un autre effet de la civilisation est de permettre au propriétaire de se procurer à bon compte les capitaux dont il a besoin. Le cultivateur algérien, qui ne trouve qu'à 10 0/0 l'argent qui lui est nécessaire, est dans une situation d'infériorité manifeste vis-à-vis du cultivateur du continent. « On peut, dit Turgot, regarder le taux de
« l'intérêt comme une espèce de niveau au-dessous du-
« quel tout travail, toute culture, toute industrie, tout
« commerce cessent. C'est comme une mer répandue sur
« une vaste contrée. Les sommets des montagnes s'élè-
« vent au-dessus des eaux et forment des îles fertiles et
« cultivées. Si cette mer vient à s'écouler, à mesure qu'elle

Pour nous, la valeur réside dans la rareté, et en cela nous adoptons la théorie de Burlamaqui, que M. Léon Walras a pour ainsi dire fait sienne. Citons à ce propos un passage de Ricardo : il y a, dit-il, des choses dont la valeur ne dépend que de leur rareté... telles sont les livres, les médailles, les vins d'une qualité exquise qu'on ne peut tirer que de certains terrains peu étendus. Cette valeur dépend uniquement des facultés et des goûts et des caprices de ceux qui ont envie de posséder de tels objets. *Principes de l'Economie politique*. Chap. I, ». Mais il n'y a pas de rareté en soi, pas plus qu'il n'y a de chaleur en soi, et nous pourrions emprunter à M. Walras les arguments permettant de le démontrer. Le vin récolté sur le Clos-Vougeot par exemple, n'est rare que par rapport au nombre assez considérable des gens disposés à l'acheter à des prix exorbitants. Le progrès social a donc un double effet : 1° De varier les cultures, et de permettre la constitution de monopoles naturels.

2° D'accroître graduellement le nombre de consommateurs disposés à acquérir ces choses, dont le prix, pour Ricardo, dépend des goûts et des caprices individuels ; d'augmenter leur rareté et en même temps leur valeur.

« descend, les terrains en pente, puis les plaines et les
« collines paraissent et se couvrent de productions de
« toute espèce. Il suffit que l'eau monte ou baisse d'un
« pied pour inonder ou rendre à la culture des plaines
« immenses. C'est l'abondance des capitaux qui anime
« toutes les entreprises, et le bas prix de l'argent est, tout
« à la fois, l'effet et l'indice de l'abondance des capitaux. »
La comparaison de Turgot est aussi juste pour l'industrie
agricole que pour l'industrie manufacturière. C'est la
densité des capitaux, due en partie à la proximité des cen-
tres de civilisation, qui est la cause principale de cette
augmentation du rendement foncier que la statistique
constate avec quelque étonnement dans des terres
naturellement stériles, comme les polders de la Flandre
ou les anciens marécages du Hainaut (1).

1. D'après M. Gide, trois causes augmentent le rendement de
de la terre.

1. L'accroissement de la population.

2. L'augmentation de la richesse générale.

3. Le développement des travaux publics.

« Aux Etats-Unis, dit-il, la plus value des terrains a atteint des
« proportions fabuleuses, étant donnée justement l'action parti-
« culièrement puissante des trois causes signalées. On a calculé
« que chaque émigrant, par le seul fait de son arrivée, aug-
« mentait de 400 dollars environ la valeur du territoire des
« Etats-Unis... » « En Angleterre, le revenu des terres était
« évalué à 500 millions, en 1800; en 1875 on l'évaluait à 1500 mil-
« lions. Il avait donc triplé. »

Notre point de vue se rapproche beaucoup de celui de
M. Gide, la deuxième cause qu'il signale se confondant avec
la troisième cause que nous avons signalée, (accroissement de
la quantité de capitaux disponibles.)

Nous n'insisterons pas sur ce point. La question de l'origine de revenu foncier nous semble résolue par l'économie politique en faveur du propriétaire. Ricardo ne parvient à justifier ni son *postulatum*, ni ses conclusions, qu'il cherche du reste à atténuer en proposant un impôt sur la rente (1). Proudhon n'a fait que rajeunir les vieux arguments qui sont, pour ainsi dire, le fonds commun dans lequel vient s'alimenter toute la polémique socialiste. Il n'est créateur que dans la forme. — L'originalité de l'auteur des *Contradictions économiques* consiste uniquement dans sa façon plus philosophique de présenter les théories de son école, en les dégageant de tout point de vue politique ou religieux.

Mais notre tâche n'est pas terminée. Il ne suffit pas pour justifier le revenu foncier, d'établir qu'il est le produit du travail de l'homme et que la nature inconsciente n'a qu'une part dérisoire dans sa formation. Les partisans de la propriété restent en présence de la théorie mutuelliste, de la théorie de Karl Marx, et de la doctrine qui, attribuant principalement à l'action de l'Etat le phénomène de la création de la rente, a réclamé pour l'Etat le droit d'absorber cette rente à son profit.

1. Œuvres complètes de Ricardo ; *Principes d'économie politique*. Chap. X *Des impôts sur la rente* : Il s'attache à démontrer qu'un impôt sur la rente ne se répercuterait pas sur les consommateurs.

CHAPITRE XI

LÉGITIMITÉ DU REVENU NET FONCIER

Le produit agricole est le résultat du travail humain, l'action de la nature n'intervenant que comme accessoire. C'est une vérité que nous nous sommes efforcé de mettre en lumière et que viennent, du reste, corroborer les données de la science agronomique. Qu'un propriétaire exploite lui-même sa terre, il paraît bien difficile de lui contester le *jus fruendi et abutendi* sur ce qui constitue le revenu de son fonds. Mais le faire valoir est peut-être l'exception, l'amodiation étant la règle, tout au moins pour la grande propriété, celle qui a mis en branle la plupart des théories économiques relatives à la « rente » du sol. Les socialistes qui ont flétri le propriétaire de l'épithète de mendiant en lui reprochant d'accaparer à son profit exclusif les bienfaits de la nature, vont maintenant l'accuser de vivre aux dépens de ses semblables. Ne retient-il pas, en effet, une partie du salaire légitime de ses collaborateurs dans l'acte de la production agricole ?

C'est la théorie du travail non payé de Karl Marx et la théorie mutuelliste de Proudhon. De la première, nous ne dirons pas grand'chose. Elle se lie à un ensemble de doctrines que nous avons essayé de réfuter : Karl Marx est un adepte de l'école anglaise ; il accepte son point de départ, ne répudie pas ses conclusions,

se bornant à les accommoder au système politique et social dont il veut assurer le triomphe. Il formule la loi des salaires avec la même rigueur que Turgot. L'ouvrier, pour lui, ne reçoit de l'employeur que ce qui est strictement nécessaire pour l'empêcher de mourir de faim; c'est une machine qu'on alimente de charbon en essayant d'obtenir au plus bas prix possible le maximum de force motrice. Le propriétaire foncier, comme tout autre représentant de la classe capitaliste, bénéficie d'une activité qui n'est pas la sienne, et, en entassant des écus, il accumule du travail non payé.

Mais nous n'acceptons ni la théorie de Malthus, ni celle de Ricardo, ni leur résultante qui est la loi des salaires. Le système de Karl Marx tombe de lui-même avec l'ensemble doctrinal qui lui a servi de support. Le capital, d'après le grand économiste allemand, n'est-il pas du travail passé, cristallisé en quelque sorte.

La théorie mutuelliste a été formulée par Proudhon. Elle diffère à peine de la précédente, quoique son auteur, chaque fois qu'il analyse les doctrines de l'école anglaise, fasse tous ses efforts pour en démontrer l'inanité. « Toute valeur, dit-il, naît du travail, et se compose essentiellement de salaires; en d'autres termes, aucune richesse ne procède originairement du privilège, n'a de valeur que par la façon, et, en conséquence, le travail seul est entre les hommes la source du revenu. Comment donc concilier la théorie du fermage et de la productivité du capital, théorie confirmée par la pratique universelle, et que l'économie politique, en sa qualité de routinière, est obligée de subir mais sans pouvoir

« la justifier, avec cette autre théorie qui nous montre la
« valeur se composant normalement de salaires, et qui
« aboutit fatalement, comme nous le démontrerons, à
« l'égalité du revenu brut et du revenu net? » (*C. É.* I,
p. 17.

Le propriétaire, d'après Proudhon, est voleur à un double titre. Il accapare l'instrument de travail, que le Créateur a mis à la disposition de tous « sans faire acception de personnes; » en second lieu, il profite d'un travail qu'il ne rémunère qu'à demi. Nous avons déjà examiné la question de la gratuité des agents naturels; cela nous dispense d'un plus long examen de la question du fermage; Proudhon soutient qu'elles sont indépendantes l'une de l'autre. Mais faisons appel aux simples lumières du bon sens! Si je suis le créateur de l'instrument mis à la disposition du fermier, peut-on me refuser le droit de lui demander des comptes, et de faire deux parts dans la production, l'une pour moi et l'autre pour lui?

Le propriétaire étant mis ainsi à l'abri des revendications de ses auxiliaires, reste à le garantir des revendications de la collectivité, c'est-à-dire de l'État. Ricardo et ses disciples, qui ont proclamé l'existence d'une rente indépendante du travail humain, déclaraient équitable son absorption partielle ou totale par l'impôt. Et ils justifiaient cette revanche prise par l'humanité sur le propriétaire, à l'aide d'un argument assez ingénieux : « Si l'on rangeait, dit Wolkoff (1), les fortunes individuelles en groupes, d'après leur grandeur, on trouverait, le

1. page 46.

« plus souvent, que les différences entre les taux des fortunes s'accroissent moins rapidement que les différences entre leur nombre; que, par exemple, le nombre des fortunes de 100.000 francs, est moins de la moitié du nombre des fortunes de 50.000. Cela fait que l'accroissement du prix est suivi d'une diminution de la demande en plus forte proportion. Le producteur est alors obligé de faire des économies sur les frais de production, et le résultat en est qu'on paye plus cher un moins bon produit; c'est le cas de tous les impôts, celui de la rente excepté. »

Mais nous ne croyons pas à l'existence de la rente, sous quelque forme qu'on la présente et à quelque ensemble théorique qu'on la rattache. Nous croyons seulement à l'existence d'un revenu net, qui ne se distingue pas des profits courants des autres industries, et que l'État ne peut absorber par l'impôt sans commettre un acte de spoliation.

Dans le conflit des doctrines relatives à la propriété foncière, la ligne de défense n'a pas toujours eu un front égal à la ligne d'attaque, et beaucoup d'économistes, disciples de Carey et de Bastiat et qui s'inspiraient d'Adam Smith, semblent avoir facilité, par leurs concessions imprudentes, la tâche de leurs adversaires. « Nous marchons, dit Blanqui, vers le moment où les propriétaires seront obligés de cultiver eux-mêmes ou de vendre, s'ils veulent avoir un revenu » (note sur *la richesse des nations*, page 16, édition Guillaumin). M. Walras, dans sa *Théorie mathématique de la richesse*, ne se rallie-t-il pas à un système analogue qui a bien des points communs

avec celui de Colins, et qui consisterait dans le rachat des terres par l'État, avec quelques palliatifs destinés à sauvegarder la *situation acquise* du propriétaire ? Wagner, professeur à l'université de Berlin, ne dresse-t-il pas, tout en combattant les socialistes, un formidable réquisitoire contre les détenteurs d'immeubles urbains ? Inutile de dire que ces économistes applaudissent aux projets de taxation exceptionnelle de la propriété foncière, plagiant les physiocrates qu'il n'osent guère citer, et rééditant sous une forme moins étrange les aphorismes de Mercier de la Rivière si cruellement mis en pièces par l'auteur de *l'homme aux quarante écus* !

Aujourd'hui, le conflit des doctrines s'est apaisé, du moins parmi les économistes qui ne compromettent pas dans les agitations de la politique la science qu'ils professent. Il nous est d'autant plus facile de porter un jugement impartial dans cette question des rapports de la propriété foncière et de l'État.

Ecartons tout d'abord les arguments, fort peu probants d'ailleurs, qui ne se rattachent pas directement au sujet de notre étude. La terre, disent les uns, doit être l'objet d'une taxation spéciale, représentative des anciennes charges féodales. Je sais qu'un argument analogue a été produit à propos de l'impôt des patentes, considéré par certains économistes comme la rançon des jurandes et des maîtrises. Mais que dirait-on du gouvernement anglais, s'il soumettait à une taxe de 10 livres sterling par tête les non-protestants, émancipés en 1829 et en 1866 ?

Un argument plus sérieux a été mis en avant dans un

livre qui fait autorité pour la science économique : la propriété foncière, dit M. Leroy-Beaulieu, bénéficie plus que toute autre de la protection sociale. Une guerre vient à éclater ? Le détenteur de titres de rente ne sera pas embarrassé pour les mettre hors de la portée des Uhlans, des Cosaques ou des Croates ! Mais un immeuble situé dans l'un de nos départements de l'Est se transporte difficilement en Bretagne !

L'argument est juste jusqu'à un certain point. Mais une grande partie de la fortune mobilière n'est pas susceptible d'être cotée à la Bourse, d'être échangée du jour au lendemain contre de l'argent comptant.

Restons d'ailleurs dans la donnée de notre étude et ne nous préoccupons que des arguments qui ont trait à la question de la nature et de l'origine du revenu net foncier. Nous avons montré quelle était l'action de la société dans la formation de ce revenu. L'État, qui a favorisé la production, doit être rendu indemne en recevant sa part dans le produit. Mais quelle est au juste cette part, et Blanqui, Walras, Wagner (nous ne parlons pas des écrivains socialistes), ne l'ont-ils pas exagérée outre mesure ?

Les physiocrates ont préconisé l'impôt unique sur la terre qui semblait être, dans leur système, productive de la totalité du revenu net. Nous nous abstiendrons de faire valoir les arguments que sir Cornwall Lewis, que Proudhon ont opposés à cette doctrine ! « L'impôt unique, dit l'auteur des *Contradictions économiques*, est la somme de toutes les iniquités sociales. » Et nous le contredisons d'autant moins, que tout est sujet à discussion dans la

doctrine de l'école physiocratique et qu'il est assez difficile d'interpréter exactement leur pensée !

La société, nous l'avons supposé, permet au revenu foncier de naître. Elle est, vis-à-vis du propriétaire qui le perçoit, dans la situation d'un mandataire ou d'un gérant d'affaires ! Elle aura le droit d'être indemnisée sur la valeur du produit. Mais lui permettre d'absorber par l'impôt la plus-value totale, serait un système anti-juridique, et, qui plus est, irrationnel.

L'État, par le seul impôt foncier, prélève une quote part du revenu net qui varie de 2 à 8 0/0. N'est-il pas suffisamment indemnisé pour les sacrifices qu'il a pu faire ? Et en tenant compte de ce fait que le propriétaire, s'il perçoit une rente comme le prétend l'école anglaise, l'a payée par une surélévation du prix d'achat de sa terre, ne peut-on pas dire qu'il est quitte envers l'État, et que celui-ci n'a aucun droit de copropriété à revendiquer contre lui ?

CONCLUSION

Résumons en quelques lignes cette étude sur le revenu net foncier.

Depuis que la science a essayé de fixer les lois de la production et de la répartition des richesses, deux écoles se sont trouvées en présence. Elles ont mis en avant des arguments toujours les mêmes, qu'on ne peut justifier ou réfuter qu'en sortant du domaine de l'économie politique abstraite, pour entrer dans celui de la philosophie pure.

La première, celle qui défend l'ordre traditionnel et hiérarchique, exalte le travail humain et lui attribue la part principale dans le phénomène de la production. L'adage *forma dat esse rei*, disent les écrivains qui ont accepté la mission de faire triompher ses doctrines, est un axiome de bon sens que la controverse ne saurait atteindre. Une chose a-t-elle d'autre valeur que celle que l'homme lui communique, et peut-on la considérer autrement que dans ses relations avec lui? Qu'est-ce qu'un hectare de terrains, situés dans une région inaccessible, et produisant une végétation luxuriante dont personne ne profiterait?

Voilà la thèse, à laquelle les socialistes, ceux tout au moins qui ne se sont pas écartés de la donnée primitive de leur école, opposent sous forme d'antithèse, la maxi-

me *materia dat esse rei*. « Que le Créateur, dit Proudhon, se présente pour toucher ses fermages, nous comptons avec lui. » L'auteur du livre *la propriété c'est le vol*, ne s'est pas préoccupé de ce fait que le travail humain a donné aux produits de la terre la forme sous laquelle ils sont ou peuvent être utilisables. Il formule la doctrine matérialiste, en face de la doctrine idéaliste, qui seule peut servir de support à une science économique méritant le nom de science.

Dans le dernier chapitre de notre étude, nous avons pris parti pour la thèse, qui fait aussi grande que possible la part du travail humain, contre l'antithèse qui voit surtout dans la production l'action de forces inconscientes. Mais la question primordiale, le conflit traditionnel, se sont compliqués d'éléments nouveaux introduits par l'école anglaise, école mathématique ou se prétendant telle, qui a essayé d'édifier sur une série de différences, sur un système d'équations, une doctrine qui a exercé, pendant la première partie du xix^e siècle, tout au moins, une influence prépondérante sur les destinées de l'économie politique.

Avant Malthus et Ricardo, les économistes et les philosophes n'avaient, dans le phénomène de la production, considéré que deux facteurs : le travail de la nature, d'abord, et, en second lieu, le travail de l'homme, auxquels on attribuait des coefficients variant à l'infini suivant les points de vue d'école. Les disciples de Malthus ont déplacé la question et déclaré oiseuses toutes les controverses qui avaient jusque là divisé les représentants de la science des richesses. Que la part afférente au travail

humain dans le produit se chiffre par zéro ou se chiffre par 19, le maximum étant 20, que nous importe! disent-ils. Ne considérons le produit qu'au moment où il acquiert une valeur, grâce au phénomène économique de l'échange! Eh bien! cette valeur naît du conflit de lois mathématiques, de différences susceptibles d'être évaluées par le calcul!

Et ils ont édifié sur ce fondement éminemment fragile une théorie ingénieuse, qui voit le nombre de ses partisans diminuer de jour en jour, mais qui a fourni aux socialistes des formules et quelquefois des arguments. On ne lit plus guère les *Principes de l'économie politique et de l'impôt*, mais on lit encore le *Capital* de Karl Marx et le livre ingénieux dans lequel F. Lassalle a mis tant de souplesse d'esprit au service des idées collectivistes: *Herr Bastiat Schulze von Delitsch oder Kapital und Arbeit*.

Le succès des doctrines malthusiennes, et l'influence qu'elles ont exercée et qu'elles exercent encore aujourd'hui, s'expliquent par un ensemble de causes que nous avons signalées dans notre avant-propos. L'esprit humain est toujours un peu dupe de tous ceux qui annoncent à grands cris qu'ils ont raison! On n'avait pas lu Anderson, l'auteur de la théorie qui porte le nom de Ricardo. Il a mis, de même que West, beaucoup de talent à développer des idées dont d'autres ont eu la gloire. Mais Ricardo et Malthus ont donné à ces idées une forme en quelque sorte mathématique, parlant à chaque instant d'axiomes, de principes incontestables, et faisant à chaque instant intervenir, dans l'exposé de leurs doctrines, la terminologie de la science pure.

générations qui ont précédé la sienne ? Cette superbe végétation qui lui donne la richesse presque sans travail n'est-elle pas l'œuvre collective des anciens Italiens ?

Au temps de Paul-Emile, on ne cultivait guère que du blé de la Ligurie à la Calabre. Ajoutons à cela quelques vignes et quelques oliviers. Les habitants de l'antique Italie arrachaient de leurs champs l'avoine, et ils ne connurent le seigle que quand les hasards de la guerre les eurent mis en contact avec les Germains. Les amandes, les pêches, les cerises, n'auraient probablement jamais été cultivées sur le sol italique si les victoires des Romains ne leur eussent pas soumis l'Orient. Le palmier qui fit son apparition dans la Calabre 300 ans avant J.-C. y fut importé par des marchands de la Grande-Grèce. La culture du citronnier remonte aux derniers temps de l'empire ; le premier fut planté dans les jardins de Julia Domna, femme de Septime-Sévère. « Si l'Allemagne, dit Momsen, est presque un pays méridional, comparée au pays que foula aux pieds Jules César, il faut en dire autant de l'Italie, devenue dans la même proportion, plus méridionale qu'elle ne l'avait été dans les anciens temps. »

Nous pourrions multiplier les exemples de ce genre : c'est sous mille formes que s'est manifestée, en ce qui concerne la propriété foncière, l'action collective des hommes. Non contents d'avoir pour ainsi dire créé le sol, ils ont appliqué toute leur industrie à le défendre, et, par une série d'efforts incessants, ils sont arrivés à écarter de leur œuvre la plupart des causes de destruction.

Nous avons parlé de l'action sociale dans le passé. Montrons ce qu'elle est dans le présent, et sans tomber dans des redites, sans énumérer tous les bienfaits qui résultent pour l'homme du développement de la civilisation, essayons de déterminer la part qui revient à ce dernier dans la formation du revenu de la terre.

La valeur vénale de la propriété foncière, et c'est là un fait d'observation courante, augmente dans les périodes de paix sociale, et diminue en temps de troubles et de guerre. Bentham constate que, pendant les dernières années du xviii^e siècle, les terres en Angleterre ne se vendaient plus que 20 ou 25 fois leur produit net. Adam Smith (R. d. n. lib. 2, chap. IV) fait la même remarque pour le continent. Et ce que nous avons dit du capital pourrait s'appliquer au revenu. Une portion du capital foncier n'est-elle pas, pour ainsi dire, du revenu mis en réserve et comme placé à intérêts composés? Et ne peut-on pas, en conséquence, conclure du premier au second?

Trois causes principales, parmi celles qui tiennent au progrès social, ont pour effet d'augmenter le rendement de la propriété terrienne. La première est la sécurité, sans laquelle le détenteur du sol n'oserait entreprendre aucune amélioration agricole qui ne lui rapporterait pas un bénéfice immédiat. La seconde est le développement de la consommation qui augmente d'une façon plus que proportionnelle à l'accroissement de la population. Les hommes réunis en société sentent naître en eux de nouveaux besoins et pour leur donner satisfaction ils sont obligés de varier les cultures. Le taux normal de

la production s'élève alors, car la variété des produits favorise leur diffusion et leur absorption, de même que la quantité de marchandises fabriquées est plus que décuplée par la division du travail. C'est cette infinie diversité dans la demande, qui permet de donner un emploi rémunérateur à des terres que jusque-là on n'aurait pas songé à mettre en culture. Consultons les documents que nous fournit la statistique fiscale. Ils nous apprendront que certains départements (1), considérés à l'époque de la confection du cadastre comme absolument improductifs, sont maintenant, grâce au développement social et grâce aux besoins nouveaux qu'il fait naître, parmi les plus riches de la France (2).

1. Il résulte de l'enquête de 1879 (*Bulletin statistique* de juillet 1883, page 47 à 51) que le département de l'Aude ne paie comme impôt foncier que 2,50 0/0 de son revenu. Lors de la confection du cadastre, il ne contenait que des terres stériles et des landes qui ont fait place depuis à de superbes cultures.

2. Le résultat de la civilisation n'est pas seulement de donner des emplois différents à des sols de différente nature, mais aussi de permettre d'utiliser, en ce qui concerne chaque terre les avantages climatiques qu'elle présente. Prenons l'exemple des Pyrénées-Orientales. Les plaines de la vallée de la Têt sont depuis un certain nombre d'années recouvertes de cultures assez semblables à celles qui font de la banlieue parisienne un véritable jardin potager. Les produits récoltés aux environs de Perpignan ne sont peut-être pas meilleurs que ceux des marais de Saint-Ouen ou d'Argenteuil, et cela ne les empêche cependant pas d'affluer sur les marchés de la capitale. C'est que leur maturité est plus hâtive, et que le progrès social augmente sans cesse le nombre de gens pouvant se passer le luxe de primeurs.

Un autre effet de la civilisation est de permettre au propriétaire de se procurer à bon compte les capitaux dont il a besoin. Le cultivateur algérien, qui ne trouve qu'à 10 0/0 l'argent qui lui est nécessaire, est dans une situation d'infériorité manifeste vis-à-vis du cultivateur du continent. « On peut, dit Turgot, regarder le taux de
« l'intérêt comme une espèce de niveau au-dessous du-
« quel tout travail, toute culture, toute industrie, tout
« commerce cessent. C'est comme une mer répandue sur
« une vaste contrée. Les sommets des montagnes s'élè-
« vent au-dessus des eaux et forment des îles fertiles et
« cultivées. Si cette mer vient à s'écouler, à mesure qu'elle

Pour nous, la valeur réside dans la rareté, et en cela nous adoptons la théorie de Burlamaqui, que M. Léon Walras a pour ainsi dire fait sienne. Citons à ce propos un passage de Ricardo : il y a, dit-il, des choses dont la valeur ne dépend que de leur rareté... telles sont les livres, les médailles, les vins d'une qualité exquise qu'on ne peut tirer que de certains terrains peu étendus. Cette valeur dépend uniquement des facultés et des goûts et des caprices de ceux qui ont envie de posséder de tels objets. *Principes de l'Economie politique*. Chap. I, ». Mais il n'y a pas de rareté en soi, pas plus qu'il n'y a de chaleur en soi, et nous pourrions emprunter à M. Walras les arguments permettant de le démontrer. Le vin récolté sur le Clos-Vougeot par exemple, n'est rare que par rapport au nombre assez considérable des gens disposés à l'acheter à des prix exorbitants. Le progrès social a donc un double effet : 1^o De varier les cultures, et de permettre la constitution de monopoles naturels.

2^o D'accroître graduellement le nombre de consommateurs disposés à acquérir ces choses, dont le prix, pour Ricardo, dépend des goûts et des caprices individuels ; d'augmenter leur rareté et en même temps leur valeur.

« descend, les terrains en pente, puis les plaines et les
« collines paraissent et se couvrent de productions de
« toute espèce. Il suffit que l'eau monte ou baisse d'un
« pied pour inonder ou rendre à la culture des plaines
« immenses. C'est l'abondance des capitaux qui anime
« toutes les entreprises, et le bas prix de l'argent est, tout
« à la fois, l'effet et l'indice de l'abondance des capitaux. »
La comparaison de Turgot est aussi juste pour l'industrie
agricole que pour l'industrie manufacturière. C'est la
densité des capitaux, due en partie à la proximité des cen-
tres de civilisation, qui est la cause principale de cette
augmentation du rendement foncier que la statistique
constate avec quelque étonnement dans des terres
naturellement stériles, comme les polders de la Flandre
ou les anciens marécages du Hainaut (1).

1. D'après M. Gide, trois causes augmentent le rendement de
de la terre.

1. L'accroissement de la population.

2. L'augmentation de la richesse générale.

3. Le développement des travaux publics.

« Aux Etats-Unis, dit-il, la plus value des terrains a atteint des
« proportions fabuleuses, étant donnée justement l'action parti-
« culièrement puissante des trois causes signalées. On a calculé
« que chaque émigrant, par le seul fait de son arrivée, aug-
« mentait de 400 dollars environ la valeur du territoire des
« Etats-Unis.... » « En Angleterre, le revenu des terres était
« évalué à 500 millions, en 1800; en 1875 on l'évaluait à 1500 mil-
« lions. Il avait donc triplé. »

Notre point de vue se rapproche beaucoup de celui de
M. Gide, la deuxième cause qu'il signale se confondant avec
la troisième cause que nous avons signalée, (accroissement de
la quantité de capitaux disponibles.)

Nous n'insisterons pas sur ce point. La question de l'origine de revenu foncier nous semble résolue par l'économie politique en faveur du propriétaire. Ricardo ne parvient à justifier ni son *postulatum*, ni ses conclusions, qu'il cherche du reste à atténuer en proposant un impôt sur la rente (1). Proudhon n'a fait que rajeunir les vieux arguments qui sont, pour ainsi dire, le fonds commun dans lequel vient s'alimenter toute la polémique socialiste. Il n'est créateur que dans la forme. — L'originalité de l'auteur des *Contradictions économiques* consiste uniquement dans sa façon plus philosophique de présenter les théories de son école, en les dégageant de tout point de vue politique ou religieux.

Mais notre tâche n'est pas terminée. Il ne suffit pas pour justifier le revenu foncier, d'établir qu'il est le produit du travail de l'homme et que la nature inconsciente n'a qu'une part dérisoire dans sa formation. Les partisans de la propriété restent en présence de la théorie mutuelliste, de la théorie de Karl Marx, et de la doctrine qui, attribuant principalement à l'action de l'Etat le phénomène de la création de la rente, a réclamé pour l'Etat le droit d'absorber cette rente à son profit.

1. OEuvres complètes de Ricardo ; *Principes d'économie politique*. Chap. X *Des impôts sur la rente* : Il s'attache à démontrer qu'un impôt sur la rente ne se répercuterait pas sur les consommateurs.

CHAPITRE XI

LÉGITIMITÉ DU REVENU NET FONCIER

Le produit agricole est le résultat du travail humain, l'action de la nature n'intervenant que comme accessoire. C'est une vérité que nous nous sommes efforcé de mettre en lumière et que viennent, du reste, corroborer les données de la science agronomique. Qu'un propriétaire exploite lui-même sa terre, il paraît bien difficile de lui contester le *jus fruendi et abutendi* sur ce qui constitue le revenu de son fonds. Mais le faire valoir est peut-être l'exception, l'amodiation étant la règle, tout au moins pour la grande propriété, celle qui a mis en branle la plupart des théories économiques relatives à la « rente » du sol. Les socialistes qui ont flétri le propriétaire de l'épithète de mendiant en lui reprochant d'accaparer à son profit exclusif les bienfaits de la nature, vont maintenant l'accuser de vivre aux dépens de ses semblables. Ne retient-il pas, en effet, une partie du salaire légitime de ses collaborateurs dans l'acte de la production agricole ?

C'est la théorie du travail non payé de Karl Marx et la théorie mutuelliste de Proudhon. De la première, nous ne dirons pas grand'chose. Elle se lie à un ensemble de doctrines que nous avons essayé de réfuter : Karl Marx est un adepte de l'école anglaise ; il accepte son point de départ, ne répudie pas ses conclusions,

se bornant à les accommoder au système politique et social dont il veut assurer le triomphe. Il formule la loi des salaires avec la même rigueur que Turgot. L'ouvrier, pour lui, ne reçoit de l'employeur que ce qui est strictement nécessaire pour l'empêcher de mourir de faim; c'est une machine qu'on alimente de charbon en essayant d'obtenir au plus bas prix possible le maximum de force motrice. Le propriétaire foncier, comme tout autre représentant de la classe capitaliste, bénéficie d'une activité qui n'est pas la sienne, et, en entassant des écus, il accumule du travail non payé.

Mais nous n'acceptons ni la théorie de Malthus, ni celle de Ricardo, ni leur résultante qui est la loi des salaires. Le système de Karl Marx tombe de lui-même avec l'ensemble doctrinal qui lui a servi de support. Le capital, d'après le grand économiste allemand, n'est-il pas du travail passé, cristallisé en quelque sorte.

La théorie mutuelliste a été formulée par Proudhon. Elle diffère à peine de la précédente, quoique son auteur, chaque fois qu'il analyse les doctrines de l'école anglaise, fasse tous ses efforts pour en démontrer l'inanité. « Toute
« valeur, dit-il, naît du travail, et se compose essentielle-
« ment de salaires; en d'autres termes, aucune richesse
« ne procède originairement du privilège, n'a de valeur
« que par la façon, et, en conséquence, le travail seul
« est entre les hommes la source du revenu. Comment
« donc concilier la théorie du fermage et de la produc-
« tivité du capital, théorie confirmée par la pratique
« universelle, et que l'économie politique, en sa qualité
« de routinière, est obligée de subir mais sans pouvoir

« la justifier, avec cette autre théorie qui nous montre la valeur se composant normalement de salaires, et qui aboutit fatalement, comme nous le démontrerons, à l'égalité du revenu brut et du revenu net? » (*C. É.* I, p. 17.

Le propriétaire, d'après Proudhon, est voleur à un double titre. Il accapare l'instrument de travail, que le Créateur a mis à la disposition de tous « sans faire acception de personnes; » en second lieu, il profite d'un travail qu'il ne rémunère qu'à demi. Nous avons déjà examiné la question de la gratuité des agents naturels; cela nous dispense d'un plus long examen de la question du fermage; Proudhon soutient qu'elles sont indépendantes l'une de l'autre. Mais faisons appel aux simples lumières du bon sens! Si je suis le créateur de l'instrument mis à la disposition du fermier, peut-on me refuser le droit de lui demander des comptes, et de faire deux parts dans la production, l'une pour moi et l'autre pour lui?

Le propriétaire étant mis ainsi à l'abri des revendications de ses auxiliaires, reste à le garantir des revendications de la collectivité, c'est-à-dire de l'État. Ricardo et ses disciples, qui ont proclamé l'existence d'une rente indépendante du travail humain, déclaraient équitable son absorption partielle ou totale par l'impôt. Et ils justifiaient cette revanche prise par l'humanité sur le propriétaire, à l'aide d'un argument assez ingénieux : « Si l'on rangeait, dit Wolkoff (1), les fortunes individuelles en groupes, d'après leur grandeur, on trouverait, le

1. page 46.

« plus souvent, que les différences entre les taux des for-
« tunes s'accroissent moins rapidement que les différences
« entre leur nombre; que, par exemple, le nombre des
« fortunes de 100.000 francs, est moins de la moitié du
« nombre des fortunes de 50.000. Cela fait que l'accrois-
« sement du prix est suivi d'une diminution de la demande
« en plus forte proportion. Le producteur est alors obligé
« de faire des économies sur les frais de production, et
« le résultat en est qu'on paye plus cher un moins bon
« produit; c'est le cas de tous les impôts, celui de la rente
« excepté. »

Mais nous ne croyons pas à l'existence de la rente, sous quelque forme qu'on la présente et à quelque ensemble théorique qu'on la rattache. Nous croyons seulement à l'existence d'un revenu net, qui ne se distingue pas des profits courants des autres industries, et que l'État ne peut absorber par l'impôt sans commettre un acte de spoliation.

Dans le conflit des doctrines relatives à la propriété foncière, la ligne de défense n'a pas toujours eu un front égal à la ligne d'attaque, et beaucoup d'économistes, disciples de Carey et de Bastiat et qui s'inspiraient d'Adam Smith, semblent avoir facilité, par leurs concessions imprudentes, la tâche de leurs adversaires. « Nous marchons, dit Blanqui, vers le moment où les propriétaires seront obligés de cultiver eux-mêmes ou de vendre, s'ils veulent avoir un revenu » (note sur *la richesse des nations*, page 16, édition Guillaumin). M. Walras, dans sa *Théorie mathématique de la richesse*, ne se rallie-t-il pas à un système analogue qui a bien des points communs

avec celui de Colins, et qui consisterait dans le rachat des terres par l'État, avec quelques palliatifs destinés à sauvegarder la *situation acquise* du propriétaire ? Wagner, professeur à l'université de Berlin, ne dresse-t-il pas, tout en combattant les socialistes, un formidable réquisitoire contre les détenteurs d'immeubles urbains ? Inutile de dire que ces économistes applaudissent aux projets de taxation exceptionnelle de la propriété foncière, plagiant les physiocrates qu'il n'osent guère citer, et rééditant sous une forme moins étrange les aphorismes de Mercier de la Rivière si cruellement mis en pièces par l'auteur de *l'homme aux quarante écus* !

Aujourd'hui, le conflit des doctrines s'est apaisé, du moins parmi les économistes qui ne compromettent pas dans les agitations de la politique la science qu'ils professent. Il nous est d'autant plus facile de porter un jugement impartial dans cette question des rapports de la propriété foncière et de l'État.

Ecartons tout d'abord les arguments, fort peu probants d'ailleurs, qui ne se rattachent pas directement au sujet de notre étude. La terre, disent les uns, doit être l'objet d'une taxation spéciale, représentative des anciennes charges féodales. Je sais qu'un argument analogue a été produit à propos de l'impôt des patentes, considéré par certains économistes comme la rançon des jurandes et des maîtrises. Mais que dirait-on du gouvernement anglais, s'il soumettait à une taxe de 10 livres sterling par tête les non-protestants, émancipés en 1829 et en 1866 ?

Un argument plus sérieux a été mis en avant dans un

livre qui fait autorité pour la science économique : la propriété foncière, dit M. Leroy-Beaulieu, bénéficie plus que toute autre de la protection sociale. Une guerre vient à éclater ? Le détenteur de titres de rente ne sera pas embarrassé pour les mettre hors de la portée des Uhlans, des Cosaques ou des Croates ! Mais un immeuble situé dans l'un de nos départements de l'Est se transporte difficilement en Bretagne !

L'argument est juste jusqu'à un certain point. Mais une grande partie de la fortune mobilière n'est pas susceptible d'être cotée à la Bourse, d'être échangée du jour au lendemain contre de l'argent comptant.

Restons d'ailleurs dans la donnée de notre étude et ne nous préoccupons que des arguments qui ont trait à la question de la nature et de l'origine du revenu net foncier. Nous avons montré quelle était l'action de la société dans la formation de ce revenu. L'État, qui a favorisé la production, doit être rendu indemne en recevant sa part dans le produit. Mais quelle est au juste cette part, et Blanqui, Walras, Wagner (nous ne parlons pas des écrivains socialistes), ne l'ont-ils pas exagérée outre mesure ?

Les physiocrates ont préconisé l'impôt unique sur la terre qui semblait être, dans leur système, productive de la totalité du revenu net. Nous nous abstiendrons de faire valoir les arguments que sir Cornwall Lewis, que Proudhon ont opposés à cette doctrine ! « L'impôt unique, dit l'auteur des *Contradictions économiques*, est la somme de toutes les iniquités sociales. » Et nous le contredisons d'autant moins, que tout est sujet à discussion dans la

doctrine de l'école physiocratique et qu'il est assez difficile d'interpréter exactement leur pensée !

La société, nous l'avons supposé, permet au revenu foncier de naître. Elle est, vis-à-vis du propriétaire qui le perçoit, dans la situation d'un mandataire ou d'un gérant d'affaires ! Elle aura le droit d'être indemnisée sur la valeur du produit. Mais lui permettre d'absorber par l'impôt la plus-value totale, serait un système anti-juridique, et, qui plus est, irrationnel.

L'État, par le seul impôt foncier, prélève une quote part du revenu net qui varie de 2 à 8 0/0. N'est-il pas suffisamment indemnisé pour les sacrifices qu'il a pu faire ? Et en tenant compte de ce fait que le propriétaire, s'il perçoit une rente comme le prétend l'école anglaise, l'a payée par une surélévation du prix d'achat de sa terre, ne peut-on pas dire qu'il est quitte envers l'État, et que celui-ci n'a aucun droit de copropriété à revendiquer contre lui ?

CONCLUSION

Résumons en quelques lignes cette étude sur le revenu net foncier.

Depuis que la science a essayé de fixer les lois de la production et de la répartition des richesses, deux écoles se sont trouvées en présence. Elles ont mis en avant des arguments toujours les mêmes, qu'on ne peut justifier ou réfuter qu'en sortant du domaine de l'économie politique abstraite, pour entrer dans celui de la philosophie pure.

La première, celle qui défend l'ordre traditionnel et hiérarchique, exalte le travail humain et lui attribue la part principale dans le phénomène de la production. L'adage *forma dat esse rei*, disent les écrivains qui ont accepté la mission de faire triompher ses doctrines, est un axiome de bon sens que la controverse ne saurait atteindre. Une chose a-t-elle d'autre valeur que celle que l'homme lui communique, et peut-on la considérer autrement que dans ses relations avec lui? Qu'est-ce qu'un hectare de terrains, situés dans une région inaccessible, et produisant une végétation luxuriante dont personne ne profiterait?

Voilà la thèse, à laquelle les socialistes, ceux tout au moins qui ne se sont pas écartés de la donnée primitive de leur école, opposent sous forme d'antithèse, la maxi-

me *materia dat esse rei*. « Que le Créateur, dit Proudhon, se présente pour toucher ses fermages, nous compterons avec lui. » L'auteur du livre *la propriété c'est le vol*, ne s'est pas préoccupé de ce fait que le travail humain a donné aux produits de la terre la forme sous laquelle ils sont ou peuvent être utilisables. Il formule la doctrine matérialiste, en face de la doctrine idéaliste, qui seule peut servir de support à une science économique méritant le nom de science.

Dans le dernier chapitre de notre étude, nous avons pris parti pour la thèse, qui fait aussi grande que possible la part du travail humain, contre l'antithèse qui voit surtout dans la production l'action de forces inconscientes. Mais la question primordiale, le conflit traditionnel, se sont compliqués d'éléments nouveaux introduits par l'école anglaise, école mathématique ou se prétendant telle, qui a essayé d'édifier sur une série de différences, sur un système d'équations, une doctrine qui a exercé, pendant la première partie du XIX^e siècle, tout au moins, une influence prépondérante sur les destinées de l'économie politique.

Avant Malthus et Ricardo, les économistes et les philosophes n'avaient, dans le phénomène de la production, considéré que deux facteurs : le travail de la nature, d'abord, et, en second lieu, le travail de l'homme, auxquels on attribuait des coefficients variant à l'infini suivant les points de vue d'école. Les disciples de Malthus ont déplacé la question et déclaré oiseuses toutes les controverses qui avaient jusque là divisé les représentants de la science des richesses. Que la part afférente au travail

humain dans le produit se chiffre par zéro ou se chiffre par 19, le maximum étant 20, que nous importe ! disent-ils. Ne considérons le produit qu'au moment où il acquiert une valeur, grâce au phénomène économique de l'échange ! Eh bien ! cette valeur naît du conflit de lois mathématiques, de différences susceptibles d'être évaluées par le calcul !

Et ils ont édifié sur ce fondement éminemment fragile une théorie ingénieuse, qui voit le nombre de ses partisans diminuer de jour en jour, mais qui a fourni aux socialistes des formules et quelquefois des arguments. On ne lit plus guère les *Principes de l'économie politique et de l'impôt*, mais on lit encore le *Capital* de Karl Marx et le livre ingénieux dans lequel F. Lassalle a mis tant de souplesse d'esprit au service des idées collectivistes : *Herr Bastiat Schulze von Delitsch oder Kapital und Arbeit*.

Le succès des doctrines malthusiennes, et l'influence qu'elles ont exercée et qu'elles exercent encore aujourd'hui, s'expliquent par un ensemble de causes que nous avons signalées dans notre avant-propos. L'esprit humain est toujours un peu dupe de tous ceux qui annoncent à grands cris qu'ils ont raison ! On n'avait pas lu Anderson, l'auteur de la théorie qui porte le nom de Ricardo. Il a mis, de même que West, beaucoup de talent à développer des idées dont d'autres ont eu la gloire. Mais Ricardo et Malthus ont donné à ces idées une forme en quelque sorte mathématique, parlant à chaque instant d'axiomes, de principes incontestables, et faisant à chaque instant intervenir, dans l'exposé de leurs doctrines, la terminologie de la science pure.

Aujourd'hui, l'école anglaise a perdu une partie du terrain que lui avait fait gagner, dans la première moitié du XIX^e siècle, la hardiesse de ses formules. La science économique se préoccupe beaucoup moins de cette fameuse rente, distincte du profit courant et venant s'ajouter à lui dans la composition du revenu net; de cette rente, qui n'est, selon M. Wolkoff, « ni l'équivalent d'une peine, « ni celui d'un gain pour la société, mais un déplace-
« ment gratuit de la valeur, des mains du consomma-
« teur dans celles du propriétaire foncier. »

La réaction contre la doctrine de Ricardo a mis de longues années à se produire. C'est de 1837 à 1840 que parut à Philadelphie la « science sociale » de V. Carey. Le livre d'Hippolyte Passy, intitulé « *Des systèmes de culture et de leur influence sur l'économie sociale* » fut publié en 1846. Son auteur partage avec de Fontenay la gloire d'avoir élevé en Europe la première protestation contre la théorie malthusienne de la rente. Le petit groupe d'économistes qui luttait avec autant de talent que de conviction, pour faire « repasser le détroit », ainsi que s'exprime l'un d'eux, à des doctrines si peu en rapport avec les tendances générales de la science française, fit bientôt une illustre recrue. Bastiat avait fait preuve d'une longue indulgence vis-à-vis de l'école anglaise. Il ne se décida que sur le tard à la combattre et ne s'affranchit définitivement de son influence, que dans le dernier chapitre des *Harmonies économiques* : intitulé *de la propriété foncière*, et dans le fragment inachevé de la *rente*. Mais il ne s'est pas, depuis lors, écarté, de la nouvelle voie qu'il s'était tracée, et l'une de ses dernières

pages fut une protestation véhémement contre la doctrine de Ricardo.

Les fondateurs de l'école éclectique formaient une brillante pléiade d'écrivains peu enclins aux spéculations métaphysiques et possédant par-dessus tout ces qualités éminemment françaises qui sont la mesure et le sens de la réalité. Proudhon, le vrai Proudhon, celui de la *Correspondance*, s'est honoré en rendant hommage à leur amour du progrès, dans la mesure de son indulgence habituelle : « mes critiques et moi, dit-il, nous sommes « comme des gens qui veulent rabattre les angles à un « polygone, seulement, quand l'opération sera faite, les « premiers soutiennent que ce qui reste sera toujours un « polygone ; tandis que je soutiens, moi, que ce sera un « cercle. On convient de tous les abus que je signale, ce « n'est que quand je veux généraliser que l'on ne me « suit plus. — *Lettre à Ackerman*, 16 mai 1841.

Nombreuses furent, après l'apparition de l'école éclectique, les défections parmi les disciples de Ricardo. Mentionnons-en quelques-unes au hasard. M. Th. Bénard, dans un livre intitulé : *Le socialisme d'hier et le socialisme d'aujourd'hui*, réclame l'indulgence pour les formules que renferment certains ouvrages émanés de sa plume. M. Leroy-Beaulieu, qui fut un disciple convaincu de l'école anglaise, annonce, dans des termes que nous ne pouvons nous empêcher de citer, qu'il a su faire en quelque sorte un triage parmi les théories malthusiennes : « la célèbre loi de Ricardo, dit-il, n'a aucune application « au temps présent, et, avec cette loi, tombe le corollaire

« qu'en avait tiré Proudhon : la propriété, c'est le vol ! »

Privé du point d'appui qu'il avait jusque là trouvé dans les doctrines des économistes anglais, le socialisme en est réduit à répéter la phrase célèbre de Rousseau : « vous êtes perdus, si vous oubliez que les fruits sont à tous et que la terre n'est à personne », à moins que, modifiant son système d'attaque, il ne combatte la propriété au nom de l'utilité sociale, au lieu de la flétrir au nom de la justice. — Ce qui a le plus contribué à dégager l'économie politique de l'influence de l'école anglaise, c'est le nouveau fondement qu'ont voulu donner à la théorie de la rente les disciples de Malthus et de Ricardo. Ils se sont réclamés de la méthode expérimentale, et leurs adversaires ont eu beau jeu de faire apparaître une erreur dans chacune de leurs affirmations. La rente, disaient-ils, suit une progression ascendante. La rente, leur répondait-on, reste stationnaire ou décroît, et l'on produisait en faveur de l'antithèse des preuves plus que concluantes. L'humanité, que l'école anglaise menaçait de la famine, se portait du reste assez bien. Chaque nouvelle année voyait la statistique enregistrer une hausse des salaires, et s'accroître, dans la répartition des produits, la quote part revenant aux travailleurs.

Dans l'*essai sur le Principe de la population*, dans les *Principes de l'économie politique et de l'impôt*, l'humanité nous apparaît un peu comme ces Hébreux traversant la Mer Rouge au milieu des flots prêts à se refermer sur leur tête. Elle est menacée à la fois par la loi de Malthus et par la loi de Ricardo ; et l'élimination « de ceux qui n'ont pas leur couvert mis au banquet de la vie »,

a seule le pouvoir de ralentir cette course vertigineuse qui la mène infailliblement à la mort. Certains économistes anglais ont fait de l'économie politique une sorte de Cassandra, dont le rôle consiste à répéter aux hommes que la destruction les attend !

— Telle est la prophétie. Disons en terminant qu'il y a chose jugée contre les prophètes, et que la science expérimentale vient chaque jour ajouter à l'arrêt qui les condamne un nouveau considérant.

La fin du xix^e siècle, nous en avons le ferme espoir, verra décliner de plus en plus cette école anglaise qui a eu la rare fortune de compter parmi ses protagonistes des économistes de premier ordre, presque tous grands par ailleurs. Et la cause du progrès économique ne pourra que gagner à ce déclin. La question sociale, qui est devenue pour la civilisation moderne une question de vie ou de mort, sera bien près d'être résolue quand socialisme et pessimisme ne seront plus la thèse et l'antithèse.... « le socialisme pré-
« tend qu'il est temps de faire voile vers la terre ferme et
« d'entrer dans le port. Mais, répondent les antisociaux,
« il n'est point de port ; l'humanité vogue à la garde de
« Dieu sous la conduite des économistes et des philoso-
« phes, et notre circumnavigation est éternelle (1) ! »

1. Proudhon. *C. é.* 1, p. 41.

POSITIONS

DROIT ROMAIN

DES RES DIVINI JURIS

PRISES EN DEHORS DE LA THÈSE

- I. — Marc-Aurèle en rendant la compensation possible dans les *stricta judicia* fit une innovation. Il ne sanctionna pas simplement une jurisprudence antérieure.
- II. — Avant comme après la constitution de Théodose et de Valentinien III, le pupille *infans* est celui qui n'a pas encore atteint l'âge de 7 ans, soit que réellement il ne parle pas, soit qu'il parle.
- III. — L'interdit *quorum bonorum* est un moyen possessoire ; l'introduction de la *petitio hereditatis utilis* n'a pas modifié ce caractère.
- IV. — Dans le droit de Justinien, quand le père de famille recueille le *peculium castrense* de son fils décédé, il le recueille *jure hereditario*.

POSITIONS PRISES DANS LA THÈSE

- I. — Dans le droit classique romain, le simple cénotaphe n'a pas le caractère de *res religiosa*.
- II. — De l'ensemble des textes que nous possédons, il ressort que les portes doivent être considérées comme *res sanctæ*.
- III. — Le tombeau de l'ennemi n'était pas une *res religiosa*.
- IV. — Les termes de *sacer*, *religiosus*, *sanctus*, ont été détournés par les jurisconsultes de leur acception primitive.

DROIT CIVIL FRANÇAIS

- I. — Les garanties protectrices de la loi du 27 février 1880 ne s'appliquent pas aux valeurs mobilières du mineur émancipé du vivant de ses père et mère ou par son mariage.
- II. — La reconnaissance d'un enfant naturel est détruite par la révocation du testament dans lequel elle est faite.
- III. — L'article 46 de la loi du 20 avril 1810 n'attribue pas au ministère public le droit d'agir d'office dans les cas qui intéressent l'ordre public, lorsque ces cas n'ont pas été spécifiés par une disposition législative particulière.
- IV. — La quotité disponible entre époux, même quand il n'y a qu'un enfant, est régie par l'article 1094 Code civil.

V. — La solidarité n'existe pas entre co-auteurs de délits civils.

VI. — La prescription quinquennale de l'article 2277 pour des intérêts payables à des époques périodiques ne court que du jour de chaque échéance.

DROIT ADMINISTRATIF

I. — Le recours au conseil d'état pour excès de pouvoirs est admissible alors même qu'une autre voie de recours s'offre au plaignant.

II. — *Droit pénal.* L'émission de billets de complaisance constitue le délit d'escroquerie prévu et puni par l'article 405 du Code pénal.

DROIT DES GENS

I. — Les conseils des prises sont soumis aux règles établies par la loi du 6 germinal, an VIII et par l'arrêté du 3 prairial, an XI.

DROIT INDUSTRIEL

I. — La mise en société d'un brevet d'invention constitue une cession et l'article 1^{er} de la loi du 21 juin 1845 est applicable.

Vu par le Président de la thèse,

P. CAUWÈS

Vu le Doyen :

COLMET DE SANTERRE

Vu et permis d'imprimer,

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

GRÉARD.

TABLE DES MATIÈRES

DROIT ROMAIN

DES RES DIVINI JURIS.

Avant-propos historique.	1
CHAPITRE I. — Division des <i>res divini juris</i>	8
CHAPITRE II. — <i>Res sacræ</i> , leur mode de création	21
CHAPITRE III. — Condition juridique des <i>res sacræ</i>	30
CHAPITRE IV. — Perte du caractère sacré.	44
CHAPITRE V. — <i>Res religiosæ</i> . Quelles sont les conditions requises, en ce qui concerne les personnes inhumées pour qu'un tombeau devint <i>res religiosa</i>	47
CHAPITRE VI. — Autres conditions exigées.	55
CHAPITRE VII. — Condition juridique des <i>res religiosæ</i>	74
CHAPITRE VIII. — Perte du caractère religieux.	86
CHAPITRE IX. — <i>Res sanctæ</i>	91
CHAPITRE X. — <i>Res divini juris</i> non mentionnées par les jurisconsultes	97
CHAPITRE XI. — Conclusion	100

DROIT FRANÇAIS

AVANT-PROPOS	1
CHAPITRE I. — Définition du revenu net.	11
CHAPITRE II. — Revenu net et revenu brut	22
CHAPITRE III. — La propriété foncière n'est pas la seule qui produise un revenu net.	30
CHAPITRE IV. — Origine du revenu net. Position de la question	35
CHAPITRE V. — Exposé de la théorie de Ricardo.	43
CHAPITRE VI. — Réfutation <i>a posteriori</i> de la théorie de Ricardo	58
CHAPITRE VII. — Réfutation de l'hypothèse historique de Ricardo	67
CHAPITRE VIII. — Réfutation théorique de la loi de Ricardo.	75
CHAPITRE IX. — Théorie socialiste de la rente.	102
CHAPITRE X. — Détermination de l'origine du revenu net foncier.	108
CHAPITRE XI. — Des droits de l'état sur le revenu net foncier. Légitimité du revenu net foncier.	119
CONCLUSION.	126

ERRATA

DROIT ROMAIN

Page	12	Note.	Au lieu de <i>placentur</i> lire <i>placantur</i> .
»	14	Ligne 5	Au lieu de de Suréna lire du Suréna.
»	23	» 16	Au lieu de « pour ainsi dire » lire « qui étaient pour ainsi dire ».
»	25	» 9	Au lieu de <i>deo</i> lire <i>Deo</i> .
»	28	» 4	Au lieu de préliminaires ordinaires lire préliminaire ordinaire.
»	31	» 1	Au lieu de Ogulnia lire Olguni .
»	38	» 2	Au lieu de <i>qui</i> lire <i>quis</i>
»	38	» 11	Au lieu de <i>deliqueret</i> lire <i>deliquerit</i> .
»	39	» 8	Au lieu de <i>cæternum</i> lire <i>cæterum</i> .
»	42	» 8	Au lieu de <i>sacros</i> lire <i>sacras</i> .
»	45	» 6	Au lieu de « des consuls » lire les consuls.
»	47	note.	Au lieu de <i>juvates</i> lire <i>juvate</i> .
»	49	» 24	Au lieu de bonitaire lire provincial.
»	48	» 20	Au lieu de Sassines lire Sassinas.
»	50	» 19	Pas de virgule entre le mot Pompéia et le mot « de ».
»	56	» 16	Au lieu de <i>testis in ea re</i> (<i>Virgilius</i>) lire <i>testis in ea re Virgilius</i> .
»	»	» 2	Vers au lieu de <i>inamem</i> lire <i>inanem</i> .
»	83	note.	Au lieu de <i>sepalcro violati</i> lire <i>sepulchro violato</i> .
»	67	» 29	Au lieu de confondu lire séduit.
»	67	» 30	Au lieu de au maître lire aux autres copropriétaires.
»	92	» 19	Au lieu de <i>opatium</i> lire <i>spatium</i> .
»	32	» »	<i>Omnia publica privata que sacra pontificum scitis subjecit Numa ut esset quo consultum plebs veniret, ne quid divini juris negligendo patrios ritus peregrinos que adsciscendo turbaretur.</i>

ECONOMIE POLITIQUE

- » 13 » 15 Virgule entre *tuo* et *mutuum*.
- » 32 note. 1 Au lieu de ses principes de l'économie politique lire de son histoire de l'Économie politique.
- » 46 » 9 Au lieu de grande lire grand.
- » 52 » 30 Au lieu de « bien plutôt dans les idées » lire bien plutôt dans les termes que dans les idées.
- » 53 » 2 Au lieu d'anglaise lire anglaise.
- » 54 » 14 Au milieu de la ligne, un point au lieu de deux points.
- » 56 » 21 Au lieu de, de Quinçay lire de Quincey.
- » 70 » 1 Au lieu de les bourgeois lire des bourgeois.
- » 83 » 11 Au lieu de « mais le propriétaire » lire, « mais, plus tard, le propriétaire. »
- » 83 » 14 Au lieu de « agricole, et, pour les mener à bonne fin » lire « agricole, auxquels ils n'avait pas songé lors de son acquisition, et, pour les mener à bonne fin. »
- » 99 » 23 A la fin de la ligne 23 lire (chiffres empruntés à M. Leroy-Beaulieu.
- » 111 » 11 Au lieu de l'âme lire l'homme.
- » 116 » 28 Au lieu de monopoles naturels lire de spécialités agricoles.
- » 128 » 15 Au lieu de Herr lire Heer.
-

Imp. des Écoles, HENRI JOUVE, 23, rue Racine, PARIS.